

Université Paris I
Panthéon-Sorbonne

Bulletin
de
l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 46
Automne 2017

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN
1, rue Victor Cousin
75005 Paris
Tél. : 01 40 46 27 90

Courriel de l'IPR : ipr@univ-paris1.fr
Courriel du Bulletin : bulletin_ipr@yahoo.fr
Site Internet : <http://ipr.univ-paris1.fr>

RÉDACTION :

Marie-Pierre Rey, Rédactrice en chef
Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction
Sara Legrandjacques et Laurent Pugnot Lambert,
Secrétaires de rédaction adjoints

Comité de rédaction

Alya Aglan, Farid Ameer, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Gisèle Borie, Anne Couderc, Sylvain Dufraisie, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Sara Legranjacques, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Diana Ospina, Céline Paillette, Laurent Pugnot Lambert, Jenny Raflik, Marie-Pierre Rey, Marie de Ruggy, Pierre Singaravélou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Fabien Théofilakis, Nicolas Vaicbourdt.

© Institut Pierre Renouvin, 2017

ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)

ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :

<http://ipr.univ-paris1.fr/>

et sur CAIRN : <http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm>

**L'ARCHÉOLOGIE À L'AUNE DES RELATIONS
INTERNATIONALES, XIX^e-XXI^e siècle**

ÉDITORIAL/EDITORIAL

GABRIELLE ABBE ET MATHIEU JESTIN

- L'archéologie à l'aune des relations internationales XIX^e-XXI^e siècle. Acteurs, échelles, circulations
Archaeology in the Light of International Relations Nineteenth to Twenty-First Century. Actors, Scales, Circulations

p. 9

ALAIN SOUBIGOU

- Le trésor des princes thraces comme outil de la diplomatie bulgare
Thracian Princes Treasure as Tool for Bulgarian Diplomacy

p. 17

CHRISTOPHE BURGEON

- Les fouilles allemandes à Olympie, 1936-1937. Un prétexte scientifique, une instrumentalisation idéologique
The German Excavations at Olympia, 1936-1937. A Scientific Pretext, an Ideological Instrumentation

p. 31

CÉLIA ROCASPANA

- André Parrot, un archéologue au service des intérêts culturels de la France au Levant dans l'Entre-deux-guerres
André Parrot, An Archaeologist at the Service of the Cultural Interests of France in the Levant in the Inter-War Period

p. 45

DANIEL BARIC

- « De la tranchée où l'on fouille à celle où l'on se bat ». Français et Autrichiens sur le front de la science entre Balkans et Dardanelles
« From the Trench Where They Dig to the Trench Where They Fight ». French and Austrians on the Field of Science Between the Balkans and the Dardanelles

p. 61

THÉRÈSE KREMPP

- Le service archéologique de l'armée d'Orient, une archéologie en guerre
The Archaeological Service of the armée d'Orient, an Archaeology in Wartime

p. 77

AGNÈS BORDE MEYER

- L'Afghanistan, un territoire archéologique à conquérir ? Les activités américaines et italiennes entre 1945 et 1984
Afghanistan, an Archaeological Territory to Conquer? The American and Italian Activities, 1945-1984

p. 91

LUDOVIC BORIS POUNTOUGNIGNI NJUH

- L'arme archéologique dans les discours des africanistes au XX^e siècle : la rupture du colloque du Caire de 1974
The Archeological Weapon in the Africanist Discourses in the XXth Century : The Rupture of the Cairo Colloquium of 1974

p. 107

PASCAL RIVIALE

- La marine française et l'archéologie au Pérou au XIX^e siècle
French Navy and Archaeology in Peru during the XIXth Century

p. 123

LAURENCE BADEL

- Une discipline entre deux mondes. Entretien avec Pascal Butterlin
Discipline Between Two Worlds. Interview with Pascal Butterlin

p. 139

VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre de recherches d'histoire nord-américaine
Directrice : Annick FOUCRIER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Directeur : Pierre SINGARAVELOU

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directrice : Laurence BADEL

Guerre, politique et sociétés
Directrice : Alya AGLAN

Éditorial

L'archéologie à l'aune des relations internationales, xix^e-xxi^e siècle Acteurs, échelles, circulations

GABRIELLE ABBE, MATHIEU JESTIN

Mots-clés : Archéologie – Relations internationales – Histoire culturelle – Acteurs – Circulations.

Keywords: *Archaeology – International Relations – Cultural History – Actors – Circulation.*

Cette livraison automnale¹ du *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* propose d'interroger un objet d'histoire, l'archéologie, à la lumière de la méthode d'investigation de l'histoire des relations internationales, courant historique en plein renouveau². Poursuivant une réflexion menée en France depuis les années 1990, ce numéro s'inscrit dans un cycle d'études

¹ Gabrielle Abbe est doctorante en histoire des relations internationales et prépare à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne une thèse sous la direction d'Hugues Tertrais, consacrée au « Service des arts cambodgiens mis en place par George Groslier (1917-1966) ». Mathieu Jestin, enseignant dans le secondaire et docteur en histoire des relations internationales, a soutenu en 2014 sous la direction de Robert Frank à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne une thèse intitulée « Le consulat de France à Salonique, 1781-1913 ».

² Laurence Badel et Stanislas Jeannesson, *Diplomaties en renouvellement, Cahiers Irice*, 2009/1, n° 3.

menées ou à venir dans le cadre du *Bulletin*³ : l'histoire culturelle des relations internationales⁴ et de la diplomatie⁵.

Pourquoi l'archéologie ? Tout d'abord parce qu'elle est, en ce début de xxi^e siècle, un sujet récurrent de l'actualité internationale. Les vestiges archéologiques, qu'ils soient préservés, mis en valeur ou au contraire annihilés, cristallisent les grandes problématiques du monde post-guerre froide : en témoignent les nombreuses étapes de la destruction récente du site de Palmyre en Syrie par les combattants de Daesh. Enjeu de l'histoire du temps présent, le champ de l'archéologie doit dès lors être investi, étudié et diffusé par les historiens des relations internationales. Ensuite parce que l'archéologie – comprise dans toutes ses dimensions – est un objet que ces historiens croisent dans leurs archives et leurs lectures, qu'ils exploitent parfois directement mais souvent à la marge, sans en faire le cœur de leur propos. S'ils mentionnent leurs « découvertes », ils en laissent généralement l'exploitation à d'autres : historiens de l'art, antiquisants... Enfin, parce qu'un tel sujet invite à une démarche d'interdisciplinarité à laquelle les chercheurs français sont, par formation, peu enclins⁶ : il convient alors de convoquer l'histoire de l'art, la géographie, l'anthropologie, la sociologie⁷, la géologie...

³ Voir notamment Marie-Françoise Lévy, Anaïs Fléchet (dir.), « Littératures et musiques dans les relations internationales xix^e-xxi^e siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2014/2 (N° 40). <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2014-2.htm>

⁴ Voir la mise au point de Robert Frank dans Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, coll. « Le nœud gordien », 2012, p. 437-441.

⁵ Renaud Meltz, Isabelle Dasque, « Pour une histoire culturelle de la diplomatie. Pratiques et normes diplomatiques au xix^e siècle », *Histoire, économie & société*, 2014/2 (33^e année), p. 3-16.

⁶ Jacques-Pierre Millotte, « Archéologie, racisme et nationalisme. À propos de l'interprétation des vestiges archéologiques », *Dialogues d'histoire ancienne*,

Certains contributeurs de ce numéro sont des spécialistes du sujet, qui abordent déjà dans leurs recherches personnelles des problématiques croisées d'archéologie et de relations internationales. D'autres, au contraire, antiquisants, spécialistes d'aires culturelles ou de relations internationales, ont répondu favorablement à notre questionnement parce qu'ils se trouvaient eux-mêmes confrontés à ces problématiques.

Il serait faux de considérer que l'archéologie n'a jamais fait l'objet de publications historiques. L'autonomisation de l'archéologie comme discipline scientifique à part entière au XIX^e siècle⁸, « affranchie de la triple tutelle de la philologie, des artistes et des collectionneurs⁹ », étant concomitante de la fabrique des nations en Europe – fondée notamment sur la « redécouverte » d'un passé national ou à nationaliser –, les historiens se sont rapidement penchés sur le rapport de l'archéologie au politique. L'étude des « politiques archéologiques¹⁰ » pour reprendre le titre d'un ouvrage récent s'est focalisée sur trois dimensions, comme le rappellent les travaux précurseurs de Bruce Trigger¹¹ : le nationalisme, le

1978, vol. 4, n° 1, p. 377-402, consulté en ligne le 4 septembre 2017, http://www.persee.fr/doc/dha_0755-7256_1978_num_4_1_2957.

⁷ Ludomir L. Lozny (ed.), *Comparative Archaeologies: A Sociological View of the Science of the Past*, New York, Springer, 2011.

⁸ Voir les travaux de référence d'Ève Gran-Aymerich sur la question, notamment *Naissance de l'archéologie moderne : 1798-1945*, Paris, CNRS Éditions, 1998 et *Les chercheurs du passé. Naissance de l'archéologie moderne : dictionnaire biographique d'archéologie*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

⁹ Alain Schnapp, « L'archéologie classique face à l'histoire de l'archéologie », in Roland Étienne (dir.), *Les politiques de l'archéologie du milieu du XIX^e siècle à l'orée du XXI^e*, actes du colloque organisé par l'École française d'Athènes à l'occasion de la célébration du 150^e anniversaire de sa fondation, Athènes, École française d'Athènes, 2000, p. 165.

¹⁰ Roland Étienne (dir.), *Les politiques de l'archéologie...*, op. cit.

¹¹ Bruce Trigger, « Alternative archaeologies: nationalist, colonialist, imperialist », *Man*, 19, 1984, p. 355-370.

colonialisme et l'impérialisme¹². L'État est alors au cœur de l'analyse. En premier lieu, l'archéologie, en ce qu'elle contribue à la fabrication de la nation, symbolise l'aspiration de l'État à la légitimité. Les études sont pléthoriques sur la question¹³. Mais l'archéologie symbolise aussi le désir des États de s'affirmer par rapport aux autres. L'archéologie intègre alors parfaitement la nouvelle voie de l'impérialisme que structurent progressivement les puissances – notamment européennes – au tournant des XIX^e et XX^e siècles : à savoir l'impérialisme culturel, avec la langue, l'éducation ou encore la religion¹⁴. Cette politique se manifeste non seulement dans les espaces directement contrôlés par les États (colonies et protectorats)¹⁵, mais aussi dans les espaces disputés ou de compétition

¹² Voir notamment la mise au point dans l'introduction et la bibliographie de Junko Habu, Clare Fawcett, John M. Matsunaga dans l'ouvrage qu'ils ont dirigé : *Evaluating Multiple Narratives: Beyond Nationalist, Colonialist, Imperialist Archaeologies*, New York, Springer, 2008.

¹³ Voir en général les ouvrages : Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, L'Harmattan, 2002 [1996], traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat ; Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, éditions du Seuil, 2008 ; plus précisément sur l'archéologie voir notamment Gábor Klaniczay, Michael Werner, Ottó Gecser (eds), *Multiple Antiquities - Multiple Modernities. Ancient Histories in Nineteenth Century European Cultures*, Francfort, New York, Campus Verlag, 2011 ou les travaux de Philip L. Kohl dont « Nationalism and Archaeology: On the Constructions of Nations and the Reconstructions of the Remote past », *Annual Review of Anthropology*, vol. 27 (1998), p. 223-246.

¹⁴ Voir Alain Dubosclard, Laurent Grison, Laurent Jean-Pierre, Pierre Journoud et alii, *Entre rayonnement et réciprocité [Texte imprimé] : contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002 ; Renaud Meltz, Isabelle Dasque, Sylvio Hermann de Franceschi et alii, *Pour une histoire culturelle de la diplomatie : pratiques et normes diplomatiques au XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2014.

¹⁵ Voir par exemple en Afrique du Nord, Clémentine Gutron, *L'archéologie en Tunisie (XIX^e-XX^e siècle) : jeux généalogiques sur l'Antiquité*, Paris, Karthala, 2010.

(ainsi de l'espace méditerranéen, particulièrement bien étudié depuis quelques décennies¹⁶).

On le comprend, ces lectures traitent la dimension politique de l'archéologie par le haut – l'État – et analysent d'abord les discours, les représentations, là encore d'un point de vue unilatéral. Or, depuis les travaux de Bruce Trigger et du fait des renouvellements historiographiques successifs, la palette des questions posées à l'archéologie et à ses enjeux, s'est considérablement élargie. Junko Habu, Clare Fawcett et John M. Matsunaga en appellent ainsi à multiplier les points de vue – « multivocality » – pour comprendre le phénomène archéologique dans son ensemble¹⁷. S'ils choisissent de rester dans la représentation et l'interprétation, Yorke M. Rowan et Uzi Baram, dans l'introduction de leur ouvrage, rappellent que les sujets d'étude eux-mêmes se sont diversifiés et que l'archéologie doit être comprise aussi comme un phénomène de consommation du passé dans un espace mondialisé : éducation, mémoire et tourisme, restitution des découvertes archéologiques, destructions des sites¹⁸...

¹⁶ Voir l'état des lieux dressé par Antoine Hermary des collections d'objets chypriotes dans les musées européens, « L'archéologie de Chypre en Europe », *Cahiers du Centre d'Études Chypriotes*, 2012, vol. 42, n° 1, p. 17-23, consulté en ligne le 4 septembre 2017 [http://www.persee.fr/doc/cchyp_0761-8271_2012_num_42_1_1012]. Pour les travaux scientifiques, nous renvoyons notamment à Lucia Patrizio Gunning, *The British Consular Service in the Aegean and the Collection of Antiquities for the British Museum*, Ashgate, Routledge, 2009 ; Marie-Noëlle Bourguet (dir.), *Enquêtes en Méditerranée. Les expéditions françaises d'Égypte, de Morée et d'Algérie*, actes de colloque, Athènes-Nauplie, 8-10 juin 1995, Athènes, Institut de Recherches Néohelléniques, 1999.

¹⁷ Junko Habu, Clare Fawcett, John M. Matsunag (eds.), *Evaluating Multiple...*, *op. cit.*

¹⁸ Yorke M. Rowan, Uzi Baram, « Archaeology after Nationalism: Globalization and the Consumption of the Past », dans Yorke M. Rowan, Uzi Baram (eds.), *Marketing Heritage: Archaeology and the Consumption of the Past*, Walnut Creek, AltaMira Press, 2004, p. 3-23, ici p. 4.

Ce numéro du *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* vise à s'engager dans ce mouvement de relecture de l'histoire politique de l'archéologie, en la confrontant aux problématiques également renouvelées de l'histoire des relations internationales et de la diplomatie. L'entretien de Laurence Badel, professeur d'histoire des relations internationales à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de Pascal Butterlin, directeur de la Mission archéologique française de Mari, s'achève ainsi en renvoyant malicieusement dos à dos deux disciplines aux trajectoires et aux questionnements parallèles bien qu'autonomes mais dont les malentendus résultent d'un manque initial de dialogue. Les auteurs du numéro se sont ainsi attachés à faire entrer en relations grand nombre d'acteurs mobilisés par l'archéologie, depuis le travail de terrain (commande ou découverte) jusqu'à l'exploitation du produit des fouilles (voire son idéologisation), et à confronter leurs pratiques. Ces acteurs sont des individus au sens de la classification weberienne : archéologues, diplomates, militaires, prêtres, sociétés locales, mais aussi des institutions, aux échelles nationale, régionale, inter et supranationale. L'archéologie, qui est à la fois théorique et pratique, science de l'écrit et du commentaire, est sûrement avant tout science pratique du terrain et de la fouille. En cela elle est, beaucoup plus que d'autres sciences humaines, en recherche constante de financements et donc de partenariats, singuliers ou pluriels. C'est ce qu'illustrent les articles de Célia Rocaspana sur l'archéologue André Parrot, le découvreur du site de Mari, ceux de Thérèse Krempp et Daniel Baric sur les militaires du front d'Orient ou encore l'étude de Pascal Riviale sur les marins en mission sur les côtes du Pérou. Il s'agit également de comprendre les transferts et circulations de savoir(s), de compétence(s), d'informations et bien évidemment d'objets et de les jauger à différentes échelles : du terrain de fouilles aux expositions muséales ou internationales, ainsi que le montre l'article d'Alain Soubigou sur le trésor des Thraces exploité par la Bulgarie dès la Guerre froide, en passant par les débats soulevés à la tribune de l'UNESCO, comme l'illustre l'article de Boris Njuh consacré à la querelle sur les origines africaines de l'homme en pleine période de décolonisation et d'affirmation d'une troisième voie. Certains territoires sont

particulièrement propices à ces échanges et débats, entre « internationalisme et affirmation de la nation¹⁹ » ou plutôt des prétentions nationales. C'est ce que montre Agnès Borde Meyer dans le cadre de l'Afghanistan. Longtemps monopolisées par la France²⁰, les fouilles ont été ouvertes par l'État afghan à d'autres missions – italiennes et étatsuniennes notamment – et à d'autres objectifs. Enfin, l'événement historique tient une place de choix dans ce numéro. Les événements tels que les guerres (Thérèse Krempp, Daniel Baric) ou l'organisation de manifestations internationales à l'image des Jeux Olympiques de 1936 (Christophe Burgeon) sont accélérateurs de l'histoire. Ce numéro vise à poser les premiers jalons pour un approfondissement de la réflexion d'Alain Schnapp : « L'archéologie cherche une conciliation entre le général et le particulier, entre le local et l'universel, entre les intérêts de l'économie et ceux de la culture²¹ ». Par le biais des relations internationales, il s'agit de faire exploser les petits mondes cloisonnés des chantiers de fouilles ou feutrés des salons diplomatiques pour les faire véritablement dialoguer.

Pour finir, nous tenons modestement à dédicacer ce numéro à Christian Augé (1943-2016), directeur de recherche au CNRS, et directeur de la mission archéologique française de Pétra dans les années 2000, décédé en août 2016. Il avait eu l'extrême gentillesse de nous recevoir, malgré la maladie, pour un long et captivant entretien au début de l'été. Ce numéro lui doit beaucoup et nous espérons lui avoir fait honneur.

¹⁹ Daniel Laqua, « Internationalisme ou affirmation de la nation ? La coopération intellectuelle transnationale dans l'entre-deux-guerres », *Critique internationale*, vol. 52, n° 3, 2011, p. 51-67.

²⁰ Françoise Olivier-Utard, *Politique et archéologie. Histoire de la délégation archéologique française en Afghanistan, 1922-1982*, Paris, Édition Recherche sur les civilisations, ministère des Affaires étrangères, 2003 [1997].

²¹ Alain Schnapp, « Préface », dans Clémentine Gutron, *L'archéologie en Tunisie...*, *op. cit.*, p. 13.

Le trésor des princes thraces comme outil de la diplomatie bulgare

ALAIN SOUBIGOU

Résumé

Depuis 1958, la connaissance du peuple thrace en Bulgarie a été répandue parmi les spécialistes d'histoire antique. Mais elle a également fondé les bases d'une « diplomatie du rhyton » à la faveur de colloques internationaux et plus encore grâce à plus de 40 expositions internationales dans le monde entier. A la faveur de cette image positive de la culture de son pays, la Bulgare Irina Bokova a réussi à se faire élire Directrice générale de l'UNESCO en 2009.

Mots-clés : Bulgarie – Thraces – diplomatie culturelle – UNESCO – Rogozen – Kazanlāk.

Abstract

Thracian princes treasure as tool for Bulgarian diplomacy

Since 1958, knowledge about Thracian people in Bulgaria had been spread among specialists of Ancient History. But it also founded bases for « rhyton diplomacy » through international symposiums and moreover through more than 40 international expositions all over the world. Thanks to this positive image of Bulgarian culture, Bulgarian Irina Bokova succeeded to be elected as General Director at UNESCO in 2009.

Keywords: *Bulgaria – Thracians – cultural diplomacy – UNESCO – Rogozen – Kazanlāk.*

Comment un pays de huit millions de citoyens, dont un million résidant à l'étranger, a-t-il réussi à faire élire l'une de ses ressortissantes à la tête de l'une des plus prestigieuses institutions internationales, l'UNESCO¹ ? Par quels moyens la diplomatie bulgare a-t-elle abouti à ce succès en 2009 ? Les mérites et l'entregent de la lauréate Irina Bokova (1952-) ont certainement joué. Mais ce succès doit aussi beaucoup à un atout de la

¹ Alain Soubigou est maître de conférence en histoire à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

culture bulgare, à côté de valeurs clichés du mystère des voix bulgares, des yaourts, de l'eau de rose ou du fameux parapluie. Il s'agit du spectaculaire trésor des princes thraces. Des pays de vieille tradition culturelle et de richesse patrimoniale reconnue comme l'Italie, la France ou l'Espagne sont installés dans la notoriété et le tourisme subséquent. La diplomatie culturelle est une évidence dans ces pays. Mais il n'en a pas toujours été de même pour la Bulgarie. Il convient donc d'examiner comment ce trésor thrace a contribué à fournir une assise et une visibilité mondiales à la modeste Bulgarie.

Les découvertes

De longue date, les paysans bulgares avaient l'habitude de voir de petites collines dans les champs et les plaines. Des légendes perpétuaient leur origine anthropique. Au milieu du XX^e siècle, des travaux commencèrent à en établir la cartographie sur le territoire bulgare. Environ 400 furent recensées. Des investigations archéologiques plus poussées prouvèrent qu'il s'agissait de tumuli funéraires d'époque hellénistique. Ils furent attribués aux Thraces, une population jusqu'alors mal connue, localisée en périphérie de la Grèce propre et tenue pour barbare, épanouie entre le II^e millénaire et le III^e siècle avant notre ère. Structurés en castes, leur activité était surtout agricole mais ils développèrent une culture fondée sur des légendes orphiques et des pratiques rituelles funéraires constituant des nécropoles. L'expansionnisme de Philippe II de Macédoine au IV^e siècle avant notre ère les mit en difficulté et ils perdirent leurs spécificités lors de la conquête romaine au II^e siècle avant notre ère. Les années 1950, correspondant à l'arrivée des communistes au pouvoir en Bulgarie, coïncidèrent avec une accélération de leur connaissance. Plusieurs tumuli furent sondés, creusés et révélèrent des matériels archéologiques stimulants. Les travaux du professeur Alexander Fol (1933-2006) et de son

épouse Valeria Fol (1953-) ont donné une cohérence explicative à ces trouvailles. Il s'agissait de marqueurs d'une civilisation disparue, les Thraces, connus surtout par les récits d'auteurs de populations adverses ou concurrentes, grecques ou romaines. Les textes thraces étaient rares et leur langue n'était pas complètement déchiffrée. Cette époque héroïque des découvertes permit néanmoins la création de toute une science académique, la thracologie². Alexander Fol en fut le principal promoteur. Diplômé d'histoire de l'université de Sofia en 1957, il effectua des stages post-doctoraux au Collège de France à Paris et à l'Institut archéologique allemand de Berlin. En 1972, il créa l'Institut de thracologie au sein de l'Académie bulgare des sciences. Il le dirigea jusqu'en 1992. Il devint professeur à Sofia en 1975. C'est à cette époque qu'il rencontra la fille du dirigeant communiste bulgare Todor Jivkov (1911-1998), Ludmila Jivkova (1942-1981) qui commençait à jouer un rôle politique et culturel auprès de son père. Il la convainquit de créer les premières institutions de protection du patrimoine des Thraces de Bulgarie dont le Lycée national de langues et cultures anciennes de Sofia en 1977. Il obtint d'elle aussi la création d'une chaire d'histoire ancienne et de thracologie au sein de la faculté d'histoire de l'université de Sofia. Il en fut le premier titulaire et contribua à former une génération de spécialistes, dont sa future épouse Valeria Fol³.

La thracologie naissante n'est pas que le résultat d'une interpénétration entre les milieux académique et politique bulgares. Elle s'est aussi exercée à la faveur de découvertes spectaculaires sur le territoire bulgare. La tombe des princes thraces de Kazanlăk a été exhumée au centre de la

² Valeria Fol, « L'or des Thraces », entretien recueilli par Sophie Crançon, *Archéologia*, 2006, n° 438, p.18-25.

³ Alexandre Baralis, « La Protohistoire de la Thrace, enjeux identitaires et territoriaux », dans Sophie A. de Beaune (dir.), *Écrire le passé, La fabrique de la préhistoire et de l'histoire à travers les siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2010, p. 99-109 ; Alexander Fol (dir.), *Der Trakische Silberschatz aus Rogozen Bulgarien*, Sofia, Ljudmila Zhiwkowa Stiftung, 1988 [à l'occasion d'une exposition à Bonn en 1988] ; Alexander Mintchev, *Les trésors des Thraces*, catalogue d'exposition, Varna, Slavena, 2006.

Bulgarie en 1944, malgré la situation de guerre. En briques, recouverte par un tumulus, elle date du IV^e siècle avant notre ère. Elle comprend deux chambres : un corridor et une chambre funéraire. L'un et l'autre sont ornés d'une fresque d'époque hellénistique représentant un rite funéraire. La fresque est dans un état de conservation exceptionnel. Dans la chambre funéraire, la coupole présente un couple assis sur des trônes se tenant les avant-bras, une demi-douzaine de serviteurs présentant des offrandes, six chevaux et leurs écuyers. Le sommet de la coupole est à nouveau orné de chevaux cette fois harnachés à des chars. L'ensemble témoigne d'un milieu social élevé, ce qui a immédiatement fait penser à une famille princière. La fresque témoigne d'un haut degré de perfection de la culture et de l'art pictural dans la Thrace en périphérie du berceau hellénistique de la Grèce propre.

Le trésor de Rogozen a, lui, été découvert en deux étapes en 1985 et en 1986 dans un champ dans une localité du nord-ouest de la Bulgarie, par un paysan puis par des archéologues. Il est constitué de 165 pièces en argent : 108 phiales, coupes rituelles larges et basses ; 54 cruches ; 3 tasses. Certains de ces objets sont en partie dorés, soit par damasquinage, soit par plaquage, ce qui prouve la maîtrise de techniques artisanales ou artistiques poussées. L'ensemble pèse plus de 20 kg. La datation les situe sur plusieurs époques entre la fin du VI^e et la première moitié du IV^e siècle. Sur quelques objets apparaît le nom de Kotys, roi des Odrisses, l'une des dynasties thraces. La décoration de plusieurs objets mêle des motifs religieux et des scènes de la mythologie grecque, significatifs des échanges culturels entre la Grèce et les tribus thraces jusqu'au rivage du Danube. Le trésor a été enfoui à la va-vite, sous 50 cm de terre, peut-être lors de l'invasion des Celtes en 279-280 avant notre ère. Il est maintenant présenté ordinairement au musée d'histoire de Vratza, avec une mise en lumière qui valorise les reflets dorés.

D'autres gisements de matériels archéologiques sont venus enrichir les collections des musées bulgares et préciser les contours de l'emprise territoriale des Thraces : Vălcitrăn (région de Plevén, XV^e-XII^e s. avant notre

ère), Kukova Mogila (région de Plovdiv), Lukovit (près de Loveč, IV^e s. avant notre ère).

La mise en valeur internationale

La Bulgarie compte plusieurs musées archéologiques régionaux fort intéressants, à Vratza, à Varna, à Pleven, à Roussé. Le musée archéologique de Sofia a été constitué en 1949, dans un bâtiment du XV^e siècle remontant aux Ottomans. Logiquement, les plus beaux objets du pays y sont regroupés en des salles très attractives. C'est le plus riche musée en son genre dans les Balkans. Depuis les années 1950, les touristes du pays y viennent en nombre appréciable. Néanmoins, l'attractivité moyenne de la capitale Sofia, à l'écart des axes de circulation et du Danube, au patrimoine architectural datant surtout de l'époque stalinienne, ne crée pas un flux de touristes internationaux conséquent, comparé à Veliko Tarnovo (la capitale médiévale), Varna ou Pleven (villes romaines) ou le monastère orthodoxe de Rila au sud du pays. Les gouvernements de l'époque communiste déploraient que les trésors thraces ne parviennent pas à attirer les touristes étrangers, à la différence par exemple du temple d'Abou Simbel en Égypte à la même époque. En conséquence, ils inversèrent la stratégie. À défaut de faire venir les touristes à Sofia, ils choisirent une politique active de démonstration à l'étranger, comme l'écrit l'historien Ivan Elenkov dans un petit livre paru à Sofia⁴. Ce fut un moyen de contourner les blocages de la Guerre froide et de déployer une diplomatie culturelle astucieuse à l'égard du camp socialiste mais plus encore à l'égard du camp occidental.

Le rôle de la Fondation Ludmila Jivkova – elle avait été ministre de la culture de 1972 à sa mort prématurée de maladie à l'âge de 38 ans en

⁴ Ivan Elenkov, *Kulturnijat front* [Le front culturel, la culture bulgare pendant l'époque du communisme, direction politique, fondements idéologiques, régimes institutionnels, en bulgare], Sofia, Ciela, 2012.

1981 – fut d'assurer la conservation et la promotion à l'étranger du patrimoine culturel bulgare⁵. Comme membre de la nomenklatura bulgare, de surcroît très avenante, elle disposa de nombreuses facilités de voyages et de promotion des richesses de la Bulgarie dans le monde entier⁶.

Le cœur de l'activité de Ludmila Jivkova fut le projet de classement des richesses thraces par l'UNESCO. Aboutissement de cet effort, en 1979, la tombe des princes thraces de Kazanlak a été inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Une plaque en métal le proclame fièrement à l'entrée du site avec l'inscription en bulgare et en français : « Convention du patrimoine mondial, tombeau thrace de Kazanlak, inscrit en 1979 sur la liste du patrimoine mondial pour être conservé au profit de l'humanité entière. » Deux indications permettent d'insérer ce site exceptionnellement conservé dans une stratégie de conquête diplomatique. L'inscription est en français, la langue du pays qui accueille l'UNESCO et qui n'est ni l'anglo-américain, ni le russe, ce qui en 1979 pouvait être perçu comme la manifestation d'un souci d'autonomie de la diplomatie culturelle de la Bulgarie, alors même que celle-ci passait pour le plus docile vassal de Moscou. La fière affirmation d'un bien patrimonial « conservé au profit de l'humanité entière » est une déclinaison d'une stratégie d'insertion dans une hiérarchie mondiale des richesses culturelles. Le classement par l'UNESCO en 1979 a donné lieu à la construction d'un bâtiment protecteur par-dessus l'édifice et d'un musée adjacent présentant désormais une copie de la tombe, ce qui permet de préserver l'original de l'usure du tourisme en plein essor. Une loi sur le patrimoine culturel de 2009 a renforcé la protection en règlementant la

⁵ Coll., *Ludmila Jivkova, Vie et œuvre (1942-1981), Chroniques* [en bulgare], Sofia, Académie bulgare des sciences, 1987 ; Iskra Baeva (dir.), *L'ouverture culturelle de la Bulgarie vers le monde, Matériaux de la conférence scientifique internationale à l'occasion des 70 ans de la naissance de Ludmila Jivkova* [en bulgare], Sofia, Éditions de l'université Saint Clément d'Ohrid, 2013.

⁶ Son rôle pourrait être comparé avec celui, ultérieur, de Raissa Gorbatcheva, la prétention culturelle en plus.

recherche, l'étude, la protection et la promotion de cette exceptionnelle tombe des princes thraces de Kazanlāk.

Un des moyens les plus performants de promotion des richesses thraces recelées par le territoire bulgare fut les expositions internationales. Par recoupement de plusieurs sources, voici la liste des expositions dans le monde qui ont permis de faire sortir du pays des copies des richesses thraces et quelques originaux choisis avec une parcimonie calculée⁷.

Date	Lieu
1958	Neuchâtel, musée ethnographique, « Bulgarie, 2500 ans d'art »
1960	Paris, musée pédagogique rue d'Ulm, « Trésors de Panagurichté & Vălčitrân et reproduction des fresques de Kazanlāk »
1963	Léningrad, musée de l'Ermitage
1963	Varsovie
1963	Paris, Galerie Charpentier
1964	Essen, Villa Hügel
1969	Canada, Montréal
1974	Paris, Petit Palais
1974	Léningrad, musée de l'Ermitage
1975	Moscou
1976	Londres, British Museum
1977	New York, Metropolitan Museum
1977	Boston, Museum of Fine Arts
1977	Mexico
1978	Berlin-Est, Neue Berliner Galerie
1978	Prague, Palais Šternberk

⁷ Outre un entretien avec le professeur Valeria Fol en avril 2015, ont été consultés : Sofia Roumentchéva, *Exposer les Thraces. Les collections thraces de la Bulgarie : politique d'exposition officielle à l'étranger de 1958 à 2013*, mémoire de recherche (2^e année de 2^e cycle) en muséologie sous la direction de Néguine Mathieux et Marie-Clarté O'Neill, Paris, École du Louvre, septembre 2014 ; Ivan Simov, *Histoire de la présentation des expositions thraces dans le monde, à travers les documents conservés dans les archives centrales de la Bulgarie (1974-1989)*, mémoire de recherche [en bulgare] sous la direction de Valéria Fol, Sofia, Université d'études bibliographiques et technologies d'informations, 2013.

1976, 1978, 1980	Sofia, Musée national d'histoire
1979	Nagoya (Japon), City Museum
1979	Vienne, château de Schallaburg près de l'abbaye de Melk en Basse-Autriche
1979-1980	Allemagne : Cologne, Munich, Hildesheim
1981	New Delhi, National Museum Janpath
1981	Mexique
1981	Cuba
1981	Etats-Unis
1981	Pologne
1986	Londres, British Museum
1988	Montréal
1988-1989	Allemagne : Bonn, Mayence, Freiburg, Munich, Hambourg
1989	Venise, Palazzo ducale
1997	Vicenza, Museo archeologico
1998	New York et exposition itinérante en plusieurs villes
2000	Helsinki, Amos Anderson Art Museum
2002-2003	Bruxelles, Palais des Beaux-Arts
2004	Bonn
2005-2006	Madrid, Fundacion La Caixa

Tableau 1 : liste des expositions internationales présentant le trésor des princes thraces.

Soit une quarantaine d'expositions internationales en un demi-siècle, avant et après la chute du communisme. Une vingtaine de ces expositions avaient été organisées avant le classement de la tombe de Kazanlak par l'UNESCO en 1979. Ces expositions ont drainé des foules et laissé de grands souvenirs, à l'instar des expositions sur Toutankhamon, magnifiant le patrimoine égyptien. Les expositions internationales sur les trésors des princes thraces avaient l'avantage de présenter des pièces spectaculaires, en or, esthétiquement attirantes, photogéniques. Elles ont donné lieu à de très nombreuses publications élogieuses dans les revues archéologiques et dans la presse pour le grand public. Elles ont fait connaître un objet rituel funéraire fréquent dans les trésors thraces : le rhyton, sorte de gobelet en or ouvragé en forme de tête humaine ou animale à soubassement en

forme de corne arquée. Probablement destiné à un usage rituel plutôt qu'à servir de contenant à une boisson, le rhyton est devenu un marqueur de la civilisation thrace dans les expositions internationales. Sa couleur dorée sur un fond de velours noir dans la pénombre orchestrée fait le régal des photographes. De même que la Chine a déployé la diplomatie du ping-pong dans les années 1970, la Bulgarie a déployé la diplomatie du rhyton. Depuis un demi-siècle, le rhyton thrace a été le meilleur outil de l'externalisation de la culture bulgare.

Le bénéfice diplomatique

Peu après le succès du classement de la tombe des princes thraces par l'UNESCO en 1979, Ludmila Jivkova a dû s'effacer jusqu'à sa mort de maladie en 1981. C'est alors que l'acteur majeur de la thracologie bulgare a pris le relais. Le professeur Alexander Fol est devenu ministre de la Culture et de l'Éducation de la Bulgarie de 1980 à 1986, ce qui lui permit d'orienter des fonds de recherche et d'enseignement vers la thracologie et d'en diffuser les acquis dans l'enseignement⁸. Dès la scolarité primaire, de nombreux élèves allaient visiter des sites archéologiques thraces et étaient incités à visiter le musée de Sofia. Les manuels scolaires mettaient en vedette les Thraces. Alexander Fol a conservé sa fonction de directeur de l'Institut de thracologie de l'Académie des sciences jusqu'à 1992 en même temps que sa chaire de thracologie à l'université de Sofia jusqu'en 1987, chaire par la suite élargie à l'aire sud-est européenne jusqu'en 1991. Pendant deux décennies, il avait mis sur pied la quarantaine d'expositions internationales. Il les accompagnait désormais par des conférences et articles grâce à son plurilinguisme. Fort de son statut de secrétaire général du Conseil international pour les études indo-européennes et de thracologie, il organisa des colloques internationaux non seulement à

⁸ Ivan Elenkov, *Kulturnijat...*, *op. cit.*

Sofia, mais aussi à Bucarest, Vienne, Rotterdam, Moscou et Palma de Majorque et ailleurs.

N°	Lieu	Date	Thème
1	Sofia, Bulgarie	Juillet 1972	
2	Bucarest, Roumanie	Septembre 1976	
3	Vienne, Autriche	Juin 1980	
4	Rotterdam, Pays-Bas	Septembre 1984	
5	Moscou, URSS	1988	
6	Palma de Majorque, Espagne	1992	
7	Constanța, Roumanie	Mai 1996	Thracés & Mycéniens
8	Jambol, Bulgarie	Septembre 2000	Les Thracés et la mer Egée
9	Chișinău, Moldavie	Septembre 2004	Les Thracés et la mer Pontique
10	Athènes, Grèce	Octobre 2005	
11	Istanbul, Turquie	Novembre 2010	La Thrace et les Thracés entre deux continents (6000-600 avant notre ère)
12	Târgoviște, Roumanie	Septembre 2013	Les Thracés et leurs voisins dans les âges du Bronze et du Fer

Tableau 2. Les colloques internationaux portant sur les Thracés.

Alexander Fol contribua à fonder un Institut de recherches bulgares à Vienne. Il était membre de l'*Accademia Medicea* à Florence en Italie, de l'Institut archéologique allemand, de la Société Leibniz à Berlin, de la Maison internationale des intellectuels (MIDI), académie fondée en 1907 à Paris dans l'esprit de coopération intellectuelle qui avait présidé à la création de l'UNESCO après la Seconde Guerre mondiale. Il fut professeur invité dans des universités au Royaume-Uni, aux États-Unis, en URSS, en Allemagne, au Japon, en France (où il fut fait chevalier dans l'ordre des

Arts et des Lettres), en Italie, en Grèce, en Suède⁹. Il publia une douzaine de monographies sur la Thrace ancienne, dont la moitié furent traduits en allemand, anglais ou français. Avant et après la coupure politique de 1989 et jusqu'à sa mort en 2006, il fut l'âme de la visibilité internationale projetée à l'extérieur de la connaissance des Thraces. Son nom fut donné au centre de thracologie qu'il avait créé à l'Académie des sciences bulgare (*Centăr po trakologija prof. Aleksandăr Fol*). Son épouse, également professeur, Valeria Fol, avec une dizaine de livres et 150 articles scientifiques sur les Thraces, a poursuivi son œuvre.

L'activité thracologique fut donc intense au-delà des frontières. En sens inverse, le trésor des princes thraces a attiré des coopérations internationales en Bulgarie ces dernières années. Une équipe du CNRS français a œuvré avec des archéologues bulgares pour préciser les circulations humaines préhistoriques dans les Balkans. Elle est parvenue à remettre en cause les étapes de l'anthropisation du continent européen. Au départ du rift de l'Est africain, les flux des premiers humanoïdes ne seraient pas passés par un axe occidental via Gibraltar mais par un axe oriental via les Balkans. Les trouvailles archéologiques franco-bulgares sur le territoire bulgare l'attesteraient. Ces résultats sont fort bien exposés dans une salle du musée archéologique de Sofia. C'est une des caractéristiques de l'archéologie bulgare : les résultats scientifiques sont rapidement transférés dans les lieux de médiation que sont les musées. Ceux-ci permettent de justifier les efforts consentis par le budget de l'État bulgare. Alexander Fol sut aussi attirer l'archéologue allemand d'origine slovaque Jan Lichardus (1939-2004), membre de l'Institut de la préhistoire et de la protohistoire de l'Université de la Sarre (Sarrebruck), dans la supervision des fouilles archéologiques dans le village de Drama dans l'est de la Bulgarie.

⁹ Thedora Dragostinova et Plamen Doïnov, « Les contacts inhabituels pendant la Guerre froide (à propos de la propagande culturelle de Ludmila Jivkova) », article disponible en bulgare en ligne sur : [\[http://www.dnevnik.bg/analizi/2014/04/27/2286516_neobichaini_kontakti_prez_studenata_voi%20na_zaj\]](http://www.dnevnik.bg/analizi/2014/04/27/2286516_neobichaini_kontakti_prez_studenata_voi%20na_zaj), consulté le 31 mai 2017.

Ensemble, de 1982 à 1986, ils menèrent un fructueux chantier international de fouilles, avec publication scientifique à la clé¹⁰. L'influence allemande sur la thracologie dans les méthodes de fouille et dans la présentation muséographique a été bien étudiée par Tchavdar Marinov¹¹. Autre exemple de coopération internationale suscitée par la Bulgarie, le musée archéologique de Sofia a été rénové en 2005 grâce à un programme italien qui a apporté son concours scientifique, technique et financier. Ces trois exemples français, allemand, italien témoignent de l'effet en retour d'un demi-siècle de visibilité internationale des succès de l'archéologie bulgare.

Après plusieurs décennies de déploiement de la thracologie scientifique et d'organisation d'expositions internationales mettant en valeur les découvertes des archéologues bulgares de matériels spectaculaires de la civilisation thrace, deux leçons se dégagent. D'une part, à la périphérie de la culture grecque antique bien connue, la civilisation thrace n'était pas en retard. Elle n'était pas seulement un réceptacle de la culture hellénistique, mais bien un foyer à part, doté de sa propre culture¹². D'autre part, la ténacité des thracologues bulgares et l'intérêt des gouvernements bulgares avant et après 1989 a permis de constituer un appareil de formation et de diffusion du savoir sur les Thraces. Mieux, ce savoir est devenu un outil de représentation positive d'un pays à la taille modeste sur la scène mondiale. L'intensité de sa visibilité, à la mesure du brillant des rhytons du trésor des

¹⁰ Alexander Fol, Ljudmil Getov, Jan Lichardus *et alii.* (dir.), *Forschungen in der Mikroregion von Drama (Südostbulgarien). Zusammenfassung der Hauptergebnisse der bulgarisch-deutschen Grabungen in den Jahren 1983-1999*, Bonn, R. Habelt, 2000.

¹¹ Tchavdar Marinov, « Entre Berlin, Vienne et Sofia : la contribution germanophone dans la formation des études thraces en Bulgarie », *Revue germanique internationale* n° 16, 2012, p. 105-117.

¹² En 1990, le programme d'agrégation d'histoire ancienne impulsé par le président du jury Pierre Cabanes, spécialiste de l'Illyrie antique, et relayé à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par le professeur Jean-Marie Bertrand, a mis en évidence ces nouveautés historiographiques. Une génération d'historiens en alors pris conscience.

princes thraces, a conféré une représentativité maximale à la culture bulgare.

C'est dans ce contexte élaboré sur plusieurs décennies que doit être analysée la candidature de Irina Bokova au poste de directeur général de l'UNESCO en 2009. Elle a su tirer parti d'atouts personnels. Sous le communisme, par son père, rédacteur en chef de l'organe du parti communiste bulgare, elle a bénéficié des avantages des enfants de la nomenklatura. En particulier, elle a suivi des études en anglais, en russe, en espagnol et en français. Elle a pu suivre des études supérieures tant en URSS qu'aux États-Unis dans les années 1970, ce qui lui a donné une bonne adaptabilité des deux côtés des blocs de la Guerre froide. Elle obtient un premier poste de conseillère aux Nations Unies en 1980. À la chute du communisme en 1989, elle entre en politique sous les couleurs du Parti socialiste bulgare, nouveau nom de l'ancien parti communiste, mais avec l'intégration de normes du monde occidental. C'est ainsi qu'elle fut partisan de l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN (2004) et à l'Union européenne (2007) dans ses fonctions de députée à l'Assemblée nationale bulgare en 1990-1991 et en 2001-2005. Dans l'intervalle, elle a été ministre des Affaires étrangères de son pays par intérim de novembre 1996 à février 1997. De 2005 à 2009, elle est ambassadrice de Bulgarie à Paris et à l'UNESCO. Elle devient membre du conseil exécutif de l'UNESCO en 2007 et vice-présidente du groupe francophone des ambassadeurs à l'UNESCO, ce qui lui assure une audience auprès de dizaines d'ambassadeurs.

Comment se manifeste la proximité d'Irena Bokova avec l'image positive de la thracologie bulgare ? Ce n'est pas qu'un halo. En 1996, elle s'est présentée au poste de vice-présidente de la République bulgare, sous l'étiquette du parti socialiste bulgare, aux côtés d'Ivan Marazov, ancien bras droit d'Alexander Fol, avec lequel il a co-signé plusieurs livres d'archéologie thrace. Elle bénéficia ainsi dans les années 1990 de l'aura de la thracologie bulgare. Lorsqu'elle envisagea sa candidature au poste de directeur général de l'UNESCO en 2009, elle n'était pas seulement

présente à Paris comme diplomate, forte de son plurilinguisme, de ses relations diplomatiques. Elle était aussi la bénéficiaire de décennies de visibilité spectaculaire de la culture de l'or des princes thraces.

La continuité de la diplomatie bulgare par-dessus la coupure politique de 1989 est donc remarquable. L'externalisation des richesses thraces hors du pays a construit une image positive et éclatante du pays, désormais bien identifié dans le monde académique et culturel. Le déploiement mondial de la thracologie depuis la fin des années 1950 et la symbiose des milieux académiques et politiques bulgares fournissent un très bel exemple de diplomatie culturelle. Devenue directrice générale de l'UNESCO en 2009 par ses mérites personnels, Irina Bokova doit aussi beaucoup à l'archéologie bulgare.

Les fouilles allemandes à Olympie, 1936-1937

Un prétexte scientifique, une instrumentation idéologique

CHRISTOPHE BURGEON

Résumé

Pour Hitler et les membres actifs du parti nazi, relancer les fouilles entreprises à Olympie dans le contexte des Jeux olympiques de 1936 répond à un programme d'abord idéologique. Les nazis cherchent avant tout à s'approprier historiquement ce site antique renommé et à célébrer la parenté helléno-germanique, les Grecs étant pour eux les descendants des Aryens. De nombreuses publications consacrées à ces excavations furent diffusées en Allemagne dans les années 1936-1945. Sur le plan scientifique, leur impact fut toutefois très limité.

Mots-clés : Hitler – Nazisme – Olympie – Grecs – Archéologie.

Abstract

The German Excavations at Olympia, 1936-1937. A Scientific Pretext, An Ideological Instrumentation

For Hitler and the active members of the Nazi Party, the excavations undertaken at Olympia on the eve and in the aftermath of the 1936 Olympic Games were primarily aimed at historically appropriating the renowned ancient site and celebrating the Hellenic-Germanic relationship – the Greeks being, for Nazis, descendants of the Aryans. Numerous publications devoted to these excavations were disseminated in Germany in the years 1936-1945. However, their scientific impact was very limited.

Keywords: Hitler – Nazism – Olympia – Greeks – Archaeology.

Le 1^{er} août 1936¹, alors que l'Allemagne nazie s'apprête à accueillir les Jeux olympiques dans sa capitale, Hitler déclare au Comité international olympique (CIO) qu'il souhaite relancer les fouilles sur le site antique

¹ Christophe Burgeon est professeur agrégé et doctorant rattaché à l'université de Louvain (place Pascal Blaise 1). Il prépare actuellement une thèse intitulée « Les exempla moraux dans les Punica de Silius Italicus », sous la direction du professeur Meurant.

d'Olympie². Les relations nouées auparavant avec le Premier ministre grec Ioannis Metaxas facilitent ensuite l'obtention des autorisations³. Quelques mois plus tard, en avril 1937, Rust, ministre des Sciences et de l'Éducation du Reich, peut fièrement déclarer au journal propagandiste *Völkischer Beobachter* : « La Grèce a remis à nouveau entre les mains de l'Allemagne son site le plus sacré⁴ ». Il affirme que ces fouilles s'inscrivent dans la continuité des pratiques des archéologues allemands depuis la fin du XIX^e siècle :

« Depuis toujours, des Allemands ont porté leur regard vers la culture originelle de la Grèce antique⁵ ; quelques grandes figures de la science allemande, à l'instar de Schliemann et Dörpfeld⁶, ont consacré une longue et laborieuse vie à mettre au jour les trésors de la Grèce qu'ils ressentaient comme étant particulièrement proches⁷. »

À la fin du XIX^e siècle, les Allemands avaient en effet une première fois obtenu du gouvernement grec le monopole de la gestion archéologique d'Olympie. Longtemps oublié à la suite de sa destruction presque totale au VI^e siècle de notre ère – conséquence directe de deux tremblements de terre et de l'ensablement du terrain par les alluvions du Kladéos –, Olympie avait dès l'époque moderne connu un regain d'intérêt parmi les humanistes européens, dont le moine français Montfoucond (1655-1741) et l'Allemand Winckelmann (1717-1768)⁸. Mais il avait fallu attendre la seconde moitié du

² Aldo Battaglia, « Olympie 1936 : les fouilles du Führer », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 7-8, 1986, p. 2-4.

³ Hannibal Veliadis, *Hitler-Metaxas: griechisch-deutsche Beziehungen während der Metaxas-Diktatur 1936-1941*, Berlin, Duncker und Humblot, 2006.

⁴ *Völkischer Beobachter*, le 12 avril 1937.

⁵ La Grèce fut le premier pays à faire son entrée dans le stade olympique.

⁶ Schliemann et Dörpfeld, figures de l'essor archéologique, ont été maintes fois mis en évidence par le Reich.

⁷ *Völkischer Beobachter*, le 17 juillet 1936. Traduction de l'auteur.

⁸ Rolland et Françoise Étienne, *La Grèce antique, archéologie d'une découverte*, Paris, Gallimard, 1990 ; Christina Koulouri, « Rewriting the History of Olympic

XIX^e siècle pour que de véritables fouilles fussent entreprises. L'objet archéologique était alors devenu un véritable enjeu de puissance pour les États européens concurrents⁹. Les services archéologiques allemands bénéficiaient d'une réelle aura politique et intellectuelle dans toute l'Europe, et particulièrement en Grèce¹⁰, et avaient déjà manifesté leur intérêt pour le site par le biais de l'archéologue Curtius (1814-1896) appuyé par l'empereur Frédéric-Guillaume IV. En 1873, ils obtinrent la concession du site pour dix ans, et se lancèrent dans une première campagne de fouilles de 1875 à 1881¹¹.

Cette campagne de fouilles permit de mettre au jour la majeure partie du site d'Olympie. Dès lors les campagnes suivantes ne pouvaient viser qu'à préciser davantage sa connaissance et, partant, intéresser principalement le monde scientifique. Pourtant l'annonce faite par Hitler fit grand bruit dans la presse allemande. Ce projet correspondait en effet parfaitement aux ambitions et au calendrier d'Hitler. Il s'agissait alors d'instaurer un outil de communication mettant en avant la grandeur de l'Allemagne, nation

Games », in Christina Koulouri, *Athens, Olympic City, 1896-1906*, Athènes, International Olympic Academy, 2004, p. 27 ; Suzanne L. Marchand, *Down from Olympus: Archaeology and Philhellenism in Germany, 1750-1970*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

⁹ Eve Gran-Aymerich, *Naissance de l'archéologie moderne 1798-1945*, Paris, CNRS Éditions, 1998 ; Pierre Amandry, « Fouilles de Delphes et raisins de Corinthe : histoire d'une négociation », *La redécouverte de Delphes*, Athènes, École française d'Athènes, 1992, p. 77 à 128.

¹⁰ Catherine Valenti, « L'École française d'Athènes au cœur des relations franco-helléniques, 1846-1946 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003/4 (n°50-4), p. 92-107, consulté le 24 août 2017 ; Arnold Bettina, « The Past as Propaganda: Totalitarian Archaeology in Nazi Germany », *Antiquity*, 64, 1990, p. 464-468 ; Arnold Bettina, Henning Hassman, « Archaeology in Nazi Germany: The Legacy of the Faustian Bargain », in Philip L. Kohl, Clare Fawcett (ed.), *Nationalism, Politics, and the Practice of Archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 70-81.

¹¹ Sur ces fouilles, voir notamment : Ernst Curtius, Franz Aldern, *Ausgrabungen zu Olympia*, Berlin, Mosshammer, 1876-1891, 5 vol.

organisatrice des Jeux de 1936¹² qui entendait marquer les esprits des élites européennes et du peuple allemand¹³. Comme Johann Chapoutot¹⁴ et Aldo Battaglia¹⁵ l'ont déjà démontré, les fouilles entreprises à Olympie dans la continuité des Jeux présentaient un double objectif de grandeur pour l'Allemagne : affirmer un retour à l'idéal grec à travers les athlètes allemands, vainqueurs de quatre-vingt-neuf médailles en 1936, et établir un lien historique entre les proto-Germains et les Grecs de l'Antiquité. L'article se propose de considérer les fouilles d'Olympie et leur exploitation comme des outils de consolidation, de légitimation et de puissance du régime nazi sur la scène nationale comme internationale tout en proposant quelques pistes de réflexion sur le pendant scientifique de cette expédition.

Après être revenu sur le rapport existant entre la science archéologique et l'idéologie nazie dans la propagande nazie des années 1930, nous verrons de quelle manière fut organisée la campagne de fouilles par le NSDAP. Pour finir, nous nous pencherons sur l'utilisation des résultats de fouilles, et nous nous interrogerons à la fois sur leur intérêt pour la propagande idéologique nazie et pour la communauté scientifique en général.

¹² Sur les Jeux, voir : Alexandre Najjar, *Berlin 36*, Paris, Plon, 2009 ; Jean-Michel Blaizeau, *Les Jeux défigurés : Berlin 1936*, Paris, Les Indes savantes, 2012.

¹³ *Völkischer Beobachter*, le 3 août 1936.

¹⁴ Johann Chapoutot, *Le nazisme et l'Antiquité*, Paris, PUF, 2012 ; Johann Chapoutot, « La Grèce et la guerre : corps et sport sous le III^e Reich », in Georges Bensoussan, *Sport, corps et sociétés de masse*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 105-117.

¹⁵ Aldo Battaglia, « Olympie 1936... », *art. cit.*

Olympie au cœur du programme idéologique nazi

Ainsi que l'énonce Johann Chapoutot¹⁶, les fouilles d'Olympie sont à replacer dans le contexte général du rapport des Nazis à l'antiquité gréco-romaine. Selon les *Mémoires* de Speer, dans l'esprit du Führer, les recherches archéologiques ne devaient servir qu'à prouver une chose : les Allemands, s'ils entendaient se forger un passé glorieux, avaient pour obligation de ne pas se référer à la seule germanité médiévale. La revendication et l'annexion de l'héritage gréco-romain étaient dès lors fondamentales pour inscrire le Reich dans une longue et prestigieuse histoire¹⁷. C'est ce que soutient Siegfried Fuchs, journaliste au *Völkischer Beobachter*, lorsqu'il déclare : « Le Führer a assumé un héritage que depuis presque deux siècles les meilleurs parmi notre peuple se transmettent de main en main. Ce n'est pas par hasard : l'idéal olympique a vécu cet été en Allemagne sa réincarnation la plus éclatante et magnifique depuis l'Antiquité¹⁸. » Quelques mois auparavant, Kern avait pris soin d'écrire : « La conscience indubitable que l'idée olympique des Grecs nous est [...] profondément apparentée s'est imposée au grand poète du fond d'un héritage racial nordique issu du fond des âges¹⁹. » L'organisation des Jeux olympiques fut l'occasion pour la propagande nazie de donner l'illusion du réel à sa rhétorique sur l'Antiquité. Outre le messianisme – scientifique et sportif²⁰ – allemand, la propagande nazie

¹⁶ Johann Chapoutot, *Le nazisme et l'Antiquité*, op. cit. ; Johann Chapoutot, « La Grèce et la guerre... », art. cit. , p. 105-117.

¹⁷ Albert Speer, *Erinnerungen*, Berlin, Propyläen, 1969, p. 108. Hitler souffrait d'un complexe d'infériorité historique face à Mussolini. Voir : Nikolaus Himmelmann, *Utopische Vergangenheit. Archäologie und moderne Kultur*, Berlin, Mann, 1976, p. 127.

¹⁸ *Völkischer Beobachter*, le 5 novembre 1936.

¹⁹ *Ibid.*, 2 août 1936.

²⁰ Le lien établi entre le sport hellénique et allemand fourmillait dans la littérature germanique du XIX^e siècle. Voir : Ingomar Weiler, « Zur Rezeption des

insista également sur la filiation raciale et spirituelle entre la civilisation grecque et celle des Aryens²¹. L'annexion de l'Antiquité gréco-romaine à l'histoire indo-germanique était solidaire d'une volonté de réhabiliter cette dernière en la parant de toutes les vertus. La culture grecque aurait été tributaire de celle des peuples du nord dès la préhistoire. Rosenberg, selon lequel le miracle grec n'aurait jamais été possible sans la présence d'Aryens issus des contrées nordiques, déclara d'ailleurs lors d'un congrès scientifique que les résultats des recherches préhistoriques menées sur le sol allemand devaient être analysés en parallèle avec ceux du monde gréco-romain²². Par ailleurs, comme l'indique Johann Chapoutot, selon la formulation nazie, la centralité du *Wettkampf*, l'*agon* sportif et guerrier, dans les cultures grecque et allemande, aurait été une preuve de la communauté d'esprit qui liait les deux peuples, et qui ne pouvait reposer que sur une communauté de substance raciale²³, un moyen commode pour les chantres du national-socialisme de façonner leurs théories raciales, et d'établir un continuum entre les proto-Germains et les Gréco-Romains. Dès lors, il convenait d'exalter la parenté helléno-germanique par le canal de vecteurs divers, dont celui des fouilles archéologiques à Olympie.

Le principal objectif (assumé) des fouilles d'Olympie consistait donc à établir la présence de la culture aryenne sur le sol grec antique²⁴. Cette spéculation doctrinale faisait écho à la théorie nazie selon laquelle ces Indo-Germains qui, selon Curtius, se distinguaient des Sémites par l'action,

griechischen Sports im Nationalsozialismus : Kontinuität oder Diskontinuität in der deutschen Ideengeschichte ? », in Beat Näf (*hesg.*), *Antike und Altertumswissenschaft in der Zeit von Faschismus und Nationalsozialismus*, actes du colloque tenu à Zürich les 14-18 octobre 1998, Zürich, Cicero, 2001, p. 267-384.

²¹ Nous ne parlons pas ici de la *paideia* (l'éducation athénienne) qui fut récupérée par les nazis.

²² *Völkischer Beobachter*, le 5 novembre 1936.

²³ Johann Chapoutot, *Le nazisme et l'Antiquité*, *op. cit.*, p. 233.

²⁴ *Völkischer Beobachter*, le 19 octobre 1936. Voir : Aldo Battaglia, *op. cit.*, p. 3-4.

la conquête et la création²⁵, seraient issus du Jütland. Les fouilles entreprises en 1936-1937 devaient prouver l'existence des pérégrinations de ces glorieux ancêtres germaniques incarnant la supériorité physique et intellectuelle, tout en recherchant une terre comprenant un proto- « espace vital » (*Lebensraum*).

Des fouilles sous tutelle du parti nazi

Le projet de fouiller à nouveau le site d'Olympie s'était dessiné dès l'obtention des Jeux par Berlin en 1931. Le Reichs-sportführer (équivalent du ministre des Sports) Tschammer, avait alors pris contact avec l'administration nationale des Jeux. Il avait réussi à convaincre Diem, secrétaire général du Comité d'organisation des Jeux et ami de Coubertin²⁶, de l'importance de reprendre les fouilles – fructueuses – à Olympie. Il parvint ensuite à persuader Hitler de l'intérêt que pouvait représenter ce projet, en invoquant la prééminence allemande dans le domaine scientifique au sens large du terme, tout en lui expliquant que le monde entier aurait les yeux braqués sur une Olympie qui deviendrait « monument du III^e Reich hors de ses frontières »²⁷, en référence aux prétendues racines germaniques de la Grèce antique.

C'est pourtant dans l'urgence qu'il fallut organiser la mission en 1936, en commençant par sélectionner des responsables scientifiques. Les nominations, qui incombait au ministère de l'Éducation et au président

²⁵ Ernst Curtius, *Wettkampf*, Berlin, Mann, 1856.

²⁶ Retraçant l'histoire des fouilles du site d'Olympie, Carl Diem évoque brièvement une première campagne française en 1829, pour préciser aussitôt qu'il revenait au Reich allemand de mettre au jour ce site sacré. Voir : *Völkischer Beobachter*, le 17 juillet 1936.

²⁷ Hajo Bernett, *Sportpolitik in 3. Reich : aus den Akten der Reichskanzel*, Stuttgart, Gruyter, 1971, p. 68-70.

de l'Institut archéologique allemand²⁸, Wiegand²⁹, étaient ensuite entérinées par le Führer. Le choix se porta dans un premier temps sur Gerkan, membre du NSDAP et premier secrétaire du Deutsches Archäologisches Institut d'Athènes³⁰. En août 1936, Hitler valida cette décision³¹.

Pendant, Rudolph Hess souhaitait faire nommer à la place de Gerkan, Wrede, un fervent propagandiste de la race aryenne et universitaire maîtrisant le grec ancien. Après un séjour en Grèce, où il rencontra ce dernier³², le ministre de la Propagande du Reich, Goebbels soutint également sa candidature auprès de Hitler³³, qui finit par se laisser convaincre³⁴. Gerkan, qui avait entamé des fouilles dès le 15 octobre 1936, deux mois après la cérémonie de clôture des Jeux, fut alors démis de ses fonctions³⁵. La mission, qui accusa un retard considérable (lequel fut

²⁸ L'Institut archéologique allemand (DAI), fondé en 1829, mène des fouilles dans une trentaine de pays, dont la Grèce.

²⁹ Reinhard Bollmus, *Das Amt Rosenberg und seine Gegner*, Stuttgart, Gruyter, 1970, p.156.

³⁰ *Akten der Partei-Kanzlei der NSDAP*, Hrsg. V. Institut für Zeitgeschichte, Munich, 1984. Rapport Rust du 15 décembre 1936 : microfiches, parties 1, vol. I : 101 – 20 821-20 825.

³¹ *Akten der Partei-Kanzlei*, copie de lettre de Rust à l'État-major de Hess du 20 février 1937 : microfiches, partie 1, vol. II : 103 – 9165-9168. Voir : Alfred Mallwitz, Hans Volkmar Hermann, *Die Funde aus Olympia : Ergebnisse 100jähriger Ausgrabungstätigkeit*, Athènes, Kasas, 1980 ; Aldo Battaglia, « Olympie 1936 : les fouilles du Führer », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 7-8, 1986, p. 2.

³² Goebbels a d'ailleurs visité l'Acropole avec Wrede, qui lui a servi plus tard de guide. Voir : *Völkischer Beobachter*, le 24 septembre 1936.

³³ *Akten der Partei-Kanzlei*, copie de lettre de Meissner à Rust du 6 octobre 1936. Rapport Rust : 101 – 20 823-20 824.

³⁴ *Akten der Partei-Kanzlei*, rapport Rust : 101 – 20 824.

³⁵ *Akten der Partei-Kanzlei*, lettre de Sommer à Lammers du 25 février 1937 : 101 – 20 827. Voir : Aldo Battaglia, « Olympie 1936 : les fouilles du Führer », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 7-8, 1986, p. 2.

déploré par les politiques), ne reprit que le 10 avril 1937³⁶, avant d'être à nouveau stoppée jusqu'au 7 décembre 1937, date à partir de laquelle les archéologues présents lors des fouilles réussirent enfin à se mettre d'accord sur la manière de présenter leurs recherches³⁷. L'antiquisant Schleif, qui travaillait pour le compte du SD, les services secrets de la SS³⁸, participa activement à la mission archéologique d'Olympie, qui fut alors menée de manière suivie³⁹.

Cette description succincte de l'organisation de la campagne de fouilles à Olympie permet de relativiser la place du scientifique dans cette entreprise. La dimension idéologique semble en effet avoir primé sur les compétences scientifiques comme l'indiquent les passe-droits accordés et les jeux d'influence ayant déterminé le choix des membres. Le processus de recrutement montre bien que les qualifications étaient subordonnées à la reconnaissance du parti nazi et qu'au-delà des découvertes, c'est le message à diffuser qui importait. Celui-ci préexistait d'ailleurs aux éventuelles trouvailles, qui furent du reste peu nombreuses : quelques ateliers de bronziers, statuettes d'animaux et armes en bronze repoussé.

Autour de l'utilisation idéologico-scientifique des fouilles

Les résultats concrets des fouilles d'Olympie furent très peu mis en avant. Aucune visite officielle sur le site antique ne fut d'ailleurs organisée. Une seule exposition fut montée dans la capitale allemande autour de l'activité

³⁶ *Völkischer Beobachter*, le 12 avril 1937 ; *Jahrbuch des Deutschen Archäologischen Instituts*, 52, 1937, p. 1-5.

³⁷ *Deutsche Allegemeine Zeitung*, le 16 juin 1939.

³⁸ Laurent Olivier, *Nos ancêtres les Germains : les archéologues au service du nazisme*, Paris, Tallandier, 2012, p. 215.

³⁹ *Das Schwarze Korps*, 29, le 16 juillet 1936. Voir : Johann Chapoutot, « La Grèce et la guerre : corps et sport sous le III^e Reich », in Georges Bensoussan, *Sport, corps et sociétés de masse*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 107. Cf. *infra*

archéologique allemande à Olympie, et encore fut-elle bien modeste. Pourtant les fouilles suscitèrent un véritable engouement en Allemagne et d'abord dans la presse écrite⁴⁰. Plusieurs rédacteurs à la solde de l'idéologie de Rosenberg, théoricien du parti nazi, se rendirent même sur les lieux pour recueillir les témoignages de l'équipe de fouille. En juillet et août 1936, l'*Olympia-Zeitung* éclipsa Coubertin pour saluer longuement Curtius, l'homme qui avait permis la redécouverte d'Olympie et la renaissance des concours antiques prônant le culte du corps⁴¹. Ce quotidien soutint en outre que seuls les Allemands étaient en mesure de saisir pleinement l'essence de l'hellénisme, vocable inextricablement lié à celui d'eugénisme⁴². Ces articles furent repris pour une plus large publicité dans la presse SS.

Au-delà même de cette large diffusion auprès de l'opinion publique allemande – au regard de la réalité des fouilles –, ce fut surtout parmi les intellectuels allemands que ce nouveau chantier eut le plus de résonance. Ils furent les principaux artisans de la valorisation du site grec et de son passé mythologique. À mi-chemin entre le mythe et la vérité historique, on raviva d'abord le souvenir des nobles exploits sportifs d'Héraclès Dorien, qui, selon Pindare⁴³, aurait été le fondateur des Olympiades, notamment pour accroître encore davantage le prestige de la nation allemande dont les résultats aux Jeux de 1936 furent significatifs⁴⁴. Dans *Olympia*, paru en 1936⁴⁵, l'universitaire Rodenwaldt et son photographe Hege, qui convoqua de nombreux clichés et des commentaires validés par la chaire d'archéologie classique de Berlin, proposèrent une synthèse sur le sujet, centrant leur propos sur la pureté de l'athlète germain qui rappelait celle de

⁴⁰ Aldo Battaglia, « Olympie 1936... », *art. cit.*

⁴¹ Cf. *infra*.

⁴² *Olympia-Zeitung*, le 21 juillet 1936.

⁴³ Pindare, *Les Olympiques*, X, ed. Aimé Puach, Paris, Les Belles Lettres, 2014, p. 90.

⁴⁴ *Illustrierter Beobachter*, le 10 août 1936.

⁴⁵ *Völkischer Beobachter*, le 16 février 1936.

son homologue grec⁴⁶. On constate qu'au-delà de la propagande officielle de Goebbels et des scientifiques soumis au NSDAP, beaucoup d'universitaires, reconnus par leurs pairs mais faussement indépendants, relayaient des thèses similaires contribuant à crédibiliser la rhétorique nazie. Rodenwaldt, par carriérisme, consacra sa préface à la grandeur scientifique et sportive de ses compatriotes allemands, descendants, comme l'avait soi-disant démontré le vulgarisateur de l'évangile racial nordique Günther⁴⁷, des Aryens prométhéens⁴⁸ (*ex septentrione lux*). En 1936, il écrivit que le fait que la plupart des constructions olympiennes fussent bâties en style dorique suffisait à prouver l'essence doriennne de la cité grecque⁴⁹. Cette thèse ne repose pourtant sur aucun fondement rationnel, car il est faux de prétendre que les édifices de l'espace sacré d'Olympie étaient tous doriques ; par ailleurs, le recours au calcaire local répondait à certains impératifs plus pragmatiques (proximité géographique, faible coût des matériaux...). Outre sa production scientifique, l'archéologue-propagandiste rédigea des présentations de différents sites antiques destinées à magnifier le passé germano-grec auprès du grand public⁵⁰. Dans la même veine et la même année, Schleif, membre des

⁴⁶ Gerhart Rodenwaldt, Walter Hege, *Olympia*, Berlin, Mann, 1936.

⁴⁷ Hans Günther, docteur en biologie et en anthropologie, avait été engagé dans les Corps francs de 1919 à 1921 mais ne fut pas membre du NSDAP avant 1932. Il cite Hérodote et Diodore de Sicile, lesquels font remonter les Doriens au peuple légendaire des Hyperboréens. Voir : Hans Günther, *Kleine Rassenkunde des deutschen Volkes*, Munich, 1929. Le « Bauer-Fischer-Lenz » faisait de la Perse, de l'Inde, des Grecs et des Romains autant d'exemples du destin nordique. Voir : Erwin Bauer, Eugen Fischer et Fritz Lenz, *Menschliche Erblichkeitslehre und Rassenhygienem, t. 1*, Munich, Verlag, 1927.

⁴⁸ Rhomas Klemmer, *Vom Siegerkranz zur Goldmedaille : das Phänomen 'Olympia' und seine neuzeitliche Rezeption : eine kulturhistorische Untersuchung unter besonderer Berücksichtigung der Berliner Spiele von 1936*, Bonn, 2012, p. 129. Adolf Hitler, dans *Mein Kampf* (Munich, 1926, p. 317) écrivait : « L'Aryen est le Prométhée de l'humanité dont le front lumineux a, de tout temps, fait jaillir l'étincelle divine du génie. »

⁴⁹ Gerhart Rodenwaldt et Walter Hege, *Olympia*, Berlin, 1936, p. 31.

⁵⁰ Gerhart Rodenwaldt, *Die Akropolis*, Berlin, 1935 ; id., *Korkyra*, Berlin, 1937.

services secrets de la SS mais surtout présent lors des fouilles⁵¹, prétendit que Pélops était un héros nordique de race aryenne qui conquiert le Péloponnèse, terre sacrée sur laquelle se déroulèrent des concours solennels⁵². En 1943, après s'être félicité de la reprise des fouilles à Olympie au lendemain des Jeux, il argua que ce fut la seule Allemagne qui assura la grandeur de ce site aux temps passés et présents⁵³. L'*Athenische Mitteilungen* (la revue de l'Institut archéologique allemand d'Athènes) consacra plusieurs articles à cette thématique, peut-être dans le but de faire converger idéologie et politique scientifique⁵⁴. Ajoutons qu'une communication dont l'un des objectifs était de rapprocher les Doriens des Allemands fut présentée lors du Congrès international d'archéologie de Berlin, en août 1939⁵⁵.

La guerre ne constitua nullement un frein à la propagande nazie. Les articles rassemblés dans *Das neue Bild der Antike*⁵⁶, rédigés en 1942 et ayant notamment pour but de démontrer que les Grecs étaient le produit de l'aryanisme, le prouvent. Selon Langlotz, universitaire allemand spécialiste de l'archéologie grecque, à partir des casques grecs fraîchement découverts à Olympie, il était possible « de tirer des conclusions sur la forme du crâne des guerriers. En effet la forme illyrienne, allongée, ne peut vraiment être proposée que pour les dolichocéphales⁵⁷. » Cette analyse craniométrique simplificatrice et proche de la physiognomonie antique

⁵¹ Laurent Olivier, *Nos ancêtres les Germains*, op. cit., p. 215.

⁵² *Das Schwarze Korps*, 29, le 16 juillet 1936.

⁵³ Hans Schleif, *Die neuen Ausgrabungen in Olympia und ihre in Olympia und ihre bisherige Ergebnisse für die antika Bauforschung*, Berlin, 1943, p. 6.

⁵⁴ Gerhart Rodenwaldt, « Bemerkungen zu den Skulpturen von Olympia », in *Athenische Mitteilungen*, 41, 1926, p. 205-238 ; Ernst Buschor, « Die Olympiameister », in *Athenische Mitteilungen*, 41, 1926, p. 163-170 ; Rudolf Hampe, « Korfugiebel und Frühe Perseusbilder », in *Athenische Mitteilungen*, 60-61, 1935-36, p. 269-299.

⁵⁵ *Bericht über die Ausgrabungen in Olympia, 1937-1938*, p. 5.

⁵⁶ *Das neue Bild der Antike*, Hrsg. V. Helmuth Berve, Leipzig, 1942, vol. 1, p. 52-53.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 159.

montre très clairement que même les scientifiques les plus sérieux n'étaient pas à l'abri de l'emprise idéologique nationale-socialiste soulignant la supériorité raciale des Aryens puis des Doriens sur l'ensemble des ethnies du monde entier. C'était particulièrement vrai pour bon nombre de savants en étroite relation avec le pouvoir, qui ont fourni, bon gré mal gré, une assise pseudo-scientifique aux théories raciales du NSDAP, laquelle trouva parfois écho chez l'amateur éclairé.

Il reste à savoir comment ces études à caractère propagandiste ont été perçues en dehors de l'espace allemand. Le 21 juillet 1936, Rosenberg, affirmait dans le *Völkischer Beobachter*, à l'occasion d'un numéro spécial consacré aux Jeux Olympiques de Berlin : « Ce que ces chercheurs ont réalisé à Troie et à Olympie peut être assurément considéré aujourd'hui comme le patrimoine commun de tous les peuples civilisés⁵⁸. » En termes de rayonnement intellectuel à l'étranger, force est de constater que la campagne propagandiste nazie circonscrite aux Jeux de 1936 et visant à annexer l'Antiquité grecque à l'histoire de la race indo-germanique fut un échec. La méfiance des savants du reste du monde occidental vis-à-vis des travaux nazis était naturellement de mise : provenant d'un pays pratiquant l'autodafé et la stigmatisation de chercheurs sous prétexte de leur appartenance politique ou ethnique, le matériel scientifique que produisit l'Allemagne durant la période hitlérienne était sujet à caution, principalement aux États-Unis, où s'étaient réfugiés de nombreux opposants allemands au nazisme⁵⁹. Par ailleurs, les péripéties liées à l'organisation des fouilles d'Olympie conjuguées aux changements de nominations des directeurs de recherches ont semé la suspicion parmi la communauté scientifique. Au surplus, si les nazis n'ont, semble-t-il, ni abîmé ni détruit le moindre vestige mis au jour sur le site antique, le matériel exhumé n'a pas permis de faire évoluer les connaissances

⁵⁸ *Völkischer Beobachter*, le 21 juillet 1936.

⁵⁹ Le *New York Times* du 3 octobre 1937 fustige les études produites par les archéologues nazis à la solde du régime au motif qu'elles ne relevaient pas de la science.

acquises à la fin du XIX^e siècle. Cette absence de découvertes notables et la réception internationale à court et moyen termes des recherches archéologiques nazies ne font d'ailleurs que confirmer le fait que les fouilles menées sur le sol olympien étaient avant tout l'objet d'une instrumentalisation idéologique.

Pour Hitler et les membres actifs du NSDAP, les fouilles entreprises à Olympie à l'aube et au lendemain des Jeux olympiques de 1936 visaient donc avant tout à s'approprier historiquement le site antique renommé, et à célébrer la parenté helléno-germanique, les Grecs étant, pour les nazis, des descendants des Aryens. Alors que la campagne archéologique menée à Olympie ne joua qu'un rôle secondaire sur le plan scientifique, l'ensemble des ouvrages consacrés à Olympie parus entre 1936 et 1945 devait rendre compte de l'infusion de cet agrégat helléno-germanique dans l'opinion publique allemande. La propagande l'emporte sur le caractère scientifique de l'expédition, d'autant que celle-ci fut bâclée tant dans sa préparation que dans son exploitation. L'obligation de se conformer à l'idéologie nazie et le carriérisme supplantèrent donc la recherche véritable, tendance que les ouvrages d'histoire et de vulgarisation confirmèrent jusqu'en 1945.

André Parrot,
un archéologue au service des intérêts culturels
de la France au Levant dans l'Entre-deux-guerres

CÉLIA ROCASPANA

Résumé

En 1920, la SDN accorde à la France l'administration des Antiquités dans les mandats et instaure l'égalité de tous les ressortissants des États membres en matière archéologique. Face à la rude compétition désormais arbitrée par la SDN, l'État mandataire réinvestit les relais culturels dont elle dispose sur le plan national et international. André Parrot, archéologue français en poste à Mari (Syrie) en 1933, est témoin des bouleversements de la période et nous livre un tableau des différents enjeux liés à l'exercice de sa profession.

Mots-clés : Parrot – Archéologie – Mandat – Orientalisme – Société des Nations.

Abstract

André Parrot, An Archaeologist at the Service of the Cultural Interests of France in the Levant in the Inter-War Period

In 1920, the League of Nations granted France the administration of antiquities in the mandates and established equality among the nationals of all the member states in archaeological matters. Facing the tough competition, henceforth arbitrated by the League of Nations, the mandatory state reinvested the cultural spaces at its national and international levels. André Parrot, French archaeologist based in Mari (Syria) in 1933, observed disruptions during this period. He offers a glimpse of the different challenges related to the exercise of his profession.

Keywords: Parrot – Archeology – Mandate – Orientalism – League of Nations.

À partir de la fin des années 1920, la recherche archéologique s'affirme pour la France comme une véritable quête nationale au service de son rayonnement culturel et politique face aux nations européennes¹. Le

¹ Le présent article est issu du travail de recherche de Célia Rocaspana réalisé dans le cadre d'un Master 2 d'histoire des relations internationales, sous la direction du professeur Laurence Badel : « Construire la diplomatie

Levant constitue un laboratoire particulièrement fécond de cette politique. En effet, par l'article 22 du pacte de la SDN ratifié le 28 juin 1919, la France et le Royaume-Uni se sont d'abord vu octroyer une « mission sacrée de civilisation »² des peuples issus de la dislocation de l'Empire ottoman et de l'Allemagne. Or, par sa nouveauté, le système des mandats, en vertu de la logique d'auto-détermination des peuples, oblige les Français et les Britanniques à redéfinir leur discours idéologique et leur système colonial classique pour administrer ces territoires. Par ailleurs, en vertu de l'article 14 de la Déclaration de mandat pour la Syrie et le Liban du 24 juillet 1922, la SDN attribue à la France une charge spéciale pour l'administration de la législation des Antiquités :

« Le mandataire élaborera et mettra en vigueur, dans un délai de douze mois à dater de ce jour, une loi sur les antiquités, conformément aux dispositions ci-après. Cette loi assurera aux ressortissants de tous les États membres de la Société des nations l'égalité de traitement en matière de fouilles et recherches archéologiques [...]»³.

On assiste alors aux prémices de la mise en place d'un droit international archéologique. En effet, ne pouvant user des outils coloniaux traditionnels, l'État mandataire réinvestit le domaine archéologique comme un vecteur de puissance pour compléter et aménager une politique impériale propre au système des mandats. L'archéologie est dès lors comprise comme une science institutionnalisée et internationalisée où missions diplomatiques et missions archéologiques collaborent étroitement par le biais de leurs représentants respectifs. Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Instruction publique participent activement à ce mouvement.

archéologique de la France au Levant dans (1920-1939) : le parcours d'André Parrot, inventeur du site de Mari (Syrie) », soutenu en septembre 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Extrait de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations ratifié le 28 juin 1919.

³ Extrait de l'article 14 de la Déclaration de mandat pour la Syrie et le Liban ratifiée par la France le 24 juillet 1922, in Guillaume Segret, *Patrimoine en Syrie et au Liban sous le mandat français. Une histoire de la législation*, Paris, Geuthner, 2012.

Sur place, l'archéologie est patronnée directement par le Haut-Commissariat, dans le but de « donner aux recherches archéologiques dans ces pays les bases en harmonie avec le mandat mais assurant cependant à la science française une prédominance⁴ ».

Sur les terrains mandataires, les archéologues servent de relais et participent à la défense des multiples intérêts français sur la scène internationale : culturels, politiques, économiques et militaires. En effet, si l'âge d'or des diplomates-archéologues du XIX^e siècle⁵, à l'image des consuls de France Paul-Émile Botta⁶ et Étienne de Sarzec⁷, est bientôt révolu⁸, nombre d'entre eux continuent de jouer les premiers rôles⁹. Il en va ainsi de l'archéologue français André Parrot (1901-1980), découvreur du site de Mari en Syrie. Son autobiographie¹⁰, *L'aventure archéologique*, publiée en 1979, appréhendée à la fois comme un outil bibliographique et comme une source historique, retrace l'intégralité de son parcours d'archéologue de 1920 à 1970. Il y partage ses différentes expériences de chercheur et d'homme qu'il mêle aux évènements internationaux de la période. Par le biais de son récit, qui rassemble de multiples anecdotes et séquences d'émotion, André Parrot nous livre un tableau de la vie des chantiers de fouilles et des relations entre les archéologues étrangers au Moyen-Orient dans le contexte agité de l'Entre-deux-guerres.

Originaire du Doubs et fils de pasteur, il se démarque par sa formation de l'ancienne génération d'archéologues français. Docteur en théologie de la

⁴ *Id.*

⁵ Nicole Chevalier, *La recherche archéologique française au Moyen-Orient 1842-1947*, Paris, Édition Recherche sur les civilisations, 2002.

⁶ Consul de France à Mossoul en 1842, il fouille la cité antique de Khorsabad.

⁷ Consul de France à Bossarah en 1877, il utilise ses fonds personnels pour entreprendre les fouilles du chantier de Tello.

⁸ Nicole Chevalier, *La recherche archéologique... op. cit.*

⁹ Leyla Dakhli, « L'expertise en terrain colonial : les orientalistes et le mandat français en Syrie et au Liban », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2010/3 (n° 99), p. 20-27.

¹⁰ André Parrot, *L'aventure archéologique*, Paris, Robert Laffont, 1979.

Faculté de théologie protestante de Paris, il n'a jamais servi dans les colonies africaines et est donc totalement étranger à l'appareil colonial. Toutefois, il s'insère rapidement dans les logiques politiques du mandat.

Le produit d'une nouvelle génération d'archéologues d'après la Grande Guerre

Une formation au cœur du renouveau scientifique

À la fin des années 1920, grâce à la réorganisation des musées et à la rationalisation de l'archéologie issue d'une nouvelle législation internationale et nationale, l'archéologie sumérienne fait en France des progrès décisifs. Ce phénomène s'explique d'abord par le réinvestissement par la France des lieux de savoir dans le but de dynamiser ses relais culturels traditionnels. En 1920, l'État crée ainsi le Service des Antiquités au sein du Haut-Commissariat pour organiser la recherche archéologique, sur les conseils des archéologues Joseph Chamonard et Henri Seyrig. Par ailleurs, l'article 14 de la Déclaration de mandat exige des « garanties suffisantes d'expérience archéologique » pour l'octroi de missions de fouilles. Dans ce contexte, la République repense la formation de son personnel ; elle se déroule en deux temps. Les archéologues sont d'abord préparés sur le territoire national dans les écoles dont les cours se spécialisent nettement au début de la période. C'est le cas notamment de l'École du Louvre, dont l'importance croît à partir des années 1920. À l'issue de leur formation théorique, ces jeunes orientalistes sont envoyés dans différents centres à l'étranger qui, sans être nécessairement localisés dans des territoires sous administration française, participent à une coopération scientifique entre les différentes puissances européennes. La ville de Jérusalem, administrée par les Britanniques, devient ainsi le premier centre de formation des archéologues européens. Parrot y a notamment complété sa formation. Mais c'est à Paris que débute l'aventure

d'André Parrot. En 1924, sous les recommandations d'Adolphe Lods, professeur à la Faculté de Théologie et à l'École du Louvre, il devient élève à l'École du Louvre où il suit le cours d'épigraphie de René Dussaud alors en pleine expansion :

« Nous étions peu nombreux : [...] tous des « mordus ». René Dussaud étudiait les inscriptions les plus classiques comme les plus récentes. [...] Ainsi étions-nous à la pointe de la recherche en ce domaine, alors en plein développement. Nous avions la primeur des articles que René Dussaud publierait ensuite dans la revue spécialisée *Syria*. Nous n'apprenions donc pas seulement une science déjà faite. Nous participions à sa formation, à son épanouissement. Parmi mes camarades, je comptais l'émir Maurice Chéhab, que je retrouverai plus tard directeur général des Antiquités du Liban. Maurice Dunand aussi, arrivé au terme de son cycle de trois ans et qui allait, après Jérusalem, prendre la succession de Pierre Montet sur le chantier de Byblos. Sans nous en douter, bien sûr, nous vivions les débuts de ce qui serait l'âge d'or de l'archéologie du Proche-Orient¹¹. »

Fondée en 1882 sous le patronage de Jules Ferry, l'École du Louvre prend véritablement son essor dans les années 1920. Le département des Antiquités orientales, créé en 1881 dans l'idée de concentrer les œuvres rapportées en France depuis les premières explorations des territoires bibliques du début du XIX^e siècle, n'est pas encore le grand centre archéologique oriental dont la République française se prévaut lors des expositions universelles des années 1940. L'archéologie orientale concerne alors un salon restreint de passionnés qui se connaissent et évoluent dans les mêmes cercles. À l'issue de sa formation en 1930, André Parrot exerce pendant quelques mois l'activité de pasteur pour la jeune paroisse de Damas fondée par la Société d'évangélisation des colonies françaises. Il est ensuite proposé comme boursier de l'Académie des Inscriptions pour l'École archéologique de Jérusalem par son maître René Dussaud¹². L'École archéologique de Jérusalem est fondée en 1921

¹¹ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 16.

¹² *Ibid*, p. 18.

au sein de l'École pratique d'études bibliques créée en 1890 par le Père Marie-Joseph Lagrange (1855-1938) du couvent dominicain de Saint-Étienne. Placée sous le patronage de l'Académie en 1921, l'École biblique devient l'École archéologique dans la continuité du renouveau idéologique et scientifique souhaité par le gouvernement français¹³. Elle témoigne de la politique de spécialisation des institutions françaises. Parrot salue à plusieurs reprises cette décision dans son autobiographie :

« Et l'on n'aurait pu faire un meilleur choix, tant en ce qui concerne l'emplacement que l'ambiance intellectuelle ou les instruments de travail mis à la disposition des chercheurs. [...] L'École possédait, en particulier, une bibliothèque extraordinaire, l'une des plus riches du Proche-Orient¹⁴. »

La fondation de l'École aboutit également à la création d'une commission Syrie-Palestine au sein de l'Académie des inscriptions et belles-lettres où les spécialistes du terrain peuvent faire part de leur expérience. Les écoles françaises à l'étranger favorisent la mobilité des jeunes scientifiques sur les territoires du mandat pour parfaire leur formation. Elles constituent des lieux de rencontre et de convergence qui assurent au corps scientifique français un rayonnement culturel dont André Parrot a su tirer profit au cours de sa carrière. Parmi ces espaces d'échange, Jérusalem tient une place particulière, encourageant notamment la mobilité des jeunes archéologues en Orient et leur donnant accès aux nombreux sites archéologiques de la région. Enfin, en parallèle à l'action culturelle de l'État, l'Alliance française¹⁵ ainsi que les missions chrétiennes continuent de jouer un rôle important dans les écoles levantines. L'Université Saint-Joseph de Beyrouth, confiée en 1881 par Léon Gambetta à des jésuites français, joue ainsi un rôle de relai pour les scientifiques français venus de l'École biblique de Jérusalem. Ces centres de formation français attirent un

¹³ *Ibid*, p. 36.

¹⁴ *Id.*

¹⁵ François Chaubet, « L'Alliance française ou la diplomatie de la langue (1883-1914) », *Revue historique*, 4/2004 (n° 632), p. 763-785.

large public de scientifiques français et européens. En 1928, après sa nomination en tant que boursier de l'Académie, Parrot part effectuer ses premières fouilles à Neirab, près d'Alep. À ses côtés, les révérends-pasteurs Carrière et Barrois l'accompagnent dans ses premiers pas d'archéologue. À l'issue des fouilles, le R.P. Carrière l'insère dans la communauté scientifique de Jérusalem. André Parrot décide de parfaire sa formation à l'École archéologique durant l'hiver¹⁶, et s'insère progressivement dans le foisonnant réseau d'archéologues européens en Mésopotamie.

Le directeur du site de Mari

En 1930, le prêtre et assyriologue Édouard Dhorme, membre de l'École biblique de Jérusalem, propose le nom d'André Parrot comme assistant de l'Abbé Henri de Genouillac dans le cadre des fouilles du site sensible de Tello (Irak). Le site, autrefois fouillé par des Français et dont les œuvres rapportées à Paris ont favorisé au sein du Louvre la création du département des Antiquités orientales au siècle passé, a été très endommagé par les fouilles clandestines pendant la Grande Guerre¹⁷. Désormais accompagnés d'archéologues britanniques, les Français doivent reprendre le chantier du site. La collaboration de deux générations différentes d'archéologues s'avère compliquée. Tandis que l'Abbé de Genouillac est l'héritier d'une formation archéologique désormais dépassée, André Parrot se présente comme le produit d'une nouvelle famille d'archéologues énergiques et mieux formés aux fouilles de terrain. Il raconte : « Genouillac était mal préparé à affronter (ces) problèmes. Excellent assyriologue, sumérologue, grand épigraphiste, il n'avait aucune idée de ce qu'était l'archéologie scientifique¹⁸. »

À l'issue de la deuxième campagne, les soucis de santé de l'Abbé de

¹⁶ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 40.

¹⁷ *Ibid*, p. 55-57.

¹⁸ *Ibid*, p. 59.

Genouillac le forcent à abandonner les fouilles. Il demande alors à André Parrot d'en prendre la direction. Cette succession se fait de façon naturelle mais n'en est pas moins lourde de sens. Ce ne sont pas seulement deux hommes qui se passent le flambeau mais deux écoles archéologiques qui se succèdent. La relève est assurée. Une nouvelle génération de chercheurs entre dans l'histoire de l'archéologie orientale. André Parrot exige d'emblée une équipe de qualité : « Je n'acceptai qu'à condition de pouvoir travailler scientifiquement, comme je l'entendais : ce qui me fut aussitôt accordé¹⁹ ». À l'image de son maître René Dussaud, ses exigences scientifiques le placent comme acteur de la révolution archéologique des années 1930. En 1933, André Parrot reçoit la direction des fouilles du site de Mari – Tell Hariri, au nord-est de la Syrie. Il ne quitte le chantier qu'en 1970, année de sa retraite.

André Parrot : un fonctionnaire au service de l'État

De Paris à Mari, la traversée des frontières

Le renouveau idéologique de la politique mandataire s'appuie sur des acteurs culturels et économiques traditionnels de l'influence française en Méditerranée. Le Congrès de Syrie organisé par la Chambre de Commerce de Marseille en janvier 1919 revendique ainsi les droits séculiers de la France en Syrie et au Liban. Par conséquent, plusieurs sociétés marseillaises de transports s'implantent au Levant sous la bienveillance de l'État et du parti colonial français. Toutes espèrent tirer profit des opportunités offertes par les mandats. Or, dans le cadre de l'administration de leurs missions, les archéologues bénéficient des services des sociétés françaises implantées dans les différents ports marchands et sur les réseaux ferroviaires. C'est d'abord le cas pour leur correspondance via la

¹⁹ *Id.*

société Messageries Maritimes²⁰. Spécialisée dans le transport de passagers et de fret et conventionnée par l'État français²¹, elle assure le transport du courrier et des messageries notamment grâce à son bâtiment le *Lamartine*. Parrot raconte :

« Les fonctionnaires du Haut-commissariat, auquel j'appartenais désormais, recevaient une réquisition qui leur était délivrée par Pierre Berthelot, délégué du Haut-commissaire à Paris. On me proposait de prendre un bateau qui rejoindrait Beyrouth par la côte Nord, après escales à Naples, Athènes, Constantinople, Smyrne et Lacarna. Le 8 décembre 1926, à Marseille, je m'embarquais sur un petit bateau, le *Lamartine* [...] qui ne mettrait pas moins de treize jours pour gagner la Syrie²². »

Principal outil de communication permettant aux archéologues du Moyen-Orient d'échanger avec leurs proches ainsi qu'avec leurs interlocuteurs gouvernementaux, « [le] bureau de poste rattache [les archéologues] au reste du monde²³ (...) et comble pour un instant le gouffre de la séparation²⁴. »

De Marseille jusqu'à Beyrouth, le statut particulier de l'archéologue en tant que fonctionnaire de l'État est également favorable à sa mobilité. Dépositaire d'une mission accordée par le gouvernement français, il bénéficie d'une aide diplomatique et de réductions sur les droits de passage aux frontières françaises et syriennes²⁵. De 1931 à 1939, les autorisations de passages signées par le Service des Antiquités et le ministère de l'Instruction publique à l'attention des douanes françaises et

²⁰ Marie-Françoise Berneron-Couvenhes, *Les Messageries maritimes, l'essor d'une grande compagnie de navigation française, 1851-1894*, Paris, PUPS, 2007.

²¹ Archives du MAE, AP_V05_2, Lettre d'Henri Vesnay à André Parrot lui assurant la négociation d'une remise de 20% pour le trajet Marseille-Beyrouth à bord de la compagnie des Messageries Maritimes, 6 août 1937.

²² André Parrot, *L'Aventure...*, p. 22-23.

²³ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 51.

²⁴ *Ibid*, p. 61.

²⁵ Archives du MAE, AP_V05_1, 30 novembre 1935.

syriennes permettent de retracer ses différents itinéraires. Les autorisations de passage lui accordent « aide » et « protection » de la part des autorités françaises, syriennes et libanaises. L'autorité donnée au ministère de l'Instruction publique sur les douanes locales révèle l'importance croissante accordée à ce ministère, dont dépend la Direction des Musées nationaux. La facilité avec laquelle l'archéologue et les membres de sa mission traversent les postes de frontières, de Marseille à Deir ez-Zor, attribue aux chercheurs un statut spécial qui les distingue des autres ressortissants français. Parrot, en chemin pour Tello, témoigne :

« Quand nous passons [devant un poste de surveillance], les gendarmes s'alignent et, à un commandement rauque, nous présentent les armes. Nous sommes brusquement devenus des personnages officiels dont le voyage est signalé, protégé²⁶. »

Les transports permettent aussi aux voyageurs de faire des rencontres et aux archéologues de développer, au gré de leurs missions, différents réseaux de sociabilité. Diplomates français, archéologues britanniques, touristes belges aventureux, les gares ferroviaires et les ports maritimes sont des points de rencontres où se croisent différentes catégories sociales issues de toutes les nationalités²⁷.

Enfin, l'administration des lignes de chemin de fer constitue un enjeu important de la prise en main du territoire. Ainsi, en 1920, deux lignes ferroviaires construites pendant la période ottomane restent exploitables : la ligne du Hedjaz, reliant Damas à Médine le long de la mer Rouge (chemin du pèlerinage musulman), et la ligne du Bagdadbahn, reliant Constantinople à Bagdad. Les deux lignes ont été lourdement endommagées par les troupes arabo-britanniques pendant la Première Guerre mondiale. En 1921, la frontière syro-irakienne est fixée sur une

²⁶ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 51.

²⁷ Cet angle d'approche a été inspiré par la lecture de Karl Schlögel, *Le Berlin russe*, Berlin, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, Bibliothèque allemande, 2014.

ligne suivant le Bagdadbahn, qui redistribue par la même occasion les sites archéologiques. En 1930, la ligne Bagdad-Bassorah est remise en service. En chemin pour Tello, Parrot raconte : « [...] Le train repart, sans hâte. Il y a là un aviateur anglais qui va à Bassorah, deux Belges qui se rendent en Perse²⁸. ». Ces points de rencontre stratégiques permettent de dresser un tableau plus au moins global de la sociologie des outils de transport, et font l'objet d'une littérature d'aventure appréciée du public. La romancière britannique Agatha Christie, épouse de l'archéologue britannique Mark Mallowan, évoque dans ses *Mémoires* et dans plusieurs romans les chemins de fer du Moyen-Orient. Ils font partie à part entière de l'intrigue des aventures du détective belge Hercule Poirot dans *Murder in the Orient Express*²⁹, publié en 1934, et dans *Murder in Mesopotamia*³⁰, publié en 1936. André Parrot rencontre Agatha Christie en 1937 lors d'un dîner à la mission britannique de Chagar Bazar, en Irak. Il raconte : « Dans son roman suivant, elle n'en fera pas moins allusion à "la mission Parrot, qui doit venir à Bagdad"³¹. ». Dans son autobiographie publiée en 1922, *Seven Pillars of Wisdom*³², T.E. Lawrence (« Lawrence d'Arabie ») évoque également les enjeux politico-stratégiques autour des chemins de fer. Cette littérature permet, en Europe, de faire connaître les territoires auprès du grand public et participe à leur mise en valeur.

Consolider la toute jeune amitié franco-britannique

André Parrot témoigne également des tentatives de coopérations internationales sur le terrain mandataire, notamment entre Français et Britanniques. La SDN établit en effet l'égalité des archéologues européens en matière de fouilles, mais les puissances mandataires ont le droit de

²⁸ *Ibid*, p. 49.

²⁹ Agatha Christie, *Murder in the Orient Express*, Londres, Paperback, 2011 [1934].

³⁰ Agatha Christie, *Murder in Mesopotamia*, Londres, Paperback, 2011 [1936].

³¹ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 166.

³² Thomas E. Lawrence, *Seven Pillars of Wisdom*, Londres, Wordsworth Editions Ltd, 1999.

s'opposer à certaines demandes lorsqu'elles jugent que les qualités scientifiques du savant ne sont pas suffisantes. Ces refus peuvent mener à des crispations entre les gouvernements, comme ce fut le cas pour l'affaire du tombeau de Toutânkhamon en 1923. En novembre 1922, un conflit éclate entre Pierre Lacau, directeur du Service des Antiquités d'Égypte, et l'archéologue britannique Howard Carter à la suite de l'exploration de la tombe de Toutânkhamon. En octobre, Pierre Lacau avait redéfini la législation sur les règles de partage des fouilles en faveur du gouvernement égyptien et en opposition à la vision britannique du partage. Désormais, les fouilleurs étrangers ne pourraient emporter d'Égypte que les objets mineurs ou doubles. À la suite du refus français de laisser exporter les pièces majeures issues des fouilles, une véritable guerre de communication éclate entre le conservateur français et les archéologues britanniques qui demandent le renvoi de Pierre Lacau. Cette opposition sur la doctrine archéologique entre les deux puissances met en évidence l'antagonisme des deux modèles coloniaux et la complexité de la coopération entre les deux empires³³. En réaction aux dénonciations des Britanniques, et fort de l'atmosphère nationaliste qui règne en Égypte, Pierre Lacau parvient à prendre possession de la tombe au nom du gouvernement égyptien. L'Égypte conserve désormais la totalité du contenu du trésor et cet épisode a manqué d'écorcher la récente et toute fragile amitié franco-britannique.

Pourtant, les amitiés se développent progressivement dans les réseaux d'archéologues et peuvent parfois mener à une évolution positive de la coopération scientifique. En 1934, Sidney Smith, conservateur au British Museum, et Henri Seyrig, directeur du Service des Antiquités du Haut-Commissariat de France en Syrie et au Liban, favorisent ce rapprochement culturel. Henri Seyrig, artisan du renouveau scientifique de l'archéologie sumérienne, réussit à convaincre le Service des Œuvres du ministère des Affaires étrangères et le *Foreign Office* de conclure un accord sur le

³³ Archives de l'IFPO, Service des Antiquités, boîte 22.

partage d'informations en matière archéologique. Dans le but de garantir les compétences scientifiques des fouilleurs britanniques sur le sol syrien, le Service des Antiquités obtient la charge de référer au *Joint Archeological Committe* du British Museum toutes les demandes de fouilles britanniques afin que l'institution britannique valide en amont les compétences des prétendants³⁴. Cette nouvelle procédure favorise la coopération archéologique, et le rapprochement entre les services culturels des Affaires étrangères britanniques et françaises. Dès lors, les mouvements des archéologues étrangers sont davantage contrôlés, et les services français et britanniques rapprochés. De concert avec les forces militaires, l'archéologue reste le premier informateur local sur les agissements et déplacements des archéologues étrangers. Les archives d'André Parrot témoignent à la fois de la place de médiateurs que peuvent jouer les archéologues, mais également de leur rôle d'informateurs auprès des services gouvernementaux.

Un informateur précieux de la situation locale

La présence de l'archéologue sur les chantiers de fouilles favorise également l'entretien de relations cordiales avec les tribus locales, et fait d'eux des informateurs précieux pour le Haut-Commissariat. Dans son autobiographie, Parrot relate un épisode où il est invité à la grande fête de la Circoncision par un cheikh local de Neirab : « S'agissait-il d'un piège ou d'un geste de courtoisie ? [...] Un refus de notre part serait tenu pour un affront. Mieux valait accepter, en restant sur nos gardes³⁵. » Confronté à la difficulté d'administrer les territoires excentrés, le Haut-commissariat décide en effet de s'adresser aux chefs tribaux pour assurer la pacification du territoire et surveiller le parcours des populations nomades³⁶. L'État tente de cantonner les tribus dans les régions « de marge », notamment

³⁴ Archives de l'IFPO, Service des Antiquités, boîte 23.

³⁵ A. Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 29.

³⁶ Gérard D. Khoury, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne 1914-1920*, Paris, Albin Michel, 2009.

autour des zones de frontières en proie aux pillages et dissidences³⁷. Deux régions stratégiques du nord de la Syrie attirent l'attention du Haut-commissariat : la région de la Haute Djézireh (la *ma'âmura*) qui borde les frontières turques et irakiennes où doivent cohabiter les populations kurdes d'origines irakiennes, et les populations chrétiennes ; la région de la Basse Djézireh (la *bâdiyya*) peuplée majoritairement de Bédouins, où se situe le site de Mari. Les missions archéologiques doivent prendre en compte ces facteurs, et les archéologues s'insèrent globalement bien dans les sociétés locales. Grâce aux ouvriers bédouins récemment sédentarisés qu'ils emploient dans les chantiers de fouilles, ils peuvent parfois empêcher les pillages clandestins « souvent à la solde des cheiks locaux³⁸ ». Au contact des locaux, Parrot apprend les rudiments du dialecte syrien. À Mari, où il est présent de 1933 à 1970, il réussit à établir des liens de confiance avec les populations locales, et également certains membres du gouvernement syrien. En 1950, Parrot retourne à Damas après dix années d'absence. Le chantier a été stoppé par la guerre en 1938. Dans son autobiographie, il raconte que, grâce à sa réputation, il réussit contre l'avis de tous à lancer des négociations permettant de reprendre les fouilles de Mari. Reçu en personne par le colonel Chichakli, ce dernier l'aurait accolé en assurant :

« Monsieur Parrot, monsieur Parrot, soyez le bienvenu ! [...] Nous sommes jaloux de notre indépendance, m'assure-t-il, nous voulons être les amis des Français, mais pas des Anglais. Nous n'oublions pas ce que la France a fait pour nous... Et Mari ? ajoute-t-il sans transition³⁹. »

Bien que romancé par l'archéologue, ce passage évoque l'aspect politique de la pratique archéologique. Les archéologues et les autorités militaires doivent, sur le terrain, travailler ensemble. Les zones de fouilles sont des zones à risque ; elles sont hautement surveillées. Parfois, comme

³⁷ Jordi Tejel Gorgas, « Un territoire de marge en haute Djézireh syrienne (1921-1940) », *Études rurales*, 2/2010 (n° 186), p. 61-76.

³⁸ André Parrot, *L'Aventure...*, *op. cit.*, p. 56.

³⁹ *Ibid*, p. 188.

c'est le cas pour le site de Mari, les régiments rattachés à la division militaire la plus proche servent de gardien des lieux entre les campagnes de fouilles pour empêcher pilleurs et curieux de s'y aventurer. La présence militaire permet également de tenir les archéologues français informés sur la situation des zones où fouillent les chercheurs étrangers et de leur livrer, par exemple, des informations sur les découvertes archéologiques récentes. En effet, l'article 14 de la Déclaration de mandat reconnaît l'égalité en matière archéologique de tous les États membres tout en accroissant la concurrence entre États européens.

Comme l'illustrent le parcours et les missions de Parrot, l'archéologie se met donc dès la fin des années 1930 au service de l'État et de ses intérêts. Mais si l'Entre-deux-guerres apparaît comme un moment de coopération intellectuelle entre les nations européennes, les crispations et la montée des nationalismes de la fin de la période mettent en échec ce processus. Fer de lance de la tentative de rapprochement archéologique, la coopération culturelle franco-britannique est parfois négligée au profit des enjeux politico-économiques des deux empires. Duo ou duel culturel entre les deux puissances mandataires, la frontière reste poreuse. Face à cela l'archéologue joue un rôle ambigu qui lui donne une double position sur le terrain, celle d'un archéologue au service de sa science, et celle d'un agent local au service de l'Empire français.

« De la tranchée où l'on fouille à celle où l'on se bat »
Français et Autrichiens sur le front de la science
entre Balkans et Dardanelles

DANIEL BARIC

Résumé

La Première Guerre mondiale n'a pas diminué mais au contraire favorisé les travaux archéologiques sur le terrain. Un double front s'est développé, soutenu par les forces armées respectives. Les savants autrichiens furent envoyés dans les territoires balkaniques occupés, les Français sont passés des Dardanelles à la Macédoine. Dans les deux cas, l'archéologie apparaissait comme le moyen permettant d'asseoir une prédominance fondée sur une connaissance renouvelée du passé. Du côté français, les archéologues furent davantage intégrés dans les opérations militaires, préfigurant une présence diplomatique renforcée dans l'entre-deux-guerres.

Mots-clés : Archéologie – Première Guerre mondiale – Balkans – Dardanelles – Fouilles.

Abstract

**« From the Trench Where They Dig to the Trench Where They Fight »
*French and Austrians on the Field of Science Between the Balkans and the Dardanelles***

World War One fostered, rather than diminished, archaeological fieldwork. A twofold scientific battlefield developed, extending in space with the support of armed forces. The Austrian scientists concentrated on occupied territories in the Balkans, while the French moved from the Dardanelles to Macedonia. In both cases, archaeology appeared as a means used to establish a predominance based on first-hand knowledge of the past. A more operational role of archaeologists within the army on the French side paved the way to a growing diplomatic presence in the interwar period.

Keywords: Archeology – Word War I – Balkans – Dardanelles – Excavations.

Durant la phase initiale de la Première Guerre mondiale, les Balkans et l'Asie mineure n'apparurent pas comme un champ de bataille crucial. Loin

¹ Daniel Baric est maître de conférences au sein du département d'études germaniques de l'université François-Rabelais de Tours. Le présent article

des fronts occidental et russe, les hostilités y avaient laissé place à des périodes de cessez-le-feu relativement longues. Mais à l'instar d'autres fronts comme la Belgique sous occupation allemande², une forme de guerre totale prit également place dans des régions qui furent soit occupées (par les Autrichiens et les Bulgares en Serbie), soit rapidement traversées par des forces armées (les Serbes en Albanie), si bien que les objectifs strictement militaires ne furent pas toujours les seuls poursuivis. La dispersion de civils et la destruction du patrimoine avaient pour but de remodeler le paysage culturel au nom d'un nouvel ordre politique qui devait advenir. Le terme de « civilisation » était mis en avant afin de justifier des initiatives qui faisaient des archéologues des rouages essentiels de ce discours et des politiques qui en découlaient. Alors que se déroulait une guerre destructrice, des tranchées étaient creusées à travers les Balkans, non seulement dans le but de protéger des positions militaires, mais également aux fins de proclamer, par l'exhumation de vestiges très divers de sociétés anciennes, un message de tolérance. Dans des camps opposés, les armées autrichiennes et françaises apportèrent leur soutien aux travaux de spécialistes du passé avec le même paradoxe apparent de mener une guerre qui causait des dommages considérables au patrimoine, tout en revendiquant un rôle de sauvegarde des civilisations anciennes. À travers le rôle dévolu à l'archéologie par les deux belligérants, ce sont deux stratégies à court et plus long terme qui se mettent en place et préparent deux visions de l'après-guerre dans une zone de concurrence accrue entre Paris et Vienne depuis la fin du XIX^e siècle³.

reprend le fil d'une réflexion présentée dans la contribution intitulée « Archaeology at War: French and Austrians on the Field of Science » lors du colloque *The Great War: Regional Approaches and Global Contexts. International Conference on the Occasion of the First Centennial of the Beginning of World War One*, organisé à Sarajevo du 18 au 21 juin 2014.

² Christina Kott, *Préserver l'art de l'ennemi ? Le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914-1918*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

³ Sur les tensions franco-autrichiennes grandissantes, voir Hélène de Lauzun, « L'Autriche-Hongrie et l'anti-germanisme en France à la veille de la Première Guerre mondiale », *Études danubiennes*, n° 25, 2009, p. 59-94 ; sur l'enjeu

L'archéologie autrichienne dans les Balkans et les ambitions d'une prééminence culturelle

Les forces armées austro-hongroises occupèrent fin 1915 de larges portions des territoires serbe, monténégrin et albanais. Le commandement autrichien considéra l'incorporation de ces territoires comme un but de guerre, à la différence de l'état-major allemand, réticent à mobiliser des troupes d'occupation sur ce front, fût-ce au prix d'une dépendance accrue à l'égard de la politique allemande⁴. Au-delà des Balkans, prioritaires pour l'Autriche, c'est une expansion durable en Orient qui semblait se dessiner pour les puissances centrales⁵. Les archéologues allemands continuèrent à concentrer leurs activités en Grèce, où ils purent travailler sur certains sites (Athènes et Olympie), quitte à devoir passer fin 1916, sous la pression des représentants français et des partisans grecs du courant antimonarchiste, sous le contrôle de la Société archéologique grecque⁶. Après la démarcation des lignes, établie en avril 1916 avec la Bulgarie, les territoires occupés s'ancrèrent dans l'imaginaire des scientifiques

spécifique des Balkans, voir Daniel Baric, « Un byzantiniste chez les Slaves du Sud : les croisières de Charles Diehl dans l'Adriatique, entre tourisme culturel et politique », in Antoine Marès (dir.), *La France et l'Europe médiane. Médiateurs et médiations*, Paris, Institut d'études slaves, 2016, p. 41-56.

⁴ Sur les divergences austro-allemandes quant aux buts de guerre, en particulier dans les Balkans et en Orient, voir Manfred Rauchensteiner, *Der Tod des Doppeladlers. Österreich-Ungarn und der Erste Weltkrieg*, Graz, Styria, 1994, p. 303-323. L'importance stratégique accordée par l'Allemagne à l'Orient est reflétée dans l'engagement de scientifiques sur ce terrain, notamment d'archéologues, pendant le conflit : Suzanne Marchand, *German Orientalism in the Age of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 436-454.

⁵ Christian Marchetti, *Balkanexpedition. Die Kriegserfahrung der österreichischen Volkskunde – eine historisch-ethnographische Erkundung*, Tübingen, Tübinger Vereinigung für Volkskunde, 2013, p. 57-62.

⁶ Suzanne Marchand, *Down from Olympus. Archaeology and Philhellenism in Germany, 1750-1970*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 248.

autrichiens, dont celui des archéologues à l'affût de *terrae incognitae* que de rares explorations scientifiques avaient pu approcher⁷. Le printemps 1916 annonça une nouvelle période de voyages scientifiques, facilités par les autorités militaires et civiles autrichiennes, après un temps de sédentarité forcée durant les premiers mois de la guerre. L'opération scientifique la plus élaborée, qui impliqua le plus grand nombre de participants, fut l'expédition organisée par des historiens de l'art, archéologues, ethnographes et linguistes, de mai à août 1916⁸. Le projet avait commencé à prendre forme dès l'avancée des troupes austro-hongroises dans les territoires balkaniques⁹ et ses conséquences pratiques se firent sentir jusqu'à la fin du conflit : par son ambition et son déroulement heurté, il apparaît comme une entreprise emblématique des espoirs scientifiques autrichiens dans les Balkans, contrecarrés par la réalité militaire sur le terrain, qui ne permit pas une installation durable dans cette zone¹⁰.

Du 30 novembre au 20 décembre 1915, une commission scientifique avait été chargée, sous l'égide du général membre de l'état-major Hugo Kerchnawe, d'inspecter les dépôts d'archives, les musées et autres collections dans les territoires occupés. Des représentants des musées et ministères autrichiens figuraient dans cette commission, à l'instar de Carl Patsch. Ce dernier représentait les intérêts du gouvernement de Bosnie-Herzégovine et de l'établissement qu'il avait fondé à Sarajevo, l'Institut

⁷ Carl Patsch (1865-1945) en particulier eut un rôle pionnier : il s'était rendu au Monténégro et en Albanie au tournant du xx^e siècle. Sur ses activités dans les Balkans, voir Daniel Baric, « Archéologie classique et politique scientifique en Bosnie-Herzégovine habsbourgeoise : Carl Patsch à Sarajevo (1891-1918) », *Revue germanique internationale*, n° 16, 2012, p. 73-89.

⁸ Christian Marchetti, *Balkanexpedition...*, *op. cit.*, p. 153-186.

⁹ Camillo Praschniker, Arnold Schober, *Archäologische Forschungen in Albanien und Montenegro*, Vienne, Hölder, 1919, p. III.

¹⁰ Les expéditions placées sous la responsabilité scientifique de la Commission balkanique de l'Académie des Sciences autrichienne sont documentées par le fonds qui y fut versé : *Österreichische Akademie der Wissenschaften, Balkan-Kommission*, 1916.

d'études balkaniques (*Institut für Balkanforschung*). Il plaidait pour l'attribution à Sarajevo d'une partie des collections provenant des régions occupées, au cas où des pièces devaient être transportées à Vienne¹¹. La discussion eut lieu alors qu'en janvier 1916 une commission avait été constituée par le ministère de l'Instruction, qui comptait comme membre Emil Reisch (1863-1933), directeur de l'Institut archéologique autrichien et défenseur de la deuxième convention de la Haye de 1899 qui interdisait au titre de l'article 47 toute forme de pillage en territoire ennemi. Les textes de cette commission prévoyaient *a contrario* la protection des artefacts des destructions que la guerre pourrait occasionner et l'interdiction d'acquérir des biens matériels par achat. La production scientifique devait seule prouver à la population locale que l'archéologie soutenue par l'Autriche-Hongrie était un acte de civilisation et non de déprédation.

En mai 1916, l'Académie des Sciences de Vienne nomma comme membres de l'expédition Camillo Praschniker (1884-1949), un volontaire sur les fronts du Tyrol du Sud, du Monténégro et de l'Albanie, ainsi qu'un assistant de Reisch à la chaire d'archéologie, Arnold Schober (1886-1959). Praschniker était toujours formellement rattaché à l'armée, alors que Schober était exempté, car ses activités d'enseignement à l'université de Vienne avaient été considérées comme indispensables¹². L'expédition démarra en mai, dès que les conditions atmosphériques le permirent. Le trajet, élaboré en commun – non sans tiraillements internes en raison de la diversité des intérêts scientifiques – par les membres de l'expédition, les mena à Budapest et Sarajevo (où ils visitèrent le *Landesmuseum*), d'où ils prirent le train pour Cattaro/Kotor ; de là ils furent motorisés jusque Cetinje,

¹¹ Christian Marchetti, *Balkanexpedition...*, *op. cit.*, p. 155.

¹² Outre les deux archéologues, prirent également part à l'expédition l'ethnologue Arthur Haberlandt, l'albanologue Maximilian Lambertz, l'historien de l'art Ernst Buschbeck et le slaviste Francè Kidrič. Chacun avait à l'égard de sa tutelle (Académie des Sciences, ministère de l'Instruction, Commission des monuments historiques, Bibliothèque de la cour) des obligations scientifiques spécifiques.

puis Podgorica¹³. Les archéologues identifièrent le site de Medun, à 9 km de Podgorica, comme le site illyrien de Meteon. Le lac de Scutari fut traversé en bateau à moteur et à Scutari ils prirent des clichés de la collection d'antiquités du lycée tenu par des jésuites. En se dirigeant vers le sud, ils virent un paysage de plus en plus déserté par sa population et traversèrent des villages incendiés par les soldats serbes qui se repliaient vers l'Adriatique. Praschniker, particulièrement attentif à la topographie antique, se déplaça à pied et à cheval à la recherche de fortifications qui n'avaient pas encore été relevées dans des contrées autour de Berat. Il le fit plus librement que Patsch lors d'un précédent séjour en 1900, lorsque ce dernier fut constamment placé sous la surveillance des autorités ottomanes. L'occupation autrichienne en Albanie permettait une liberté sensiblement accrue pour les archéologues en mission, dans les déplacements et les prises de vue réalisées (singulièrement celles des citadelles et autres points stratégiques à valeur militaire), comme cela avait été le cas pour Patsch en Bosnie-Herzégovine occupée en 1878, puis annexée en 1908. Mais certains endroits demeuraient interdits d'accès aux archéologues autrichiens pour raisons militaires, notamment la baie d'Antivari/Bar, pourtant contrôlée par l'Autriche-Hongrie¹⁴. L'enthousiasme de Praschniker à explorer des terrains pratiquement vierges fut un temps mis à mal par une dysenterie qui l'immobilisa. Il ne put reprendre ses investigations qu'à l'automne 1916, dans le cadre d'une expédition au Monténégro et dans le nord de l'Albanie commissionnée par le ministère de l'Instruction. Une fois le site d'Apollonia atteint, le point le plus méridional de son itinéraire, il put apercevoir les troupes italiennes dans la baie de Valona/Vlorë. Le projet initial visait à suivre la *Via Egnatia*. Mais les territoires situés en Macédoine et en Serbie étaient occupés par les Bulgares qui, bien qu'alliés des Autrichiens, et en dépit d'une intervention

¹³ Camillo Praschniker, Arnold Schober, *Archäologische Forschungen...*, *op. cit.*, p. I.

¹⁴ Le compte rendu, publié après-guerre mais rédigé en 1917, ne précise pas les raisons de cette interdiction d'accès. Camillo Praschniker, Arnold Schober, *Archäologische Forschungen...*, *op. cit.*, p. 47.

du ministère autrichien des Affaires étrangères, leur refusèrent l'accès afin de ne pas créer une situation de compétition avec l'équipe de la Bibliothèque nationale de Sofia qui projetait de constituer une collection d'objets de cette même région. Un an plus tard, de mars à la fin novembre 1917, se forma une expédition à l'initiative de l'Académie hongroise en Serbie, au Kosovo, en Albanie du Nord et en Bosnie, sous la direction d'Árpád Buday (1879-1937) du Musée de Transylvanie à Kolozsvár/Cluj pour la section archéologique. Ainsi, les Autrichiens devaient faire face non seulement à une concurrence avec leurs anciens alliés italiens, leurs nouveaux alliés bulgares, mais aussi à l'intérieur de la Monarchie des Habsbourg. Le résultat de cette première mission ne fut pas, comme initialement prévu, une monographie collective. Les intérêts scientifiques des participants étaient trop disparates. De plus, les besoins en officiers étaient tels au sein de l'armée que les participants libérés de leurs obligations militaires pour l'expédition ne purent disposer du temps nécessaire à une publication de grande ampleur. Il en résulta une série de comptes rendus séparés, qui préparèrent le terrain à cinq autres expéditions à but scientifique, qui se déroulèrent de mai à septembre 1916¹⁵. Elles eurent toutes pour but d'approfondir les connaissances disponibles sur les territoires balkaniques sous occupation autrichienne.

En novembre 1917, Praschniker était de nouveau envoyé en Albanie, où il était en charge, pour le département nouvellement formé des questions orientales au sein du ministère de la Guerre (*Orientabteilung*), de l'inventaire des vestiges antiques éparpillés sur le sol albanais, de leur conservation et de nouvelles fouilles. Il rendit compte, quelques années après, de son activité d'archéologue sur le front albanais comme d'un mélange de travail scientifique et d'intervention militaire :

« Les mois passés sur le front albanais resteront à jamais gravés dans ma mémoire pour la manière très particulière qui les caractérisa d'amalgamer le métier des armes avec le travail scientifique. Des annotations telles que "Fouilles interrompues pour cause d'alarme" »

¹⁵ Christian Marchetti, *Balkanexpedition...*, op. cit., p. 169-170.

ou “Interruption pour cause d’attaque ennemie” sont assurément assez peu fréquentes dans les carnets de fouilles et les explorations répétées du terrain situé entre les deux lignes de fronts ne se distinguaient souvent qu’à grand-peine de patrouilles¹⁶. »

De fait, les vestiges étaient en danger en raison des tirs d’artillerie, car les troupes alliées essayaient de progresser depuis le sud. Mais le péril provenait également des soldats d’occupation autrichiens qui avaient à cœur de se procurer des souvenirs sous forme d’objets anciens. Praschniker put ainsi retracer l’origine douteuse de certaines pièces vendues par des officiers autrichiens au *Kunsthistorisches Museum* de Vienne.

Patsch organisait de son côté depuis Sarajevo des missions comparables et recevait également des invitations à en accomplir d’autres, comme en octobre-novembre 1917 par le représentant civil en Albanie August Kral ou à l’été 1918, lorsque le commandement de l’armée commissionna une expédition afin de protéger les antiquités en Albanie. Patsch accepta, estimant que l’aide de l’armée pouvait être précieuse pour de futures missions de son institut. Après une visite du monastère de Pojani en compagnie du lieutenant Georg Veith, spécialiste de la période césarienne, il fut décidé que les objets devaient être maintenus en lieu sûr *in situ*, et non pas, comme initialement prévu par Patsch, transportés à Sarajevo. Dans les cercles dirigeants viennois, ces pièces anciennes étaient considérées comme précieuses pour l’éducation de la population locale que l’Autriche se devait d’accomplir. Kral avait à l’esprit de laisser ces antiquités en Albanie, en prévision d’un projet de Musée national albanais¹⁷.

¹⁶ Camillo Praschniker, « Muzakhia und Malakastra », *Jahreshefte des Österreichischen Archäologischen Instituts in Wien*, n° 21-22, 1922/24, p. 5-223, ici p. 14-16. Trad. de l’auteur.

¹⁷ Sur la suite qui fut donnée à ce projet inabouti, voir Nathalie Clayer, « Carl Patsch et le Musée national de Tirana (1922-1925). Construction nationale et

La dernière mission archéologique autrichienne dans les Balkans mit un terme aux espoirs de réalisation d'un tel dessein. Adolf Mahr (1887-1951), un collaborateur scientifique du Musée d'histoire naturelle de Vienne, spécialiste des périodes de Hallstatt et de La Tène (XII^e-V^e siècle), avait planifié un voyage d'étude en Albanie durant la dernière année de la guerre. Cette expédition se transforma en véritable odyssee qui en fit le témoin de la désagrégation accélérée de l'Empire habsbourgeois en Albanie et en Dalmatie à l'automne 1918¹⁸. Il ne put travailler que sur quelques tumuli fin juillet, mais ne fut pas en mesure de rémunérer les aides locaux (six hommes avec leurs quatre chevaux), qui demandaient une rétribution plus importante que prévue et qu'il n'avait pourtant pu obtenir qu'au bout d'un mois de tractations avec l'administration locale. La réquisition de civils ne permit pas davantage d'effectuer des fouilles satisfaisantes et il dut par conséquent faire appel à des soldats détachés à cette fin. Mais sur les huit soldats dont il crut pouvoir disposer, six furent atteints de malaria dès les premières fouilles, ainsi que les deux interprètes. Les résultats étaient décevants dans l'ensemble : trois des sept tumuli étaient vides et lorsque des fouilles furent entreprises, ce ne sont pas des strates de l'âge du Fer qui furent dégagées, mais des crânes récents, de soldats anatoliens des guerres balkaniques. Des repérages sur place permirent cependant de mettre au jour quelques sépultures. Se trouvant littéralement en fuite devant l'avancée des forces armées italiennes en Albanie, Mahr chercha à assurer le transport de certaines trouvailles depuis Scutari, à travers des provinces monténégrines insurgées. Il se retrouvait seul, sans appui logistique de l'armée autrichienne depuis que le commandement militaire austro-hongrois avait signé l'Armistice de Villa Giusti le 3 novembre 1918. L'armée et l'Empire

expertise muséologique », in Daniel Baric (dir.), « Archéologies méditerranéennes », *Revue germanique internationale*, 16, 2012, p. 91-104.

¹⁸ Le rapport de mission est conservé aux archives de l'Empire habsbourgeois à Vienne : Adolf Mahr, *Bericht über die Studien- und Aufsammlungsreise nach Albanien*, Haus-, Hof- und Staatsarchiv, Oberstkämmerer-Amt, B/1918 R 55 N. 4339.

étaient entrés dans un état de désagrégation qu'il ne put que constater durant son périple de retour à Vienne qui s'étira jusqu'au 24 novembre. La moitié de ses bagages fut confisquée à Split par le Comité national, l'organe qui avait remplacé localement l'administration autrichienne et préparait la passation de pouvoir aux nouvelles autorités du royaume des Serbes, Croates et Slovènes proclamé le 1^{er} décembre 1918. Il put sauver l'autre moitié grâce à l'intervention diligente du directeur du Musée archéologique, Frano Bulić¹⁹. Ce geste est d'autant plus remarquable que les sympathies francophiles de ce dernier et ses relations tendues avec les tutelles viennoises étaient connues. En ces temps de bouleversements politiques, une collaboration strictement scientifique entre archéologues était tout de même en mesure de résister aux nouveaux pouvoirs, du moins pour une brève période encore. La mobilisation autrichienne des archéologues en temps de guerre, précoce et volontariste, se solda par un repli durable : la défaite et la disparition de l'Empire entraînèrent une césure nette dans la dynamique créée par l'occupation de territoires balkaniques. C'est un développement inverse que connut l'archéologie française.

Hellénistes et archéologues français dans l'Armée d'Orient : vers une militarisation de la science

Ce n'est que progressivement qu'intervint un changement dans la mobilisation des forces françaises sur le front oriental. Jusqu'au printemps

¹⁹ Christian Marchetti, *Balkanexpediton...*, *op. cit.*, p. 184-186. Sur Bulić, voir Daniel Baric, « Illyrian Heroes, Roman Emperors and Christian Martyrs: The Construction of a Croatian Archaeology between Rome and Vienna, 1815-1918 », in Gábor Klaniczay, Michael Werner, Ottó Gecser (dir.), *Multiple Antiquities – Multiple Modernities. Ancient Histories in Nineteenth Century European Cultures*, Francfort/New York, Campus Verlag, 2011, p. 449-462.

1915, rien ne distinguait les spécialistes des Antiquités balkaniques des autres savants envoyés sur le front de l'Ouest. L'état-major considéra cependant, après quelques mois de combats, que leur appartenance à un corps d'armée était de moindre importance stratégique que leurs savoirs. La maîtrise du grec moderne qu'avaient acquise lors de leur séjour les membres de l'École française d'Athènes (EfA) était en l'occurrence une compétence très demandée. Après novembre 1915, plus aucun d'entre eux ne fut affecté à une unité combattante. En 1917, ils y représentaient un contingent non négligeable au Contrôle postal (3 sur 13). Cette situation n'avait rien d'évident, puisque ces services auraient dû en principe se trouver aux mains d'officiers de carrière et non de réservistes. L'intégration d'antiquisants au cœur d'unités de commandement n'aurait pu se faire sans leur implication personnelle. Tous les archéologues mobilisés dans le cadre de ces fouilles, dont les rapports louaient l'efficacité, devinrent des officiers durant leur service sur le front.

C'était du reste un souhait de la plupart des soldats qui avaient fait des études en histoire ancienne que d'être envoyés en Grèce. Le général Sarrail avait demandé à Gustave Fougères (1863-1927), directeur de l'EfA de 1913 à 1919, de nommer d'anciens membres capables de comprendre et de lire le grec. Fougères avait dès 1914 noté que, outre ces compétences philologiques, les qualités d'observation scrupuleuse du terrain qu'un archéologue se devait de développer pouvaient s'avérer très utiles en temps de guerre :

« Rompus aux privations et aux fatigues par leurs rudes randonnées en des régions inhospitalières, préparés au commandement et aux promptes décisions par le métier de chef de chantier, ces savants de plein air se sont trouvés tous entraînés pour l'action ; il leur suffirait de militariser leurs qualités pour être aptes à passer sans transition de la reconnaissance exploratrice à la reconnaissance armée, et de la tranchée où l'on fouille à celle où l'on se bat²⁰. »

²⁰ Gustave Fougères, « Rapport sur les activités de l'EfA au ministre de l'Instruction publique », 20 décembre 1914. D'après Catherine Valenti, *L'École française d'Athènes*, Paris, Belin, 2006, p. 100.

Fougères put obtenir la nomination de membres, dont le soutien à l'effort de guerre pouvait être réalisé sur place, dans un contexte de vie politique grecque hautement volatile. Il fut pour sa part nommé « directeur de la propagande en Grèce » en avril 1916 et joua un rôle actif de soutien des objectifs du gouvernement français dans une période d'indécision des autorités grecques quant à leur engagement dans la guerre. Après l'ouverture d'un front dans les Balkans, engagée avec le débarquement dans les Dardanelles le 25 avril 1915, les anciens membres de l'EfA furent donc particulièrement sollicités. Jusqu'à la démobilisation à l'automne 1919, tous les anciens membres, soit une quarantaine de personnes, rejoignirent le théâtre des opérations pour plusieurs mois au minimum, sur la péninsule de Gallipoli, en Macédoine, ou sur les deux fronts. Une proportion importante servit comme interprètes et organisateurs des recherches archéologiques, à l'instar de Joseph Chamonard (1866-1936) et de Gustave Mendel (1873-1938). Le général Gouraud avait ordonné des fouilles sur le site même des affrontements armés dans les Dardanelles, lorsque des restes de nécropole furent mis au jour. Dans le rapport présenté à l'Académie française, l'état-major du Corps expéditionnaire d'Orient voulut montrer que l'exécution de ces investigations archéologiques de l'année 1915, au milieu de la bataille, se voulait « fidèle à une tradition déjà séculaire » ; soucieuse du « bon renom de la science française », l'Armée d'Orient avait fait place à l'étude « des restes antiques que la pioche de nos soldats venait d'exhumer au cours de leurs travaux militaires »²¹.

De même qu'en Albanie autrichienne où les fouilles étaient menées sur les lignes de front, le danger d'être exposé à une contre-attaque était permanent. Mais les forces employées sous la direction de l'interprète stagiaire Chamonard et du lieutenant Dhorme n'étaient pas des travailleurs locaux, ni même des soldats qui auraient pu avoir à l'esprit ce que

²¹ Fernand Courby, Joseph Chamonard, Édouard Dhorme, « Fouilles archéologiques sur l'emplacement de la nécropole d'Éléonte de Thrace », *Bulletin de correspondance hellénique*, n° 39, 1915, p. 135.

représentait le prestige culturel d'une cité découverte près du site de Troie. Il s'agissait d'artilleurs sénégalais²², auxquels il ne semble pas que les archéologues aient tenté d'expliquer le sens de cette activité de sauvetage. C'est ainsi que fut mise au jour une nécropole de la cité d'Éléonte (Eski Hisarlik), d'où fut organisé un transport de sarcophages et d'autres vestiges qui gagna le Louvre. Le site fut gravement endommagé par des bombardements intensifs dans la suite des opérations militaires.

Lorsque le débarquement à Gallipoli finit par une évacuation alliée, les soldats convergèrent vers Salonique. À compter du 6 janvier 1916, la Macédoine demeura le seul champ d'action dans les Balkans pour les Français. Le Service archéologique de l'Armée d'Orient (SAAO) fut créé pour prendre en charge les trouvailles occasionnelles et lancer des fouilles. Il fut actif du printemps 1916 à février 1919. L'Armée d'Orient n'était du reste pas la seule organisatrice de fouilles, le plus souvent elle proposait un cadre à des soldats qui redevaient des archéologues, avec l'appui financier de l'Académie²³. Le format de ces activités, qui visaient en premier lieu à retrouver des restes de céramique, était clairement lié à la situation : il ne s'agissait pas de mener des fouilles systématiques et exhaustives, mais d'explorer en surface un espace aussi étendu que possible.

La frontière entre recherche scientifique et renseignement militaire tendait à s'estomper, au profit des besoins stratégiques du moment, à savoir les opérations militaires, comme en témoigne le parcours de Charles Picard (1883-1965). Helléniste qui mena une carrière universitaire en Sorbonne, il mêla implications scientifiques et publiques telles qu'elles s'étaient imbriquées durant la Première Guerre mondiale. Alors qu'il explorait la Macédoine, la Thessalie et l'Albanie, Picard se trouvait également à la tête du service de contre-espionnage au quartier du général Franchet d'Esperey, qui l'accapara davantage que ses activités archéologiques.

²² *Ibid.*, p. 236-237.

²³ Léon Rey, « Observations sur les sites préhistoriques et protohistoriques de la Macédoine », *Bulletin de correspondance hellénique*, n° 40, 1916, p. 17.

Entraîné à compiler des informations et à les comparer, il accomplissait une tâche similaire pour les services de contre-espionnage.

Habiles à la comparaison de données issues de différentes sources, les archéologues jouèrent un rôle essentiel dans la préparation d'importantes opérations dans les Balkans, à l'instar de celle qui mena à l'armistice avec la Bulgarie le 29 septembre 1918. Ils ne se contentèrent pas d'une seule source (en l'occurrence, la photographie aérienne qui montrait un potentiel d'artillerie important), mais firent une comparaison dans le temps et comprirent que ces mêmes pièces avaient été déplacées. En ce sens, comme l'écrit dans ses mémoires Jérôme Carcopino (1881-1970), un autre archéologue passé par l'opération des Dardanelles, le travail des antiquisants dans l'Armée d'Orient était une mise en pratique dans la réalité de la guerre d'une formation classique :

« Pour dresser l'ordre de bataille de l'armée bulgare, le 2^e bureau devait procéder à la manière dont les érudits sont parvenus à disposer celui de l'armée romaine sous le règne de Trajan ou Septime Sévère, et d'avance je me réjouissais de découvrir dans les recherches qui me seraient commandées l'application privilégiée, parce que presque immédiatement vérifiable par les succès ou les revers, de l'exigeante méthode historique héritée en droite ligne de mes maîtres de Normale et de la Sorbonne, disciples de Fustel²⁴. »

Durant les années de guerre, la mise à disposition de compétences liées à la formation et l'exercice de l'archéologie s'intensifia sur le terrain des opérations balkaniques. Cette évolution est parallèle du côté des troupes françaises et autrichiennes. Mais le rôle conféré aux archéologues au sein de l'Armée d'Orient fut sans doute plus opérationnel que l'expérience qu'en firent leurs confrères autrichiens. Pour ces derniers, les expéditions dans les Balkans occupés représentaient une occasion inédite d'explorer de nouveaux terrains. Ce furent les scientifiques autrichiens qui s'employèrent dans un premier temps à convaincre les autorités militaires de l'intérêt

²⁴ Jérôme Carcopino, *Souvenirs de la guerre en Orient*, Paris, Hachette, 1970, p. 78-79.

stratégique de leur démarche²⁵. L'intégration formelle des scientifiques dans l'armée, que justifiaient des considérations pratiques, n'entraîna cependant pas une militarisation de leurs compétences²⁶. La frontière entre savoir académique et compétences militaires semblait encore difficilement franchissable.

Assurément, l'importance de l'archéologie ne cessa de croître durant la guerre, tant du côté français qu'autrichien. La politique scientifique, imbriquée dans les configurations militaires, anticipait la situation qui devait s'installer après le conflit, avec l'espoir d'une influence confortée en Albanie pour Vienne, en Grèce et en Serbie pour Paris. En ce sens, elle est le reflet d'une nationalisation grandissante de l'archéologie comme champ de savoir depuis le XIX^e siècle et annonce l'évolution de l'entre-deux-guerres, incarnée par deux antiquisants. Picard, tout d'abord, qui continua d'assumer dans les années 1920 et 1930 une position double. En tant que scientifique, il fut nommé directeur de l'EfA de 1919 à 1925 et en 1939 il se trouvait de nouveau à Athènes en tant qu'attaché militaire, rassemblant des informations sur les préparatifs de guerre du côté allemand. De tels développements de carrière ne sont pas connus en Autriche. L'école autrichienne d'archéologie fut, du reste, privée après la Première Guerre mondiale de nombreux contacts et de champs d'enquête dans les Balkans, alors que les Français continuèrent d'explorer la région, à l'image d'Ernest Hébrard (1875-1933), un spécialiste de l'architecture gréco-romaine. Depuis les années d'avant-guerre, il s'était intéressé à l'architecture de Dioclétien à Split²⁷, une ville dalmate alors sous administration autrichienne. Il avait pu développer une activité de recherches

²⁵ Christian Marchetti, *Balkanexpediton...*, *op. cit.*, p. 167.

²⁶ De même, dans le cas de l'archéologie allemande en Orient, ce ne sont pas les archéologues les plus réputés qui se mirent en tant que tels au service de l'armée, en particulier dans le contre-espionnage. Suzanne Marchand, *German Orientalism...*, *op. cit.*, p. 446.

²⁷ Ernest Hébrard, Jacques Zeiller, *Spalato : le palais de Dioclétien*, Paris, Massin, 1912.

archéologiques dans les Balkans, avec l'appui de milieux académiques et diplomatiques français (Villa Médicis, École française de Rome, Académie française), dans un contexte où les écoles d'archéologie autrichienne et allemande étaient particulièrement représentées et dominantes. Durant la dernière phase de la guerre, il travailla sous les ordres des généraux Guillaumat et Franchet d'Esperey et développa des activités dans les Balkans après l'armistice. Il joua aussi un rôle prépondérant en tant qu'urbaniste dans la reconstruction de Salonique après l'incendie qui dévasta la ville en août 1917. Ses activités démultipliées durant et après la Première Guerre mondiale²⁸ reflètent la nouvelle situation qui semblait offrir une base solide pour la science et la diplomatie françaises dans les Balkans au sortir du conflit, en substitution des puissances centrales.

²⁸ Haris Yiakounis, Alexandra Yerolympou, Christian Pédelahore de Loddis, *Ernest Hébrard (1875-1933), la vie illustrée d'un architecte de la Grèce à l'Indochine*, Athènes, Potamos, 2001.

Le service archéologique de l'armée d'Orient, une archéologie en guerre

THÉRÈSE KREMPP

Résumé

Pendant la campagne des Dardanelles (avril-décembre 1915), le corps expéditionnaire d'Orient est confronté à des vestiges archéologiques. Il en est de même pour l'armée d'Orient qui s'installe en Grèce, à proximité de Salonique, à partir du mois d'octobre 1915. Le service archéologique de l'armée d'Orient (SAAO) est institué pour superviser ces découvertes qui sont d'abord considérées comme des contraintes. Les fouilles réalisées jusqu'en 1919 sont utilisées ensuite à des fins de propagande, diplomatiques et géopolitiques.

Mots-clés : Armée d'Orient – Archéologie – Front d'Orient – Salonique – Première Guerre mondiale.

Abstract

The Archaeological Service of the armée d'Orient, an Archaeology in Wartime During its campaign in Greece (October 1915), the armée d'Orient was confronted with archaeological traces, like the expeditionary force during its Gallipoli Campaign (April-December 1915). The archaeological service of the armée d'Orient (SAAO) was established to oversee the discoveries that were first considered as constraints. The excavations realized until 1919 were then used for diplomatic and geopolitical purposes, as well as for propaganda.

Keywords: Armée d'Orient – Archaeology – Macedonian Front – Salonika – First World War.

Au mois de février 1915, les Alliés envoient un corps expéditionnaire au détroit des Dardanelles pour soulager la Russie alors aux prises avec l'armée turque dans le Caucase¹. Enlisées dans une guerre de position, les troupes franco-britanniques sont incapables de rompre le front et se retirent

¹ Thérèse Krempp rédige une thèse intitulée « L'armée d'Orient et la Grèce, nature, finalités et conséquences d'une présence », sous la direction de Paolo Odorico (EHESS). Le présent article est en partie issu de son mémoire de DEA « La politique culturelle de l'armée française en Grèce pendant la Première Guerre mondiale », soutenu en 2004 avec le même directeur.

définitivement à la fin de l'année. L'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des Puissances Centrales (septembre 1915) incite les Alliés à maintenir une présence dans le Sud-Est européen et à venir soutenir les Serbes pris en étau entre les Austro-Hongrois et les Bulgares. C'est ainsi que l'armée d'Orient débarque à Salonique au début du mois d'octobre 1915. Cette entrée sur le territoire grec amplifie une crise interne qui commence à secouer le pays. La Grèce est en effet partagée entre les partisans du roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, qui défend l'idée d'une neutralité bienveillante à l'égard de l'Allemagne, et ceux du Premier ministre Éleuthère Vénizélos, qui souhaite s'engager du côté de l'Entente. Vénizélos autorise les Alliés à débarquer à Salonique mais Constantin le désavoue et le contraint à la démission. Les Alliés n'en poursuivent pas moins leur installation dans un pays officiellement neutre, mais en réalité profondément divisé entre germanophiles et ententistes. La tension s'exacerbe jusqu'à précipiter le pays dans une situation de guerre civile lorsque Vénizélos institue à Salonique un Gouvernement provisoire de défense nationale (octobre 1916). Ce gouvernement est établi avec le soutien des Alliés, qui reconduisent ainsi une politique interventionniste héritière des pratiques d'avant-guerre. Finalement, sous la pression de l'Entente, Constantin est obligé d'abdiquer en faveur de son fils. Vénizélos redevient alors Premier ministre et la Grèce s'engage dans la guerre le 30 juin 1917.

L'armée d'Orient stationne jusqu'en 1919 à Salonique et dans la Macédoine grecque. Cette installation durable l'oblige à certains aménagements du territoire : c'est au cours de ces travaux d'infrastructure que de nombreux vestiges archéologiques sont rapidement mis au jour. Par son ancrage profond au sol, la guerre de position prédispose en effet aux découvertes archéologiques, et la Première Guerre mondiale est particulièrement fertile dans ce domaine. Le territoire grec est d'ailleurs depuis plusieurs décennies l'enjeu de rivalités archéologiques, particulièrement entre la France et l'Allemagne. En effet, après 1870, les rivalités internationales trouvent un écho dans la compétition pour l'octroi

de grands chantiers de fouilles en Grèce. Le territoire occupé en 1915 par l'armée d'Orient est particulièrement attractif : nouvellement acquis par la Grèce, il offre un vaste champ de prospection archéologique. L'École française d'Athènes (ÉfA) avait déjà ouvert en 1911 un chantier de fouilles sur l'île de Thassos (à proximité de la côte thrace) et elle venait juste de s'implanter sur le site de Philippes (Macédoine orientale) avant que la déclaration de guerre et l'arrivée des Alliés dans la région ne viennent interrompre brutalement cet élan. L'armée d'Orient s'est-elle donné les moyens de gérer le patrimoine archéologique local ? Selon quelles modalités et pour quelles finalités entreprend-elle une activité archéologique ? Après avoir analysé la genèse et l'institution du SAAO, nous verrons dans quelle mesure l'archéologie a été considérée comme un instrument au service d'une volonté diplomatique et d'une ambition politique.

Première pratique archéologique et institutionnalisation du SAAO

La première confrontation de l'armée avec l'archéologie a lieu, de façon imprévue, aux Dardanelles, sur la presqu'île de Gallipoli dès le mois de mai 1915². En effet, des travaux de retranchement mettent fortuitement au jour des tombes dont plusieurs sont brisées pour les besoins militaires³. De manière beaucoup plus spectaculaire, les bombardements ottomans font apparaître des sarcophages quelques semaines plus tard⁴. Ces tombes,

² Devant l'échec des opérations navales aux Dardanelles, les Alliés envoient un corps expéditionnaire franco-anglais qui débarque au cap Hellès, sur la presqu'île de Gallipoli, le 25 avril 1915.

³ « Fouilles archéologiques sur l'emplacement de la nécropole d'Éléonte de Thrace (juillet-décembre 1915) », *Bulletin de correspondance hellénique (BCH)*, 1915, vol. 39, p. 151.

⁴ « À cent mètres du poste où je suis des obus ont déterré des sarcophages », lettre du Dr A.P., aide-major de 2^e classe au 56^e colonial (17 septembre 1915) ; voir « L'archéologie dans les tranchées », *Revue des études anciennes (REA)*, 1916, vol. 18, n^o 1, p. 65.

sarcophages en pierre ou grandes jarres d'argile, font partie de la nécropole d'Éléonte, ancienne cité grecque probablement fondée au début du VI^e siècle av. J.-C.

Rapidement, l'autorité militaire juge nécessaire de contrôler les recherches de façon aussi rigoureuse que possible dans un contexte de guerre. Le colonel Nieger prend l'initiative d'enclorre de fil de fer barbelé le périmètre supposé de la zone archéologique afin de la préserver. Par une décision du 26 juin 1915, le général Gouraud⁵ réserve la direction du chantier de fouilles à l'état-major, condamnant ainsi les fouilles sauvages et interdisant aux soldats de conserver les objets découverts, ce qui permet de limiter le pillage⁶. Les fouilles régulières débutent le 8 juillet dans des conditions extrêmement difficiles car le site, à portée des batteries ottomanes, est régulièrement bombardé⁷. Menées par une équipe de cinq hommes – le directeur du chantier et quatre soldats – les fouilles se poursuivent sans grande interruption pendant six mois, jusqu'à l'évacuation définitive des derniers contingents français⁸. Par décision de l'état-major, le travail archéologique entre dans la catégorie des corvées : les équipes changent ainsi régulièrement et de nombreux soldats participent à ces recherches. Pour l'essentiel du temps, le chantier est dirigé par le Père Édouard Dhorme, un dominicain assyriologue, alors professeur à l'École biblique de Jérusalem.

Une collaboration étroite s'instaure entre l'état-major et les archéologues. Le responsable des fouilles fait un rapport hebdomadaire au quartier

⁵ Commandant du corps expéditionnaire français aux Dardanelles.

⁶ « Fouilles archéologiques ... » *op. cit.*, *BCH*, 1915, vol. 39, p. 152.

⁷ *Ibid.*, p. 237. « Un de mes hommes a reçu une balle dans le bras, un autre est tombé malade. Je suis resté avec mes deux poilus et j'ai persévéré malgré tout [...]. Je reçois beaucoup moins de balles perdues et de shrapnell », lit-on dans la correspondance du sergent Dhorme ; voir « Les fouilles d'Éléonte », *Revue biblique*, 1915, p. 574.

⁸ Le compte rendu des fouilles est publié en intégralité dans le *BCH*, 1915, vol. 39, p. 135-240.

général et transporte à l'arrière des lignes les objets déterrés. Après avoir facilité au maximum l'activité archéologique, l'état-major se soucie de la conservation des objets. Un bâtiment est mis à disposition pour les entreposer et les soldats au repos peuvent visiter cette collection, lui conférant ainsi un caractère muséal de nature extraordinaire, tant par les circonstances de sa fondation que par sa situation géographique, à quelques pas du front⁹.

Même si elle débute de façon fortuite et aléatoire, cette campagne de fouilles est impulsée par l'état-major du corps expéditionnaire d'Orient, qui, témoignant d'une certaine réactivité, officialise les recherches et fournit la main d'œuvre. Il sait utiliser à son profit les compétences des soldats mobilisés sur place et choisit, autant que possible, un archéologue comme directeur de chantier. De plus, l'institution militaire encourage toujours les responsables du chantier de fouilles à maintenir un lien avec le monde scientifique, témoignant par là d'une volonté de reconnaissance extramilitaire, comme si elle souhaitait faire valider par des spécialistes civils les fouilles archéologiques entreprises sous son égide.

L'intérêt de la hiérarchie militaire pour les fouilles archéologiques perdure en Grèce avec l'arrivée de l'armée d'Orient à Salonique au mois d'octobre 1915. La présence de plusieurs anciens membres de l'ÉfA en son sein contribue certainement à orienter les décisions de l'armée en faveur d'une activité archéologique et à faciliter la mise en place de cette activité¹⁰.

L'armée d'Orient s'installe à proximité de Salonique et y établit une vaste base arrière. Plusieurs vestiges sont mis au jour lors des travaux de retranchement et de construction d'ouvrages militaires. Dès le 21 février 1916, une première note de service relative aux « découvertes archéologiques et artistiques » circule dans les différentes unités. Elle est remplacée au printemps par l'*Instruction sur la conservation et la recherche*

⁹ « Les fouilles d'Éléonte », *op. cit.*, p. 574.

¹⁰ L'armée d'Orient fait appel aux hellénistes en raison de leur connaissance de la région et de leur compétence linguistique.

*des antiquités*¹¹. De façon très didactique, ce texte définit un protocole d'actions à mettre en œuvre en cas de découverte et de recherche archéologiques, ceci en vue d'empêcher la destruction ou la dispersion des objets, et pour que les fouilles entreprises soient conformes aux exigences du métier. Elle fournit ainsi à un public non-spécialiste les premières bases d'une méthode archéologique scientifique.

Le 20 mai 1916, le général Sarrail, commandant en chef de l'armée d'Orient, met en place le service archéologique de l'armée d'Orient (SAAO) et en confie la direction au lieutenant Charles Bayet¹². D'autres archéologues vont collaborer à ce service (dont Gustave Mendel, officier-interprète), mais aussi certains savants non archéologues, non hellénistes : le brigadier François Thureau-Dangin, assyriologue et conservateur au musée du Louvre, le maréchal des logis Léon Rey, chartiste¹³. Bayet, atteint de paludisme, doit être rapidement évacué et Mendel prend alors la direction du service qui va être opérationnel jusqu'au mois de février 1919.

Ainsi, l'armée d'Orient se trouve dotée d'un service archéologique qui lui permet d'intégrer totalement dans son champ d'activité un programme de recherches scientifiques. Toutefois, comme à Gallipoli, les premières découvertes archéologiques ne sont pas recherchées mais subies, et les archéologues rédigent l'*Instruction* afin de gérer ces découvertes qui, du point de vue strictement militaire, sont considérées comme des contraintes. La tâche initiale du SAAO est de structurer et de superviser les fouilles réalisées par les soldats au hasard des trouvailles. L'*Instruction sur la conservation et la recherche des antiquités* présente ainsi une conception de l'archéologie qui correspond à celle des fouilles de sauvetage actuelles.

¹¹ SHD, *Instruction sur la conservation et la recherche des antiquités*, s.d., 20N77.

¹² Ancien membre de l'ÉfA, Charles Bayet a 65 ans en 1914. Engagé volontaire pour la durée de la guerre, il passe un an sur le front lorrain avant d'être envoyé en Grèce.

¹³ Gustave Mendel, « Les travaux du service archéologique de l'armée française d'Orient », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (CRAI)*, 1918, vol. 62, n° 1, p. 9-10.

Cependant, son ambition dépasse la volonté de collecter les objets découverts au hasard des opérations militaires. Comme son nom l'indique, la prospection est aussi mise en avant : on peut y voir en filigrane la volonté des archéologues mobilisés de préparer l'après-guerre, en recherchant de nouveaux sites pour étendre le champ d'activité de l'ÉfA et prendre ainsi de vitesse les autres pays européens.

L'intérêt du service archéologique se porte d'abord sur des sites directement menacés par les constructions militaires, que ce soit dans la banlieue de Salonique, en Chalcidique ou dans la vallée du Vardar¹⁴. Le SAAO dresse un inventaire de ces sites et, avec la collaboration du service topographique, établit un relevé des plus importants d'entre eux¹⁵. Il semblerait qu'une centaine de sites ait été fouillée, ce qui aurait permis d'exhumer plus d'un millier d'objets : monnaies, armes, ustensiles divers, figurines d'argile, bijoux, mais aussi statues en bronze ou en marbre¹⁶.

L'excavation de vestiges jusque-là inconnus produit un savoir qu'il faut gérer, et les publications sont essentielles pour parachever le travail réalisé sur le terrain car une fouille non publiée n'est pas exploitable et n'est pas utile pour la science. L'autorité militaire n'étant pas en mesure de contrôler ces publications à caractère scientifique, elle laisse les archéologues de l'armée d'Orient se tourner vers les organismes civils, et particulièrement l'ÉfA, qui publie les rapports de fouilles dans son *Bulletin de*

¹⁴ « Les sites préhistoriques de la région de Salonique », *Revue franco-macédonienne*, 1917, n° 10, p. 11.

¹⁵ Gustave Mendel, « Les travaux du service... », *op. cit.*, p. 11. L'exploration de la région permet de reconnaître deux types de sites, des tombes et des agglomérations. Plusieurs de ces sites sont mis au jour aux abords immédiats de Salonique, notamment dans le camp retranché de l'armée d'Orient. L'un d'entre eux a même été découvert en plein centre ville, sur la place de Constantinople.

¹⁶ L'absence de documents précis ne permet pas une recension exacte. En ce qui concerne le nombre de sites, deux articles nous donnent des renseignements : Gustave Mendel, « Les travaux du service... », *op. cit.*, p. 9-17 ; Charles Picard, « Les recherches archéologiques... », *op. cit.*, p. 1-9.

correspondance hellénique. D'ailleurs, dès le mois d'avril 1916, le directeur de l'ÉfA, Gustave Fougères, cherche à établir un lien avec l'armée d'Orient en vue d'une collaboration archéologique. En effet l'ÉfA, qui n'a plus d'activité archéologique depuis le début du conflit, reporte toute son attention sur les fouilles de l'armée d'Orient. Fougères considère le SAAO comme le relais de l'ÉfA sur un territoire momentanément inaccessible mais qui normalement devrait être dédié aux archéologues. Le général Sarrail accepte la collaboration, à la condition que les fouilles du SAAO soient présentées comme l'œuvre exclusive de l'armée d'Orient¹⁷. Parallèlement à l'intérêt manifesté par l'ÉfA pour ses travaux archéologiques, le SAAO a toujours bénéficié du soutien actif de l'état-major, tant dans la dotation en moyens humains et matériels que dans la latitude accordée pour mener les recherches souhaitées.

Institutionnaliser pour instrumentaliser ?

En dehors de l'intérêt individuel de certains soldats, l'autorité militaire tire profit de ces réalisations. Exploitées par l'armée ou par les autorités civiles, les fouilles archéologiques du SAAO sont utilisées pour véhiculer une image positive de la France et servir la cause des Alliés. À cet égard, dans le cadre de notre étude, trois aspects semblent les plus importants : la propagande, les relations diplomatiques et les questions de géopolitique.

L'activité archéologique de l'armée est assez rapidement connue du grand public grâce à la photographie. En effet, *L'Illustration* signale la découverte de la nécropole d'Éléonte aux Dardanelles dès le mois de juillet 1915 et publie des photographies récentes¹⁸. Les publications de la presse à grand tirage et des revues scientifiques s'accompagnent toujours de nombreux éloges de l'armée française. Elles participent d'une volonté de

¹⁷ Voir la correspondance conservée aux archives de l'ÉfA, notamment deux lettres, du 24 avril et du 29 août 1916 adressées à Fougères, MACED 1-1916.

¹⁸ *L'Illustration*, n° 3775, 10 juillet 1915, p. 43 ; n° 3796, 4 décembre 1915, p. 607.

promouvoir l'armée et de mettre en avant ses capacités à organiser en temps de guerre une entreprise de sauvetage du patrimoine culturel, l'opposant ainsi à la soi-disant « barbarie » allemande et ottomane.

Les publications dans les revues spécialisées servent aussi la propagande internationale. Leur ambition est de montrer que la France, malgré la guerre, continue une œuvre culturelle et scientifique, et elles dotent l'armée d'Orient d'une aura humaniste qui contrebalance sa bellicosité. Cette image positive de l'armée française est utile auprès des pays neutres. Elle est même particulièrement nécessaire en Grèce car la légitimité de sa présence est largement contestée au regard du droit international. La détérioration des relations diplomatiques entre la Grèce et la France rend sa position très inconfortable et ambivalente. L'armée d'Orient est souvent considérée par une grande partie de la population locale comme une armée d'occupation de type agressive, au moins jusqu'à la démission du roi Constantin.

Pendant, la volonté de préserver le patrimoine archéologique grec ne découle pas uniquement d'une prise de conscience désintéressée face à des sites en péril. Elle trouve aussi son origine dans une demande qu'aurait formulée le gouvernement grec pour mettre sous la protection de l'armée alliée les antiquités situées sur le territoire occupé par les troupes. Il est probable que le gouvernement grec ait directement adressé cette requête au général Sarrail, même si nous n'en avons pas la certitude. Toutefois, nous savons que l'État grec s'est tourné vers Fougères et a demandé l'application des conventions existantes entre la France et la Grèce en matière de fouilles archéologiques, c'est-à-dire, entre autres, que les fouilles exécutées puissent être contrôlées par un fonctionnaire grec. Cette demande n'aboutit pas, car l'armée d'Orient ne se considère pas liée à des conventions signées en temps de paix, et elle ne souhaite pas faire entrer des représentants de l'État grec dans le camp retranché de Salonique ni dans la zone des opérations¹⁹. Ce point litigieux attise la

¹⁹ ÉfA, lettre adressée à Gustave Fougères, 24 avril 1916, MACED 1-1916.

méfiance entre l'armée d'Orient et le gouvernement grec dès l'arrivée des troupes alliées, et, en février 1916, l'armée d'Orient est confrontée à des accusations de pillage des sites archéologiques. Le général Sarrail est obligé d'envoyer un télégramme à l'ambassadeur français à Athènes pour démentir ces informations, probablement publiées dans la presse athénienne²⁰. Les instructions des mois de février et d'avril concernant la préservation et la recherche d'antiquités semblent ainsi être la conséquence immédiate des démarches de l'État grec, mais sans doute aussi des accusations lancées contre l'armée d'Orient. Celle-ci aurait alors souhaité institutionnaliser les fouilles pour prévenir toute accusation dans ce domaine. Par ailleurs, Sarrail fait proclamer l'état de siège à Salonique le 9 juin 1916, quelques semaines après la création du SAAO. Dans ses mémoires, il relie les deux événements : « Pour bien montrer tout l'intérêt que j'attachais aux choses grecques, je faisais entreprendre des fouilles et recherches archéologiques²¹ ». La fondation du service archéologique participe d'une volonté de rassurer la population et de s'allier les autorités locales. Ainsi, pour Sarrail, la mise en place de fouilles archéologiques semble davantage représenter un outil diplomatique qu'une réponse à une curiosité intellectuelle.

En officialisant les fouilles, l'objectif initial de l'armée d'Orient n'est pas de donner une identité culturelle ou nationale à une aire géographique. Toutefois, les traces archéologiques permettent d'ancrer le territoire fouillé dans un temps et un espace historiques spécifiques, en l'occurrence ceux de la Grèce antique et de l'Empire byzantin. L'espace macédonien sur lequel l'armée d'Orient se déploie ne fait partie de l'État grec que depuis les guerres balkaniques de 1912-1913. Les Alliés s'installent donc sur un territoire nouvellement conquis, au peuplement de surcroît très diversifié : Albanais, Bulgares, Grecs, Juifs, Koutso-Valaques, Serbes, Tsiganes,

²⁰ ÉfA, télégramme de Sarrail au ministre de France à Athènes, 8 février 1916, ADM 2.0 (5).

²¹ Maurice Sarrail, *Mon commandement en Orient (1916-1918)*, Paris, Flammarion, 1920, p. 109.

Turcs. Cette disparité, habituelle dans l'Empire ottoman, ne l'est plus nécessairement en Grèce, dans le contexte d'un État-nation censé être ethniquement et religieusement homogène.

Ainsi, en 1915 les habitants de la Macédoine sont officiellement citoyens hellènes, mais se considèrent-ils fondamentalement Grecs ? Ont-ils déjà eu le temps de développer un sentiment national grec ? Les fouilles archéologiques du SAAO sont utilisées pour apporter – ou imposer – aux populations locales une caution de grécité, et légitimer ainsi les annexions territoriales de l'État grec. Dans une conférence donnée après-guerre, le nouveau directeur de l'ÉfA, Charles Picard, procède au bilan des dernières découvertes en Macédoine et explique que l'étude des sites protohistoriques réalisée pendant la guerre a permis d'établir un lien profond entre la Macédoine, la Thessalie et la Crète, lien « qui montre l'ancienneté de la civilisation hellénique dans la région thessalonicienne²². » Que cela soit volontaire ou non, ce type de raisonnement vient en soutien de tout le travail du gouvernement grec qui ne cesse de mobiliser les sciences historiques pour justifier une géopolitique régionale rattachée à la *Grande Idée*. Formée dans les années 1840, la *Grande Idée* est l'expression du sentiment national grec et sous-tend l'ensemble de la politique intérieure et extérieure du pays. Elle vise à unir toutes les populations et les régions grecques dans un seul État-nation avec Constantinople pour capitale, la base territoriale de cet État devant correspondre aux anciennes limites de l'Empire byzantin tel qu'il était avant la chute de Constantinople au XV^e siècle. C'est ainsi que l'historiographie nationale grecque évolue pendant tout le XIX^e et le début du XX^e siècle : certes, l'Antiquité grecque reste une référence mobilisable pour soutenir l'intégration des territoires nouvellement conquis, cependant, la référence à Byzance devient progressivement essentielle dans le processus de construction de la conscience nationale grecque.

²² ÉfA, « Compte rendu de la conférence de Charles Picard à l'Institut de correspondance hellénique », *Messenger d'Athènes*, 11/24 février 1920, ADM 6.5.

Les fouilles réalisées à Salonique à partir de 1917 sont plus spécifiquement orientées vers les vestiges romains et byzantins, tels que l'arc de Galère, la rotonde Saint-Georges, les remparts de la ville²³. Cette évolution de l'intérêt du SAAO correspond à l'arrivée sur place de l'architecte et urbaniste Ernest Hébrard, mais aussi à l'installation, dans la ville, du Gouvernement provisoire de défense nationale. Vénizélos apporte son soutien à ces investigations archéologiques par l'intermédiaire de Rodokanaki, le chef du service des antiquités byzantines au sein du Gouvernement provisoire. Un monument jusqu'alors peu étudié fait l'objet de toutes les attentions du SAAO : la rotonde Saint-Georges. Les recherches menées permettent de découvrir son origine romaine, puis sa transformation en église au début du V^e siècle²⁴. Cependant, l'origine romaine de la rotonde semble peu intéresser les autorités helléniques locales qui soutiennent au contraire le projet d'une restauration telle qu'à l'époque byzantine. Le gouvernement provisoire aurait même voté un crédit de 10 000 drachmes pour faciliter ces travaux²⁵. Le rappel de l'origine byzantine des monuments de Salonique vient apporter une caution historique à la volonté étatique d'helléniser rapidement la ville et son *hinterland*.

Les fouilles archéologiques réalisées par l'armée française aux Dardanelles ont pu également apporter un argument supplémentaire aux revendications territoriales grecques présentées lors de la Conférence de Paix en 1919. En effet, dans le mémoire rédigé par Vénizélos à propos de ces revendications, la démonstration historique vient systématiquement en

²³ Plusieurs monuments de Salonique avaient déjà fait l'objet d'études avant la guerre. Notons les recherches de Charles Diehl et Marcel Le Tourneau sur l'art chrétien, ainsi que celles de Oreste Tafrali sur la topographie de Salonique et ses remparts.

²⁴ Ernest Hébrard, « Les travaux du service archéologique de l'armée d'Orient à l'arc de triomphe de Galère et à l'église Saint-Georges de Salonique », *BCH*, vol. 44, 1920, p. 18-26.

²⁵ *L'Indépendant* (organe de presse francophone de la communauté juive à Salonique), 22 septembre 1918.

soutien des prétentions territoriales de la Grèce²⁶. Vénizélos présente le sandjak indépendant des Dardanelles comme habité principalement par des Grecs et veut prouver le caractère grec des lieux par l'ancienneté de leur installation : « Ceux-ci [les Grecs] constituent l'élément principal de la population indigène. Ils y sont établis d'une manière ininterrompue depuis 30 siècles²⁷. » Ainsi les fouilles archéologiques sont utilisées pour intégrer une logique qui cherche à prouver l'origine grecque des lieux, ce qui, remettant en cause la légitimité de l'Empire ottoman dans cette région, viendrait donc renforcer l'argumentaire de la *Grande Idée*.

En définitive, les fouilles archéologiques de l'armée d'Orient débutent de façon spontanée, grâce à la philomathie de quelques amateurs éclairés. Elles sont rapidement prises en charge par l'institution militaire qui tout d'abord les réglemeute au cas par cas, puis leur fournit un cadre normatif et les intègre totalement dans son champ d'activités en créant le SAAO, dirigé par des archéologues professionnels. Les campagnes de fouilles archéologiques ne sont pas issues d'un programme de recherche mis en place en amont, elles sont le fruit de contraintes extrinsèques. La création du SAAO est à la fois le point d'aboutissement d'une prise de conscience culturelle et une solution offerte pour répondre à des difficultés d'ordre technique mais aussi diplomatique. Ces réalisations scientifiques peuvent aussi être considérées comme un soutien cognitif à la justification de la présence de l'armée française sur le sol grec. Les résultats des campagnes de fouilles, pour leur part, échappent rapidement à l'armée. Ils sont utilisés pour asseoir et conforter la légitimité de l'État grec sur les territoires nouvellement conquis et pour appuyer ses revendications

²⁶ Voir Anne Couderc, « Byzance à la Conférence de la Paix : Vénizélos, les revendications de la Grèce et l'idée d'Empire », dans Olivier Delouis, Anne Couderc et Petre Guran (dir.), *Héritages de Byzance en Europe du sud-est à l'époque moderne et contemporaine*, Athènes, École française d'Athènes, 2013, p. 383-402.

²⁷ Éleuthère Vénizélos, *La Grèce devant le Congrès de la Paix*, s.l., 1919, p. 15.

géopolitiques. Toutefois, il ne faut pas surestimer l'impact de cette archéopolitique à court et moyen termes, encore moins sur le long terme. Les fouilles restent en effet un épiphénomène, utile parfois mais non significatif, au sein de systèmes militaires, diplomatiques et géopolitiques qui s'élaborent progressivement. Lors de la mise en place du SAAO, il avait été prévu d'ouvrir, dans la rotonde Saint-Georges de Salonique, un « musée de l'armée d'Orient » pour présenter les objets collectés²⁸. Ce musée aurait efficacement contribué à conserver une trace de l'œuvre archéologique de l'armée d'Orient. Mais il ne vit jamais le jour, et les collections sont aujourd'hui dispersées entre Istanbul, Londres et Paris²⁹. Même si l'activité archéologique de l'armée d'Orient a été utilisée à des fins autres que culturelles, il est important de ne pas réduire la production du savoir à une volonté purement politique. En effet, l'étude de l'articulation entre l'observation scientifique et les campagnes militaires ou diplomatiques, entre la science et la guerre, entre le savoir et le pouvoir, est toujours ambivalente ; la compénétration des éléments rend l'analyse difficile et nous interdit de conclure trop hâtivement. Les nécessités militaires, diplomatiques et géopolitiques ne constituent pas la seule justification de la production du savoir. Celui-ci a aussi une valeur intrinsèque qui, à terme, le fait échapper à toute volonté d'instrumentalisation, ainsi qu'à l'emprise d'un pouvoir qui se délite avec le temps.

²⁸ SHAT, Vincennes, Instruction sur la conservation et la recherche des Antiquités, avril 1916, 20N77.

²⁹ Les Britanniques effectuent eux aussi des fouilles archéologiques. En ce qui concerne la France, onze caisses d'objets provenant de plusieurs sites sont envoyées au musée du Louvre au mois d'octobre 1917. Elles contiennent essentiellement des vases, mais aussi de l'orfèvrerie en or, un chapiteau, une borne miliare. Cf. ÉfA, notes manuscrites de Charles Picard, octobre 1917, Fonds Charles Picard 32.

L'Afghanistan, un territoire archéologique à conquérir ?

Les activités américaines et italiennes entre 1945 et 1984

AGNÈS BORDE MEYER

Résumé

En 1952, la Délégation archéologique française en Afghanistan renouvelle la convention signée en 1922, qui fait du territoire un monopole archéologique officiel. Mais le texte autorise l'arrivée de nouveaux acteurs, parmi lesquels les Italiens et les Américains. Un demi-siècle plus tard, à l'aube du XXI^e siècle, les premiers demeurent très actifs, contrairement aux seconds. L'article propose donc d'examiner la place que ces deux États donnèrent à l'archéologie, et les relations qu'entretenirent les équipes archéologiques avec les représentants scientifiques et politiques des différents pays.

Mots-clés : Archéologie – Afghanistan – Relations savantes – Italie – États-Unis.

Abstract

Afghanistan, an Archaeological Territory to Conquer? The American and Italian Activities, 1945-1984

In 1952, the French Archaeological Delegation in Afghanistan renewed an agreement signed in 1922, which confirmed the French archaeological monopoly on the territory. But the act allowed the Afghan government to ask other states, such as the USA and Italy, to contribute to its study. Since 2001, the Italians have contributed greatly, while the Americans have not. The goal of this article is thus to understand how they saw and used archaeology, and which relations the archaeological teams had with scientific and political representatives from other states.

Keywords: *Archaeology – Afghanistan – Scientific Relations – Italy – United States of America*

En 1952, la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) renouvelle une convention signée initialement en 1922¹. Récemment

¹ Agnès Borde Meyer est docteur en archéologie. Elle vient de soutenir à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Alain Schnapp, une thèse intitulée : « Concurrence, coopération et collaboration en archéologie, l'exemple du Séistan, 1908-1984 ». Elle tente de comprendre et de présenter les relations complexes des chercheurs occidentaux qui fouillèrent un sol

établis en Syrie et au Liban, ainsi que sur le pourtour méditerranéen, grâce aux colonies puis aux accords de Sykes-Picot, les Français avaient alors su convaincre le roi d'Afghanistan de leur céder l'exclusivité des fouilles sur le territoire, par le biais d'un monopole établi pour trente ans. En échange, la France s'était engagée à fournir les finances, le matériel et les moyens humains susceptibles de mettre au jour l'histoire de la jeune nation afghane et de la présenter par le biais de la DAFA, placée sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères français. En 1952, la France conserve son monopole, qu'elle considère comme une preuve de son prestige à l'étranger. En contrepartie, et à la demande expresse du gouvernement afghan, la DAFA, auparavant dirigée depuis le musée Guimet, siège désormais à Kaboul. Son directeur, ou l'un des membres de la Délégation, doit s'y trouver en permanence. Dirigée par Daniel Schlumberger (1948-1963), Paul Bernard (1963-1980) et enfin Jean-Claude Gardin (1980-1982), la Délégation met au jour plusieurs sites prestigieux devenus des références pour l'histoire et la préhistoire de l'Asie centrale, tel Lashkari Bazar, Aî Khanoum, Mundigak ou Surkh Khotal.

Les ouvrages publiés depuis les années 1990 par le CNRS et le ministère des Affaires étrangères sur l'histoire de cette institution tendent à confirmer le statut de « territoire archéologique français de l'Afghanistan² ». Cependant, dès le début des années 1950, les Afghans manifestent bien l'intention de faire appel à de nouveaux partenaires, comme le permet l'article 11, déjà présent dans le texte de la convention signée en 1922³. La Grande-Bretagne et l'URSS, dont les désirs d'expansion ont abouti aux

étranger au nom d'institutions et d'États différents, à partir d'un lieu spécifique, le Séistan.

² Dès les années 1980, historiens et archéologues tentent de jeter un regard critique sur le passé de la discipline. Voir par exemple : Colin Renfrew, « The Great Tradition versus the Great Divide: Archaeology as Anthropology? », *American Journal of Archaeology*, 84, p. 287-298 ; ou encore Alain Schnapp, *La conquête du passé. Aux origines de l'archéologie*, Paris, Édition Carré, 1993.

³ Furent également menées dans ce pays, des missions archéologiques allemandes, soviétiques, indiennes et japonaises.

guerres anglo-afghanes et à la création de l’Afghanistan⁴, sont exclus. L’Allemagne n’est autorisée à établir des relations diplomatiques et consulaires qu’en 1954 par la Haute Commission Alliée et ne débute des recherches qu’à partir des années 1960. Les Afghans choisissent donc de se tourner vers de nouveaux venus dans cette partie de l’Asie, les États-Unis et l’Italie. Les États-Unis, grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, se trouvent dans une position de force économique et morale quand les universités décident d’explorer la région à la fin des années 1940. Dans les années 1950, date des premières missions de *l’Istituto per il Medio ed Estremo Oriente* (IsMEO), l’Italie subit au contraire les conséquences politiques et économiques de vingt ans de dictature mussolinienne. Les deux États contribuent au développement des recherches en Afghanistan durant les trois décennies qui suivent, en parallèle de la DAFA. Le coup d’État communiste en 1978 et la fermeture progressive des frontières au début des années 1980 en raison de l’invasion soviétique, met un terme à toute recherche occidentale en Afghanistan pendant presque vingt ans. Ce n’est qu’après la chute des Talibans en 2001 que le pays redevient accessible pour les archéologues. L’Italie se montre rapidement un partenaire potentiel de l’État afghan, alors que les États Unis semblent les grands absents des initiatives liées au patrimoine. Les politiques culturelles des deux États entre 1945 et 1984, et particulièrement la place qu’ils donnèrent à l’archéologie, expliquent-elles ce phénomène ? Est-il lié aux relations qu’entretenaient les missions archéologiques entre elles ?

Le partenaire italien

Dès la fin du XIX^e siècle, les missions archéologiques italiennes sont prises en charge par le ministère des Affaires étrangères, au sein de la

⁴ C’est le « Grand jeu » entre les deux empires, qui se déroula de 1813 à 1907.

section des « Affaires politiques »⁵. Les missionnaires sont considérés comme de potentiels agents de renseignement. Mais Mussolini, qui prône pourtant le rapprochement entre continents et civilisations de l'Est et de l'Ouest au congrès asiatique de 1933⁶, trouve les activités archéologiques peu rentables et demande cette année-là une diminution drastique des budgets dédiés aux fouilles en territoire étranger. D'ailleurs, le roi Amanullah s'étant réfugié à Rome après son renversement⁷, les deux pays prennent leurs distances. Ce n'est donc qu'après la Seconde Guerre mondiale que l'IsMEO organise plusieurs missions archéologiques en Afghanistan⁸. Ces dernières dépendent alors toujours du ministère des Affaires étrangères, mais sont confiées au département des Affaires culturelles. Sources de prestige, elles n'ont qu'une valeur modérée dans la politique extérieure de l'Italie, même si elles semblent avoir bénéficié du soutien d'entreprises privées telles que FIAT⁹.

⁵ Voir Marta Petricioli, « Les missions archéologiques comme instrument de politique étrangère », in Roland Étienne (dir.), *Les politiques de l'archéologie. Du milieu du XIX^e siècle à l'orée du XXI^e siècle*, Athènes, École française d'Athènes, 2000.

⁶ Mussolini développe une politique de rapprochement entre l'Italie et les pays du Moyen-Orient durant les premières années de sa dictature. Dans le discours inaugural qu'il prononce au Congrès des étudiants asiatiques en 1933, il présente l'Italie à la fois comme le point focal et le pivot des civilisations et fait référence à la Rome antique.

⁷ La guerre civile de 1928 contraint le monarque à abdiquer en faveur de Mohammed Nadir, qui instaure une monarchie constitutionnelle en 1931.

⁸ En dehors de l'ouverture de la légation italienne en 1934 et de la participation de quelques Afghans à la Conférence internationale des étudiants asiatiques en 1933, les relations entre les deux pays sont en effet restreintes entre les deux guerres. Des raisons financières et politiques peuvent l'expliquer. L'Italie est touchée par la crise comme l'ensemble des pays occidentaux, elle s'intéresse surtout au pourtour méditerranéen, qui correspond à l'ancien Empire romain.

⁹ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Asie Océanie, Afghanistan, Dossier 42, 15/09/1960, Andurain, ministre de France à Kaboul à Couve, directeur des Affaires culturelles du MAE. Cette affirmation reste à vérifier.

Les choix de l'IsMEO correspondent surtout à la volonté des institutions italiennes d'étendre leur sphère de compétence, comme le montre l'octroi de fonds par le *Consiglio Nazionale delle Ricerche* (CNR)¹⁰. Le dynamisme de l'IsMEO est avant tout l'œuvre de Giuseppe Tucci (1894-1984). Ce savant débute sa carrière d'orientaliste à la fin des années 1920 et se fait notamment connaître pour ses expéditions au Tibet. Professeur dans les universités de Rome et de Naples, il forme de nombreuses personnalités amenées à travailler sur les chantiers de fouille asiatiques après la guerre. C'est une personnalité éclectique qui n'exclut aucune discipline humaniste, du moment qu'elle peut l'éclairer sur les échanges entre Orient et Occident. L'IsMEO, que le savant dirige dans les années 1930 puis immédiatement après la guerre¹¹, travaille en collaboration avec plusieurs universités italiennes, dont Naples, où enseigne Umberto Scerrato (1928-2004), qui est nommé conseiller du musée de Kaboul en 1957, grâce à un contrat de coopération entre les deux pays.

De 1957 à 1966, Alessio Bombaci (1914-1979) et Umberto Scerrato étudient le site de Ghazni, capitale du Royaume de Mahmoud de Ghazni, à la demande de Tucci. Les fouilles sont poursuivies jusqu'au début des années 1980 par Maurizio Taddei (1936-2000). Dans le même temps, les environs de Kaboul et le minaret de Djam sont ciblés, en vue de restauration. Dans les années 1970, période troublée par les manifestations étudiantes et la plus grande influence soviétique au sein du gouvernement, plusieurs *Notes on Afghan Archaeology* sont publiées dans la revue scientifique italienne *East and West*, à partir des matériaux collectés à Ghazni. Créée en 1950, elle est rédigée intégralement en anglais afin d'atteindre un public plus large dès 1958 et accueille les

¹⁰ Celui-ci participe au financement des fouilles sur le site de Shar-i Sokhta en Iran, et de Ghazni en Afghanistan. Voir : Marcello Piperno, « The Shahr-i-Sokhta graveyard », *IsIAO*, 2007.

¹¹ Interrompues par la guerre en 1943, les activités de l'IsMEO reprennent en 1947. Voir : Antonio Panaino, « IsMEO », *Encyclopedia Iranica*, vol. XIV, fasc. 3, p. 295.

travaux européens, américains, mais aussi indiens, afghans ou iraniens. Enfin, en 1984, Umberto Tosi (1944-2017) s'intéresse aux routes du lapis-lazulis.

Ces activités correspondent aux demandes afghanes. En effet, les recherches de la DAFA se sont volontairement concentrées sur la période gréco-bouddhique avant la guerre¹², et elle n'a abordé la préhistoire et l'histoire de l'Islam que partiellement à la fin des années 1950, grâce aux fouilles de Lashkari Bazar et de Mundigak. Or Tucci poursuit un questionnement initié par les périples d'Aurel Stein¹³. Suivant les idées de son mentor Carlo Formichi¹⁴, il postule l'existence d'une vaste aire culturelle ayant le plateau iranien pour centre stratégique, pivot des différentes hégémonies eurasiennes qui se seraient succédé depuis la préhistoire¹⁵. Au tout début des années 1960 des chantiers de fouille sont ouverts au Séistan, un semi-désert coupé en deux par la frontière irano-afghane¹⁶. Du côté iranien, à Dahan et Guleman et Shar-i Sokhta, de vastes cimetières et des éléments architecturaux s'étendant sur plusieurs kilomètres témoignent d'une présence préhistorique importante dans la durée et l'espace. Les Afghans espèrent des fouilles de même ampleur du côté afghan de la région. De tels sites renforceraient le sentiment national

¹² La préhistoire et l'histoire de l'Islam sont des périodes qui intéressent peu la communauté savante française avant les années 1950, et les deux disciplines sont quasi inexistantes au sein des universités.

¹³ Sir Aurel Stein (1862-1943), né hongrois, formé dans des universités germaniques et britanniques, cet indianiste est particulièrement connu pour une série de périples menés en Inde, en Chine et en Iran. Il en rapporte des manuscrits, déposés au British Museum, et la conviction que cette partie de l'Asie mérite l'attention.

¹⁴ Carlo Formichi (1871-1943), orientaliste spécialiste du Sanskrit à l'université de Rome, il souhaite que l'Italie se tourne en priorité vers l'Asie et soutient Mussolini. C'est à son initiative que Tucci rencontre Rabindranath Tagore.

¹⁵ Valeria Fiorani Piacentini, « Islamic studies in Italy », *Islamic Studies*, vol. 36, n° 4, 1997, p. 589-611.

¹⁶ Cette frontière est tracée par la Commission des Frontières (Mac Mahon) au début du XX^e siècle.

par un ancrage du territoire dans des temps particulièrement anciens. D’autre part ils alimenteraient le tourisme culturel, facilité depuis peu par les lignes régulières reliant Téhéran à Kaboul. Les Italiens étant déjà occupés par le site de Ghazni ainsi que des fouilles en Iran et au Pakistan, il devient nécessaire de trouver d’autres partenaires.

Le partenaire américain

Les Afghans comptent donc sur les universités américaines, qui se sont manifestées juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi William Fairervis (1921-1984) a parcouru en 1949 et en 1951 le Séistan afghan. Nelson Careil Debevoise et A.T. Olmstead avaient attiré son attention sur les rapports entre civilisations anciennes depuis l’Asie centrale jusqu’à l’Indus.

Présents en Afrique et au Moyen-Orient dès la fin du XIX^e siècle, les archéologues américains se sont fait remarquer entre les deux guerres pour des fouilles menées à Dura Europos ou Persépolis. Des personnalités telles que John Marshall, James Henry Breasted ou Arthur Pope, devenu une figure incontournable de l’histoire de l’art persane depuis la publication du *Survey of Persian Art* en 1930, ont participé au développement de l’archéologie occidentale en Asie. L’État américain, quant à lui, a dénoncé dès 1923 la convention signée entre Français et Afghans, car il estimait qu’un monopole allait à l’encontre des intérêts scientifiques internationaux. Mais il est resté relativement discret à l’ouverture des frontières de l’Afghanistan en 1919 – il n’a pas ouvert de légation à Kaboul, malgré les demandes afghanes¹⁷.

¹⁷ AMAE, Archives des Postes, Kaboul, Série A2MI1664, 11/01/1936, Rapport sur « Afghanistan 1935 » de Dollot, ministre de France à Kaboul.

Ce sont les Afghans qui proposent apparemment au gouvernement américain de prendre la relève des Français dès 1943. La DAFA peine alors à nommer un nouveau directeur pour remplacer Roman Ghirshman. Il est l'un des seuls spécialistes français de la préhistoire en Asie mais s'est trop ouvertement mêlé de politique pendant la guerre, alors qu'il séjournait à Kaboul, ce qui a déplu à l'ensemble de l'élite afghane. Richard Frye (1920-2014)¹⁸, arrivé en 1944 en tant que porte-parole des États-Unis, suggère plutôt la création d'un service des Antiquités doté de conseillers étrangers en remplacement de la DAFA¹⁹, idée qu'il relance en 1958 à l'occasion d'une conférence tenue à Kaboul²⁰. La proposition de Frye est révélatrice du rôle couramment dévolu aux archéologues par l'État américain, celui d'ambassadeur officieux et d'agent de la politique culturelle. Elle est également à rattacher à une volonté américaine courante, la conservation par les États de leur souveraineté : les monopoles seraient la marque d'un impérialisme qui n'a plus sa place dans ces années d'après-guerre. Enfin elle indique la place donnée à l'archéologie dans la politique extérieure des États-Unis au lendemain de la guerre : elle permet de tisser des liens plus solides entre les deux États, au même titre qu'un partenariat dans les domaines économiques, sportifs, ou encore techniques, et fait donc partie de ce qui est identifié comme le « soft power²¹ » dans les années 1990. Les États-Unis développent ces relations afin de contrer l'influence soviétique dans les pays d'Asie qui, comme l'Afghanistan, n'ont pas adhéré à la doctrine Truman en 1947. Les Soviétiques, déjà présents avant la guerre – par le biais d'une légation et

¹⁸ Professeur à l'université de Harvard dans les années 1950, Richard Nelson Frye visite plusieurs fois l'Afghanistan et l'Iran, pour finalement succéder à Pope à la direction de l'Institut de Shiraz.

¹⁹ AMAE, Asie Océanie, 1944-1955, Dossier 26, 31/05/1945, Télégramme de Serre, ministre de France à Kaboul, au MAE.

²⁰ AMAE, Afghanistan, dossier 56, 30/4/1958, Belle, ambassadeur de France à Kaboul, au MAE.

²¹ Christina Luke, Morag Kersel, *U.S. Cultural Diplomacy and Archaeology: Soft Power, Hard Heritage*, New York, Routledge, 2013.

de missions scientifiques – participent effectivement financièrement au second plan quinquennal du pays. Mais l’archéologie n’est pas une activité prioritaire aux yeux des diplomates américains. Ils conçoivent la culture de manière pragmatique : elle concerne d’abord l’éducation, la presse et la radio, en Afghanistan comme ailleurs. En ce qui concerne l’élite, l’État fédéral investit dans l’agrandissement de l’université de Kaboul, dans l’installation de professeurs américains (36 en 1948, 52 en 1958)²², et dans la formation des jeunes Afghans plutôt que dans la recherche et la conservation du patrimoine, grâce au programme Fullbright, qui leur permet de suivre un cursus complet aux États-Unis. Ils peuvent ainsi, à Kaboul comme à Téhéran, contrer l’influence de l’union soviétique qui offre également des places dans ses universités.

Les activités archéologiques sont issues de l’initiative des universités et des musées, qui s’appuient essentiellement sur des financements privés. William Fairservis puis Louis Dupree (1925-1989), de 1956 à 1970, explorent le pays au nom de l’*American Museum of Natural History* (AMNH). George Dales (1927-1992) recherche des sites préhistoriques, au nom du musée de l’université de Pennsylvanie entre 1968 et 1971. Enfin William Trousdale (?-2006) effectue en 1960 un premier voyage au Pakistan, en Afghanistan et en Iran grâce à une bourse de la fondation Ford²³, et monte en 1968 l’*Helmand Sistan Project* au nom du *Smithsonian Institute*, qui dépend du gouvernement fédéral. Consacré à « l’écologie historique », il donne des résultats intéressants en ce qui concerne l’histoire de l’Islam.

Tous, ou presque, emploient des méthodes et des techniques issues de l’anthropologie, classées par la suite par les commentateurs dans la

²² D’après les rapports français, voir : AMAE, Archives des Postes, Kaboul, 15/09/1960, de Maitie, ambassadeur de France à Kaboul à Couve, directeur des Affaires culturelles au MAE.

²³ Alors que la détérioration des relations entre Afghanistan et Pakistan et la fermeture de la ligne Durand incitent les États-Unis à suspendre leur assistance économique au deuxième plan quinquennal du pays.

« Nouvelle archéologie ». Dupree devient rapidement une ressource importante pour les savants étrangers, du fait de l'amplitude de ses intérêts : outre l'archéologie, ses publications comprennent des études anthropologiques, géographiques, voire linguistiques. Il facilite d'ailleurs l'ouverture d'une section anthropologique à l'université de Kaboul. Dales, quant à lui, devient membre de plusieurs organismes nationaux et internationaux liés à l'histoire et l'archéologie de la région²⁴. Enfin, la bibliothèque de la Mission archéologique de l'*American Museum of Natural History* devient assez conséquente pour être citée dans plusieurs publications, au même titre que celle de la DAFA.

Quelles relations, quelles stratégies ?

Les raisons afghanes de faire appel aux Américains et aux Italiens sont donc multiples. Elles sont d'abord scientifiques. Les Italiens sont vite réputés pour leur savoir-faire dans le domaine de la restauration, particulièrement architecturale. Tucci s'appuie sur un ensemble de structures montées au sein de l'IsMEO, afin de développer la technicité de ses équipes. Les Italiens comme les Américains apportent une plus-value au travail de la DAFA. Alors que la Délégation française propose un questionnement archéologique lié d'abord à l'histoire de l'art et des religions, les Italiens associent la préhistoire aux sciences de la nature – ils développent particulièrement la paléobotanique. Ils s'intéressent aux modes de subsistance et à l'agriculture, mais aussi à la formation des cités et aux échanges culturels. Les Américains la considèrent comme une discipline issue de l'anthropologie, ce qui les amène à envisager des

²⁴ Parmi ces organismes, on trouve la Société asiatique, le Conseil exécutif de l'Académie américaine de Bénarès en Inde et l'Association pour les études asiatiques. Il est également consultant pour la fondation Ford et éditeur de la région sud asiatique pour le *Council for Old World Archaeology*, qui recense les travaux sur le terrain et liste les publications récentes.

thèmes inédits, tels que les relations commerciales, ou l'extension des cités, d'un point de vue social et économique. De plus, comme les Français mais avec plus de moyens, les institutions américaines et italiennes favorisent largement la collaboration avec les savants afghans. Ils les consultent, les invitent sur le terrain, voire les forment, comme Moustamindy, premier directeur de l'Institut archéologique afghan.

Pour les Afghans, les Américains représentent un contrepoids utile à la présence soviétique, importante à partir des années 1960. Bien décidés à conserver voire agrandir leur sphère d'influence en Asie, face à l'« impérialisme » américain, ces derniers participent au financement des différents plans quinquennaux, au développement des infrastructures routières au nord du pays et montent différentes missions, notamment géographiques ou archéologiques. Quant à la mise en valeur de l'histoire islamique du pays par les Italiens, elle participe de la volonté de l'Afghanistan d'adhérer à l'Organisation de la Conférence Islamique. La DAFA, qui manque de spécialistes du sujet et peine à en former, propose d'ailleurs dès les années 1960 d'associer l'Allemagne aux recherches dans le pays²⁵.

Les raisons afghanes sont d'ordre économique : ils espèrent développer le tourisme grâce à des projets tels que la transformation du mausolée du Sultan Abdurassha en musée²⁶. Les publications de la DAFA et les artefacts exposés au musée Guimet ont en effet suscité la curiosité d'un public cultivé français et même européen pour les monuments d'Afghanistan. Le site de Hadda, fouillé par la DAFA en 1928 s'est révélé particulièrement riche, et l'archéologue Moustamindy a décidé de rouvrir le chantier en 1966, avec le soutien du roi d'Afghanistan. Les années 1950 et 1960 voient justement le développement des moyens de communication

²⁵ Des explorations seront effectivement entreprises dans les années 1970 par Klaus Fischer au nom de l'université de Bonn.

²⁶ Andrea Bruno, « The Planned and Executed Restoration of Some Monuments of Archaeological and Artistic Interest in Afghanistan », *East and West*, vol. 13, n° 2/3, 1962, p. 99.

en Afghanistan qui permettent une meilleure circulation des biens et des personnes. Le réseau routier est mis en place par les Américains au sud du pays et les Soviétiques au nord, un aéroport voit le jour, et des projets de construction ferroviaire afin de relier l'Iran et l'Afghanistan sont montés.

L'arrivée des savants italiens et américains n'est pas toujours appréciée par les Occidentaux, en particulier par les Français. Les Américains inquiètent les diplomates français dans les années 1950, qui les voient venir nombreux dans le pays. Les travaux de Fairservis, Dupree et surtout de Trousdale – qui suit les méthodes d'analyse d'Oleg Grabar, en deviennent d'autant plus douteux qu'ils consistent essentiellement en l'exploration systématique de vastes zones, accompagnée de relevés de surfaces et de sondages, quand le chargé culturel et l'ambassadeur de France envisagent, eux, la fouille et l'étude des monuments comme des données primordiales de la discipline. De même, ils évaluent la capacité de vulgarisation des Américains, appréciée de Schlumberger, comme une preuve d'amateurisme. Il faut attendre la fin des années 1960 pour que leur regard change. À cela, il faut ajouter que Fairservis et Dupree ont travaillé dans les services de renseignement américains situés en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale, que Trousdale s'intéresse à l'histoire des colonies britanniques en Asie et aux guerres anglo-afghanes, et que Dupree exerce bientôt des fonctions éloignées de l'archéologie. Fairservis comme Trousdale sont donc rapidement soupçonnés d'espionnage par les Français, mais aussi occasionnellement par les Afghans. L'accusation est plausible, si elle reste à démontrer. En cette période de Guerre froide, puis de « dégel », les Soviétiques sont très présents en Afghanistan. Les ambassades françaises et allemandes suivent de près leurs activités dans les domaines culturels. D'autant qu'à partir de 1956, l'URSS est incluse dans le projet Kouchans de l'UNESCO²⁷, aux côtés de l'Inde, du Pakistan,

²⁷ À l'initiative de l'UNESCO, ces pays élaborent en 1956 un « Projet mutuel », dont l'une des finalités, formulée plus concrètement en 1965, est l'étude internationale sur l'histoire de Kouchans. En 1968, le Centre international d'étude sur l'histoire des Kouchans est installé à Kaboul et une conférence

de l'Iran et de l'Afghanistan, et est capable de produire un nombre conséquent de savants aux différentes conférences internationales.

En ce qui concerne les Italiens, le passé de Tucci est pointé du doigt. Organisateur des « questions culturelles » au Congrès international des étudiants asiatiques présidé par Giovanni Gentile, il fut un soutien du régime fasciste. Convenablement reçu par la DAFA quand il a souhaité fouiller Ghazni, il émet en 1960 des prétentions sur Bactres, site gréco-bouddhique que les Français considèrent comme une chasse gardée depuis un premier repérage en 1924. Enfin une controverse éclate à propos des inscriptions bilingues d'Asoka. Signalées par un Afghan en 1958, elles sont publiées par les Italiens, alors que la DAFA considérait qu'il lui revenait de présenter cette découverte fortuite, du fait de leur monopole.

L'IsMEO, et surtout la revue *East and West*, qui en émane, trouvent cependant des collaborateurs réguliers parmi les confrères étrangers dans les années 1960. Ainsi, Adrian Bivar et Edmund Bosworth collaborent dans *East and West*. Les Allemands Klaus Fischer et Herbert Härtel les invitent à effectuer des conférences à Bonn et Berlin. Enfin ils sont accueillis par le musée Guimet. Car à cette époque de méfiance diplomatique, un désir d'internationalisation de la science se fait jour chez les archéologues. Le phénomène semble général et touche aussi les paléontologues, les géographes ou encore les mathématiciens. L'idée est ancienne : la « République des Lettres » telle qu'elle est conçue au XVIII^e siècle, devait réunir les savants au sein d'une communauté fraternelle d'individus. Entre les deux guerres elle est envisagée comme une coopération « *internationales* ». Mais l'expérience de la Seconde Guerre mondiale amène les chercheurs à reconsidérer l'idée de nation. À cet aspect éthique s'ajoutent des préoccupations plus pragmatiques : en Afghanistan comme ailleurs tous sont confrontés à la spécialisation et à l'augmentation de la technicité

internationale est montée en 1970, qui réunit de nombreuses nationalités, dont des Soviétiques et des représentants de la République démocratique allemande.

des méthodes. Ils participent donc avec enthousiasme aux projets de l'UNESCO. En parallèle, Ils proposent à leurs institutions des coopérations multinationales.

Daniel Schlumberger appuie quasi systématiquement ces projets, et parfois les suggère, telles que la création d'un institut franco-allemand à Kaboul (1960), ou une collaboration avec les Italiens sur le site de Qala Shaharak (1961). Une décennie plus tard, alors que la DAFA concentre l'ensemble de ses moyens sur de grands chantiers de fouilles comme Aï Khanoum, Américains, Italiens et Allemands collaborent au sein d'un même chantier, comme à Nimruz, où l'institut oriental de l'université de Harvard est sollicité (1970-1973) par l'université de Bonn. La publication finale qui en résulte est à signatures et nationalités multiples. D'autres projets – avortés – furent probablement envisagés, comme les publications conjointes, les intérêts savants communs et les nombreuses visites de chantiers de fouille le suggèrent. Enfin, quand les institutions nationales et internationales (l'UNESCO) ne suffisent pas à répondre aux questions que les savants se posent, des formules inédites sont trouvées, telles que les conférences de l'Association internationale des archéologues de l'Asie du Sud, débutées en 1970, à l'initiative de l'archéologue britannique Raymond Allchin. Les Français Jean-François Jarrige et Jean-Marie Casal, issus de la DAFA, l'Américain Dales et l'Italien Maurizio Taddei en sont des contributeurs réguliers.

L'Afghanistan ferma progressivement ses portes aux savants étrangers entre 1979 et 1984, puis fut le théâtre de luttes pour le pouvoir pendant vingt ans. Durant cette période, sites et musée furent mis à mal, les archives, les artefacts et les monuments abîmés ou détruits. La chute des Talibans et la constitution d'un gouvernement afghan provisoire ne permirent le retour des anciens partenaires occidentaux qu'à partir de 2002.

Cette année-là, l'IsMEO se propose pour des fouilles de sauvegarde à Kharwar et à Herat, alors que la DAFA ne rouvre ses portes qu'en 2003. Très présents sur les territoires indo-iraniens durant les années 1960 et 1970, les Italiens y auraient exercé un monopole de fait, qui expliquerait peut-être en partie leur retour rapide en Afghanistan et en Iran. Ainsi, en 2004, l'institut monte un projet dédié à la publication des matériaux accumulés à propos de Ghazni dans les années 1960 et à la reconstruction historique du palais de Massoud III²⁸.

De leur côté, les États-Unis semblent trouver peu d'intérêt à un investissement dans des activités archéologiques. Manque de successeurs ? Baisse de l'intérêt de mécènes tels que la Fondation Ford pour cette partie de l'Asie ? Des institutions ? La lecture des archives des ministères et des institutions est encore à effectuer. Constatons provisoirement que l'État américain, accusé d'avoir négligé le patrimoine culturel irakien, investit, en 2003, 250 000 dollars dans un projet de sauvetage du patrimoine afghan²⁹. Il le fait néanmoins par le biais de l'UNESCO, dans le cadre du Comité International de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Afghanistan³⁰.

²⁸ Roberta Giunta, « Islamic Ghazni, an ISIAO Archaeological Project in Afghanistan: a Preliminary Report (July 2004-June 2005) », *East and West*, vol. 55, n° 1/4, 2005, p. 473.

²⁹ Présentation du projet, « Les États-Unis et le Musée national d'Afghanistan : financement d'un projet de l'UNESCO », disponible en ligne : [<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/museums/museum-projects/archive/the-united-states-funds-a-unesco-project-for-the-national-museum-of-afghanistan/>], consulté le 3 mai 2017.

³⁰ UNESCO, « Projet de statuts du Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Afghanistan », disponible en ligne : [<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001271/127120f.pdf>], consulté le 3 mai 2017. Ce comité, officialisé en 2002, est en réalité initié dès 1999. Le projet est présenté à Pasadena (Californie), par le Pacific Asia Museum, au cours d'un symposium intitulé « A Prospective Review of the History and Archaeology of Afghanistan, From Glory to Plunder ». Y intervient un certain nombre d'acteurs de la recherche des années 1970, tels que Bivar, Zemar Tarzi, ou William

L'histoire des activités archéologiques de ces deux pays sur le territoire afghan montre donc que l'idée traditionnelle de territoires archéologiques est sans doute à réexaminer. Elle prouve également que l'affirmation selon laquelle l'archéologie serait une entreprise éminemment nationale, comme les politiques de publications tendraient à le faire croire, est à nuancer : pour l'Italie comme pour les États-Unis, deux pays d'envergure pourtant bien différente, l'archéologie semble n'avoir été qu'un atout supplémentaire de leur politique culturelle en Afghanistan, contrairement à la France, et l'initiative individuelle eut apparemment une place bien plus significative.

Trousdale. En 2002, les fonds alloués proviennent d'Allemagne, de Grèce, du Japon, de la Suisse, d'Italie et des États-Unis.

L'arme archéologique dans les discours des africanistes au XX^e siècle : la rupture du colloque du Caire de 1974

LUDOVIC BORIS POUNTOUGNIGNI NJUH

Résumé

La civilisation de l'Égypte ancienne a été l'objet d'âpres discussions au xx^e siècle. Cet article étudie l'évolution des usages faits des découvertes archéologiques par les africanistes européens et les chercheurs africains et qui donnèrent naissance à deux thèses opposées. Le colloque du Caire de 1974 permit à celle des chercheurs africains de supplanter la précédente excluant l'Afrique de l'histoire universelle. Cette rupture alimenta, durant le reste du siècle, discours et actions invitant les Africains à révolutionner leur vision et leur place dans la géostratégie globale.

Mots-clés : Égypte ancienne – Archéologie – Rupture épistémologique – Renaissance – Intégration régionale.

Abstract

The Archeological Weapon in the Africanist Discourses in the xxth Century: the Rupture of The Cairo Colloquium of 1974

Ancient Egypt's civilization has been a topic of intense discussions in the xxth century. This article examines the evolution in the use of archaeological discoveries by European Africanists and African scholars and which raised two opposing ideas. The Cairo colloquium of 1974 enabled African researchers to overthrow the idea excluding Africa from global history. During the rest of the century, that disruption governed speeches and actions inviting Africans to change their vision and their place in the global geostrategy.

Keywords: *Ancient Egypt – Archeology - Epistemological Rupture – Renaissance - Regional integration.*

Dans les années 1950-1960, la production scientifique des chercheurs africains sur les origines du peuplement et la civilisation de l'Égypte ancienne déclenche une polémique dans la communauté scientifique

internationale¹. Interpelée, l'Organisation des nations unies pour la science et la culture (UNESCO) organise au Caire, du 28 janvier au 3 février 1974, un colloque international sur « Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique² ». C'était pour faire le point sur l'origine du peuplement de l'Égypte antique et cerner les limites de ses aires culturelles et anthropologiques. En fait, depuis au moins le siècle précédent, la civilisation de l'Égypte ancienne était devenue un enjeu pour le positionnement culturel sur la scène internationale. Vingt spécialistes et cinq observateurs d'Europe, d'Amérique et d'Afrique et deux représentants de l'UNESCO furent conviés aux travaux. Se fondant sur des preuves archéologiques issues des fouilles effectuées en Égypte des chercheurs africains s'opposèrent à l'interprétation desdites données créditant, jusque-là, l'Occident du monopole de l'initiative historique. En analysant l'évolution des usages faits des découvertes archéologiques sur l'Égypte ancienne au xx^e siècle par les africanistes européens et africains, et en relevant les finalités de leurs approches interprétatives, il s'agit de voir, dans cet article, en quoi le colloque du Caire fut un tournant dans la réorientation de la vision des Africains sur leur place dans l'histoire de l'humanité. Une mise au point sur l'état de la recherche et de l'usage des découvertes archéologiques sur l'Égypte ancienne avant le colloque du Caire permettra de mieux cerner les thèses que les chercheurs africains ont défendues lors de cette rencontre. À partir de ces postulats, ce travail éclaire les dynamiques induites par leurs travaux pour le reste du siècle.

¹ Ludovic Boris Pountougnigni Njuh est doctorant en histoire des relations internationales à l'université de Dschang au Cameroun. Son mémoire : « La gestion d'un territoire frontalier : le cas du pays Bamoun (Cameroun sous administration française), 1916, 1960 », sous la direction du professeur Jules Kouosseu.

² UNESCO, *Le peuplement de l'Égypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique. Actes du colloque tenu au Caire du 28 janvier au 3 février 1974*, Paris, UNESCO, 1986.

État des lieux des découvertes archéologiques avant le colloque du Caire de 1974

L'Égypte ancienne intéresse les chercheurs depuis au moins le XIX^e siècle. Cela s'inscrivait dans l'élan général de fascination animant les Occidentaux pour l'Orient (orientalisme). Cette partie du monde attisait en effet leur curiosité et faisait l'objet d'expéditions scientifiques et militaires. C'est ainsi que F. Cailliaud explora le Haut-Nil et découvrit les ruines de Méroë en 1821. L'année suivante (1822), à partir de la pierre de Rosette découverte par les troupes françaises en expédition en Égypte en 1799, J.-F. Champollion déchiffra les hiéroglyphes. Entre les années 1850 et 1870, Auguste Mariette fouilla Saqqarah, Gizeh et Nubie, retrouva des momies égyptiennes et de multiples objets. G. Maspero découvrit des textes religieux et rituels à Saqqarah en 1881 et conduisit les travaux de désensablement du Sphinx à Gizeh en 1886. Sur la même lancée, É. Amélinau, entre 1897 et 1898, fouilla Abydos et découvrit le tombeau d'Osiris. Dans la période allant de 1894 à 1911, W. Petrie, J. Quibell (qui découvrit la palette de Narmer en 1894), H. Carter et C. Firth effectuèrent des recherches dans le Delta du Nil, à Saqqarah, Deir el-Bahari et à Louxor. H.-É. Naville, de 1882 à 1906, et S. Lloyd entre 1297 et 1937 firent aussi des recherches en Égypte ; tandis qu'H. Breuil explorait l'Éthiopie (1933). De même, L. Leakey découvrait au Kenya le fossile du *Proconsul africanus* en 1948³.

Au bout de plusieurs décennies, ces archéologues exhumèrent une masse critique de vestiges sur l'Égypte ancienne. Il apparut alors qu'avait fleuri sur cette terre une très grande civilisation. En Europe, déportée,

³ Marie-Noëlle Bourguet et al. (dir.), *Enquêtes en Méditerranée. Les expéditions françaises d'Égypte, de Morée et d'Algérie. Actes du colloque Athènes-Nauplie, 8-10 juin 1995*, Athènes, Institut de Recherches Néohelléniques, 1999 ; Cheikh Anta Diop, *Nations nègres et culture, de l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Paris, Présence Africaine, 1979 (1^{re} éd. 1954), p. 557-562.

ces découvertes avaient un écho certain. Dans ce contexte, certains africanistes européens orientèrent leurs interprétations vers la nécessité de démontrer, pour justifier la colonisation qui divisait l'opinion, que c'étaient les Blancs qui avaient bâti l'Égypte ancienne et étaient restés depuis lors au centre de l'histoire⁴. Cela s'inscrivait dans la logique des penseurs qui, comme G.W.F. Hegel, niaient l'historicité de l'Afrique, estimant que c'était « un monde anhistorique non-développé, entièrement prisonnier de l'esprit naturel et dont la place se trouve encore au seuil de l'histoire universelle⁵ ». Ils étaient égyptologues, anthropologues, ethnologues, philosophes ou historiens tels que J.A. de Gobineau, G. Cuvier, C.G. Ségismund, P. Gaxotte, L. Lévy-Brühl, etc. Ils fondaient leurs thèses sur les préjugés suivants lesquels, plus apparentés aux singes qu'à l'homme, les Noirs, avaient une mentalité prélogique et n'avaient pu bâtir une civilisation aussi signifiante. Les peuples des contrées orientales qui n'étaient pas loin de l'Égypte en étaient aussi incapables car, selon eux, les concepts qui soutenaient leurs inventions renfermaient des éléments « mystiques⁶ ».

L'interprétation des résultats livrés par les fouilles en Égypte par les anthropologues, ethnologues et historiens colonialistes reposait donc sur l'évaluation de la valeur culturelle, mentale et intellectuelle des merveilles civilisationnelles de ce territoire : arts, temples, pyramides, monuments, institutions politiques, religion, culture, système sociale et économique. En effet, ils postulaient que seul un peuple dont l'histoire était guidée par la logique les aurait réalisés. Or, il était admis que la raison était l'apanage de l'Occident⁷. Sous ce prisme, admettre que la civilisation de l'Égypte ancienne avait été édifiée par des non-Occidentaux équivalait à reconnaître que les peuples sur lesquels les puissances envisageaient

⁴ Cheikh Anta Diop, *Nations nègres...*, *op. cit.*, p. 14.

⁵ Georg Friedrich Wilhelm Hegel, *La raison dans l'histoire. Introduction à la Philosophie de l'Histoire*, Paris, Plon, 1965, p. 247 et p. 269.

⁶ Marcien Towa, *Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle*, Yaoundé, Clé, 2000 (1^{re} éd. 1971), p. 7-8.

⁷ *Ibid.*, p. 7-22.

d'établir leurs dominations coloniales étaient civilisés et que la « mission civilisatrice » était sans fondement. À ces postulats, certains égyptologues apportèrent une caution érudite. G. Sergi, W.N.F. Petrie et G.E. Smith estimèrent que la population primitive qui occupait la vallée du Nil était, de la période prédynastique (8000-3150 av. J.-C.) à la première dynastie (3150-2850 environ av. J.-C.), de « race brune », « méditerranéenne » ou « hamite » et était venue d'Asie, de Mésopotamie ou d'Élam. En fait, l'analyse convergeait vers le fait que la population ayant jeté les bases et édifié la civilisation de l'Égypte ancienne était blanche. Toutefois, il fallait expliquer la présence des Noirs sur les iconographies ; et il fut ajouté qu'il arrivait que la pigmentation de cette race soit « foncée, pouvant aller jusqu'au noir ». À la suite d'H. Junker estimant en 1921 que les « nègres vrais » ne seraient apparus dans la vallée du Nil qu'à partir de la XVIII^e dynastie (vers 1600 av. J.-C.), cette interprétation reçut largement l'approbation des égyptologues. Il advint alors que le mot égyptien *Nehesy* qu'ils traduisaient par « nègre », le fut désormais par « Nubien⁸ ».

À la fin des années 1940, bousculant la chronologie, É. Massoulard situait le peuplement de l'Égypte à la période comprise entre le paléolithique et la fin de la période protodynastique (12000-3000 av. J.-C.) et l'estimait hétérogène : 30% à 35% de « négroïdes », 30% de « méditerranéens » et le reste de cromagnoïdes et de métis⁹. Suivant ce « dosage », la thèse d'une population de l'Égypte ancienne ayant majoritairement une pigmentation claire demeurait en vigueur. L'historiographie coloniale présentait donc le peuplement de l'Égypte ancienne comme étant venu du nord ou de la région indo-européenne et que ce sont des leucodermes (Blancs) qui avaient bâti sa civilisation. Dans cette mouvance, les colons ne faisaient que continuer un cycle de conquête, et les peuples colonisés (dont les Africains), considérés comme des primitifs et n'ayant pas pris d'initiative historique, étaient donc destinés à être assujettis. L'instrumentalisation des preuves archéologiques découvertes en Égypte soutint ainsi le projet géopolitique de la colonisation

⁸ UNESCO, *Le peuplement...*, op. cit., p. 19-20.

⁹ *Ibid.*, p. 17-18.

en Afrique. Cette instrumentalisation pendant la première moitié du xx^e siècle ne souffrit d'aucune contestation au sein de la communauté scientifique internationale jusque dans les années 1940.

Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), des historiens africains commencèrent à s'opposer à cette vision européocentriste de l'histoire de l'Afrique. Ils entamèrent en effet une histoire défensive, dans le sillage de la lutte pour le *Risorgimento* africain engagée par les nationalistes. Joseph Ki-Zerbo, Cheikh Anta Diop, Engelbert Mveng, Kenneth O. Dike sont, parmi d'autres, les figures de proue de cette initiative. Ils prirent à contre-pied les postulats des africanistes colonialistes. Ils affirmèrent que « l'Afrique a une histoire » qu'il fallait réécrire à l'aide des sources écrites et orales, de la linguistique, de l'art, de l'ethnologie et de l'anthropologie¹⁰. L'espoir reposait aussi sur l'archéologie, science qui étudie les vestiges pour reconstituer le passé. Cependant, peu d'entre eux pouvaient exploiter les sources archéologiques. Le Sénégalais C.A. Diop (1923-1986) en avait, lui, la capacité. Il avait fait des études supérieures en France et soutenu en 1960 une thèse d'histoire démontrant les origines nègres de la civilisation égyptienne et les origines égyptiennes des civilisations nègres. S'étant spécialisé en physique nucléaire au Collège de France, il devint, à son retour en Afrique, enseignant à l'université de Dakar et avait à sa disposition le laboratoire de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)¹¹. Il avait publié en 1954 *Nations nègres et culture*. Son analyse sur le peuplement de l'Égypte ancienne et les prises de position des autres

¹⁰ Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, p. 469 ; Jules Kouosseu, « Historiographie nationaliste et nationale comme riposte à l'ethnographie africaniste », *Nka'-Lumière, Revue Interdisciplinaire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Dschang*, n° 1, 2010, p. 211-212 ; Joseph Ki-Zerbo, « Introduction générale », in Joseph Ki-Zerbo (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, t. 1, *Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1999 (1re éd. 1980), p. 21-43.

¹¹ Appelé « Institut français d'Afrique noire » à sa création en 1938, ce laboratoire fut intégré à l'université de Dakar en 1963 et rebaptisé « Institut fondamental d'Afrique noire » en 1966.

historiens africains dans les années 1950-1960 déclenchèrent une polémique. En effet, les tenants de la thèse d'une population leucoderme revinrent à la charge et J. Vandier et R. Cornevin s'illustrèrent dans ce sens. Ce dernier maintenait que la population de l'Égypte ancienne était blanche et était venue du Caucase (origine « caucasoïde¹² »). Mais les analyses de C.A. Diop au laboratoire de l'IFAN sur les prélèvements effectués sur les momies égyptiennes, notamment celles trouvées par Auguste Mariette (1821-1881)¹³, prouvaient le contraire. Ses travaux captivèrent Théophile Obenga (1936-...), originaire du Congo Brazzaville, qui avait fait des études supérieures en France, à Genève et à Pittsburgh.

Ainsi, entre instrumentalisation par les africanistes européens et les efforts de réinterprétation des historiens africains, les découvertes archéologiques sur la civilisation de l'Égypte ancienne furent à la croisée des chemins au début des années 1970. C.A. Diop et T. Obenga s'opposaient aux idées selon lesquelles l'Afrique était sans histoire, que le foyer de l'humanité se situait dans la région indo-européenne et que la population primitive de l'Égypte ancienne était blanche. Pour lever l'équivoque, l'UNESCO organisa un colloque international au Caire en 1974. En étroite collaboration, ils reconduisirent leurs thèses étayées par les preuves archéologiques.

Des thèses novatrices à la lumière de l'archéologie

Le colloque du Caire de 1974 s'ouvrit par une mise au point que fit J. Vercoutter sur les thèses en présence et sous-tendaient la controverse sur le peuplement de l'Égypte ancienne. Si la thèse de l'origine « hamite »

¹² UNESCO, *Le peuplement...*, *op. cit.*, p. 19-20.

¹³ Cheikh Anta Diop, *Antériorité des civilisations nègres : mythe ou vérité historique ?*, Paris/Dakar, Présence Africaine, 1993 (1re éd. 1967), p. 32. Les découvertes de Mariette furent d'abord conservées au Musée de Boulaq (Égypte), puis déplacées à Giza en 1889, avant d'être transférées, en 1902, au Musée égyptien du Caire. Les prélèvements utilisés par C.A. Diop étaient conservés au laboratoire de l'IFAN.

était la plus admise, il y avait en face celle de l'origine nègre. C.A. Diop et T. Obenga se saisirent de l'opportunité pour exposer devant la communauté scientifique internationale leurs thèses confortées par des années de recherches. Ils démontrèrent, d'une part, que l'humanité avait vu le jour en Afrique et que c'est d'elle que sont partis ceux qui ont peuplé les autres continents. Ils fondaient leur affirmation sur l'âge de *Proconsul africanus* (18 millions d'années) de Leakey qui permettait de dépasser l'an 12000 av. J.-C., considérée jusque-là comme période à laquelle l'Afrique aurait reçu sa première vague de peuplement venant du nord en passant par le Delta. Ils expliquaient que le Delta, humide et insalubre, était une région inhabitée jusqu'à l'époque du roi Narmer (3273-2987 av. J.-C.), pharaon qui unifia la Haute et la Basse Égypte (3100 av. J.-C.) et jeta les bases de l'administration. Le peuplement de l'Égypte ancienne s'est donc effectué dans le sens sud-nord ; car selon leurs travaux, partis de la région des Grands Lacs, les émigrants étaient sortis du continent suivant les trajectoires Nil-isthme de Suez-Palestine-Asie-Océanie ; vallée du Nil-détroit de Gibraltar-Espagne-France-Europe-Asie et vallée du Nil-cap Bon-Italie-Europe.

Ils démontrèrent d'autre part, que l'homme ayant habité dans la vallée du Nil dans l'Antiquité était né, non sous un climat tempéré, mais sous le climat chaud et humide de la région tropicale. Il avait alors une pigmentation noire à cause de l'importance du flux des radiations ultraviolettes au niveau de la ceinture de l'équateur terrestre, et que c'est en émigrant dans les régions tempérées qu'il perdit sa pigmentation. Selon eux, le premier peuplement humain de la Terre était ethniquement homogène et les civilisations nègres étaient antérieures donc dans la vallée du Nil. Ils ajoutèrent que c'est au paléolithique supérieur que l'humanité enregistra une disparition progressive de son homogénéité initiale ; cependant qu'en Haute-Égypte, les Noirs n'avaient régressé qu'à partir de l'occupation perse (521 av. J.-C.). Ils conclurent alors, renversant la thèse de l'hétérogénéité et de l'infiltration tardive des Noirs en Égypte, que le fond de la population égyptienne était nègre à l'époque prédynastique et même protodynastique. Ils s'appuyaient sur les représentations des rois protodynastiques et dynastiques – Tera-Neter,

Narmer (1^{re} dynastie), Khasekhem (2^e dynastie), Djezer (3^e dynastie), etc. – montrant que ceux-ci, visages plats et cheveux crépus, étaient de type nègre. Ils se fondaient aussi sur les résultats des tests de mélanine effectués à l'IFAN sur les échantillons – soumis séance tenante aux spécialistes participant au colloque – des peaux de momies égyptiennes. Ils présentèrent aussi les témoignages des Grecs (Hérodote, Diodore, Strabon, Pline, Tacite, Solon, Thalès, Platon, Lycurgue, Eudoxe, Pythagore) qui avaient séjourné en Égypte et y avaient, pour certains, été initiés à la dialectique. Ceux-ci rapportaient que les Égyptiens anciens s'appelaient eux-mêmes *KM (kem)* signifiant « Noir ». Ils interprétèrent les idéographies du *ka(ou)* (logos), du *ba* (âme intelligente) et du *zet* (âme sensible) figurant parmi les caractères du hiéroglyphe et pour prouver que les Égyptiens anciens, avant le v^e siècle grec, maîtrisaient la philosophie et les sciences mathématiques, la physique, la géométrie, la médecine, l'astronomie, etc.

Enfin, C.A. Diop et T. Obenga démontrèrent que l'Afrique se caractérise par son unité culturelle. Ils comparèrent en effet les hiéroglyphes, le copte et des langues d'Afrique de l'Ouest et du centre et trouvèrent des similitudes. Ils montrèrent par ailleurs, les bas-reliefs représentant les scènes de la vie leur permettent de relever le totémisme, l'organisation socio-politique hiérarchique, la cosmogonie, le matriarcat comme des aspects dans lesquels les civilisations africaines contemporaines et celle de l'Égypte ancienne se ressemblent¹⁴. Leurs démonstrations provoquèrent un débat controversé. F. Debono, S. Sauneron et L. Shinnie, se référant à leurs travaux, attestèrent que dans la vallée du Nil a existé

¹⁴ Pour plus de détails : Cheikh Anta Diop, *Nations nègres...*, *op. cit.* et du même auteur : *Antériorité...*, *op. cit.* ; *L'unité culturelle de l'Afrique noire. Domaines du patriarcat et du matriarcat dans l'Antiquité classique*, Paris, Présence Africaine, 1982 (1^{re} éd. 1959) ; *Civilisation ou barbarie ? Anthropologie sans complaisance*, Paris, Présence Africaine, 1981 ; « Origine des anciens Égyptiens », in Gamal Mokhtar (dir.), *Histoire générale de l'Afrique, t. 2, Afrique ancienne*, Paris, UNESCO, 1999 (1^{re} éd. 1980), p. 41-74. Voir aussi : Théophile Obenga, *L'Afrique dans l'Antiquité. Égypte pharaonique, Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1973 ; UNESCO, *Le peuplement...*, *op. cit.*, p. 17-103.

l'homme le plus primitif notamment de l'*homo sapiens* daté d'environ 20 000 ans. Sans se prononcer sur la couleur de la peau, ils trouvaient néanmoins que le concept de Noir était relatif. T. Säve-Söderbergh revint sur les fouilles scandinaves au Soudan de 1960 à 1964 et reconnut les interrelations entre la vallée du Nil et l'Afrique septentrionale et saharienne. En revanche, il s'opposait à la notion de « race ». Sur la même lancée, J. Vercoutter reconnut aussi le caractère africain de la civilisation égyptienne, mais estima qu'il ne fallait pas confondre race et culture. J. Leclant s'inscrivit sur la trajectoire de Vercoutter, mais fut plus contradictoire. Il objecta en effet que les Grecs utilisaient l'expression « face brûlée » pour les Éthiopiens, les Nubiens et les Noirs, et non pour les Égyptiens. A.M. Abdalla lui emboîta le pas, estimant que ce sont les hommes de Napata (actuel Nord-Est du Soudan) qui étaient des Noirs et non les Égyptiens. G. Ghallab maintint enfin que les habitants de l'Égypte ancienne étaient d'origine caucasoïde et estima que l'étude des cheveux pour les caractériser était plus significative que celle de la peau¹⁵.

En dépit des objections, il demeura que la civilisation de l'Égypte ancienne n'avait pas été bâtie par des personnes venues hors du continent, mais qu'elle était endogène et que ceux qui avaient jeté ses fondements étaient des Noirs et non des Blancs ou des hamites. La thèse du polycentrisme de l'origine de l'humanité était aussi révolue, du moins mise en minorité. C.A. Diop et T. Obenga avaient en effet battu en brèche le raisonnement sur l'an historicité de l'Afrique et des Noirs et rendu caduc le corpus des africanistes colonialistes. Pour Nicole Blanc il était désormais nécessaire « d'aborder le problème (du peuplement de l'Égypte ancienne) sans tenir compte de l'héritage du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle et des *a priori* raciaux qui lui sont liés¹⁶ ». L'UNESCO reconnut que leurs communications n'avaient pas eu une contrepartie égale et ajouta :

Elles ont mis en lumière, aux yeux de presque tous les participants, l'insuffisance des exigences méthodologiques utilisées jusqu'alors

¹⁵ UNESCO, *Le peuplement...*, *op. cit.*, p. 75-87.

¹⁶ *Ibid.*, p. 74.

dans la recherche égyptologique ; elles ont fait apparaître des exemples de méthodologie nouvelle qui permettraient de faire progresser, de manière plus scientifique, l'étude de la question proposée à l'attention du colloque¹⁷.

Ainsi, le colloque du Caire de 1974 fut le moment au cours duquel l'historiographie africaine fut révolutionnée : désormais l'Afrique fait partie intégrante de l'histoire universelle¹⁸. Cela interpellait les Africains sur la nécessité de revoir leur place dans un monde qui se faisait sous leurs yeux et qui était alors divisé en deux blocs. Le reste du xx^e siècle fut animé par quelques initiatives allant dans ce sens.

Influences des thèses de Cheikh Anta Diop et Théophile Obenga après le colloque

Les démonstrations effectuées au Caire par C.A. Diop et T. Obenga servirent de repères à plus d'un titre au lendemain du colloque. La découverte de Lucy (3 millions d'années) en Éthiopie la même année par la mission franco-américaine co-dirigée par Y. Coppens, M. Taïeb et D. Johanson créditaient leurs thèses¹⁹. La rupture épistémologique opérée au

¹⁷ *Ibid.*, p. 101.

¹⁸ Célestine Colette Fouellefak Kana Dongmo, « Approche globale de l'historiographie africaine : renaissance et valorisation de l'histoire de l'Afrique », *Nka'–Lumière, Revue Interdisciplinaire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Dschang*, n° 1, 2010, p. 70-71.

¹⁹ Il convient de souligner qu'en 2002, un fossile plus ancien que Lucy, Toumaï (sept millions d'années), a été découvert par la Mission paléanthropologique franco-tchadienne (MPFT) dirigée par M. Brunet. Si cela déplaçait le foyer de l'origine de l'homme de vallée du grand Rift africain vers le bassin tchadien, il n'en demeure pas moins que l'Afrique est le berceau de l'humanité. Cf. Michel Brunet, *Origine et histoire des hominidés. Nouveaux paradigmes : leçon inaugurale prononcée le jeudi 27 mars 2008*, Paris, Collège de France, 2008.

colloque du Caire mena l'UNESCO à concrétiser le projet (commencé en 1964) d'écrire une histoire authentique de l'Afrique en tenant compte des sources et des structures propres à l'Afrique, en privilégiant une vision intérieure (centrée sur l'Afrique) et démontrant l'unité du continent africain. Les 8 volumes d'*Histoire générale de l'Afrique* qui parurent à partir de 1980 en furent la matérialisation. Sur la même lancée, les travaux du Caire remirent à l'ordre du jour le discours sur la renaissance et l'intégration de l'Afrique ; une préoccupation que C.A. Diop formulait déjà en 1948 à travers la question : « à quand une renaissance africaine ? ». En effet déclarât-il :

« Le souci manifesté dans *Nations nègres et culture*, aussi bien que dans nos autres ouvrages, est de parvenir à une connaissance de l'Afrique, sinon totale, du moins suffisante, pour mieux aider dans la modeste mesure du possible à son insertion harmonieuse dans le monde moderne²⁰. »

Ainsi, en 1974, c'est-à-dire la même année où le colloque avait eu lieu, il fit rééditer son livre sur *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire* – paru pour la première fois en 1960. C.A. Diop partit de ses travaux sur l'Égypte ancienne pour établir l'unité culturelle dans le continuum spatio-temporel et postuler l'unité politique de l'Afrique. Avec la rupture épistémologique, il fallait, sur cette lancée, susciter la transformation de la vision que les Africains ont d'eux-mêmes en dépassant les idées les excluant de la marche du monde. L'Afrique, estimait-il, ne devait en effet plus être perçue comme un continent morcelé et faible, mais comme un tout, riche en potentiels et capable de relever les défis qui se posent à lui. Le discours sur la renaissance africaine, porté par les Africains et pour leur propre repositionnement parmi les autres continents, incitait à une révolution des habitudes, des mentalités et au réarmement moral. Ces transformations étaient considérées comme préalables à la réinsertion et à la participation active de l'Afrique dans la géopolitique et la géostratégie globale dominée par la libéralisation

²⁰ Cheikh Anta Diop, *Antériorité...*, op. cit., p. 275.

économique²¹. T. Obenga affirmait dans ce sens : « nous devons avancer, et non ressasser, à longueur d'années, les vieux clichés de l'anthropologie coloniale²² ».

Dans une Afrique en proie aux crises socio-économiques et politiques, le Plan Oméga proposé par le président sénégalais Abdoulaye Wade à la fin de la décennie 1980 apparut comme une réaction politique favorable à la renaissance africaine. En 1989, il se posait la question suivante : « puisque le chemin suivi jusqu'ici nous a conduit dans l'impasse, pourquoi ne pas en essayer un autre ?²³ ». Le Plan Oméga devait selon lui permettre à l'Afrique de réécrire son histoire. Il était concrètement question de : renforcer les capacités communicationnelles de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour favoriser la cohésion entre les peuples ; créer une monnaie africaine ; développer la science et la technologie en Afrique ; construire les infrastructures et les voies de communication modernes, entre autres²⁴. Parallèlement à A. Wade, le président sud-africain Thabo Mbeki, fournît une réponse politique favorable à la renaissance africaine, y voyant le moyen pour l'Africain de restaurer sa mémoire, sa dignité et de rebâtir son avenir. En 2000, inaugurant l'Institut pour la renaissance africaine, il déclarait : « l'heure de l'Afrique a sonné²⁵ ». Rejoint par d'autres Chefs d'États africains (Abdel Aziz Bouteflika, Hosni Moubarak, Olusegun Obassango), il présentait le Plan du Millenium pour le Programme de Redressement de l'Afrique (*Millenium Partnership for the African Recovery Programme*, MAP) au Forum économique mondial de Davos le 28 janvier 2001. Sa proposition et celle d'A. Wade reçurent un

²¹ Marc-Louis Ropivia, *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 78-79 ; Yves Alexandre Chouala, « L'Afrique dans le nouveau partenariat international : enjeux de civilisation et de puissance », *Études Internationales*, vol. 34, n° 1, 2003, p. 70.

²² Théophile Obenga, *Le sens de la lutte contre l'africanisme eurocentriste*, Paris, L'Harmattan/Khepera, 2001, p. 112.

²³ Abdoulaye Wade, *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Karthala, 1989, p. 10.

²⁴ *Ibid.*, p. 129-159.

²⁵ Élikia M'Bokolo, « L'Afrique et le xxe siècle : dépossession, renaissance, incertitudes », *Politique Étrangère*, n° 3-4, 2000, p. 723.

accueil favorable au sein de l'OUA qui, le 3 juillet 2001, fusionnait le MAP et le Plan Oméga en la Nouvelle Initiative pour l'Afrique (NAI). Le 24 octobre 2001 à Abuja, la NAI devenait le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (*New Partnership for Africa's Development*, NEPAD). À sa création en 2002, l'Union africaine (UA) assignait au NEPAD la mission de combler le fossé entre l'Afrique et les pays développés à l'ère de la mondialisation.

Au total, les preuves archéologiques issues des fouilles effectuées en Égypte occupèrent une place de choix dans les travaux des africanistes au xx^e siècle. Leur exploitation fut enchâssée à des canons d'interprétation variés et soutenant des projets politiques aux finalités contraires. Ainsi, l'une des principales critiques formulées à leur endroit fut d'associer science et idéologie ; cette dernière ayant de manière générale souvent fini par susciter des interrogations sur leur objectivité²⁶. Il apparaît en effet que tandis que les africanistes colonialistes avaient voulu entretenir une polémique raciale sans épaisseur scientifique pour justifier la division et l'occupation des autres continents et la domination des Occidentaux sur les non-Blancs (l'Afrique et les Africains dans le cas d'espèce), les chercheurs africains orientèrent leurs interprétations dans le sens de favoriser la renaissance de l'Afrique et son insertion dans l'histoire et la marche du monde. D'une tendance à une autre, le colloque du Caire de 1974 permit, somme toute, de révolutionner l'historiographie africaine. Les travaux des chercheurs africains étudiés ont à ce titre le mérite d'avoir voulu soutenir la cause de l'épanouissement, une cause à laquelle aspirent tous les peuples. Cependant, la prolifération des doctrines (panafricanisme, économisme, afrocentrisme qui a aujourd'hui le vent en poupe²⁷) qui ont jusqu'ici été sans résultats palpables tend à effriter le

²⁶ Alain Froment, « Origine et évolution de l'homme dans la pensée de Cheikh Anta Diop : une analyse critique », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 31, n° 121-122, 1991, p. 29-64.

²⁷ Cf. Achille Mbembe, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique Africaine*, n° 77, mars 2000, p. 16-43.

concept même de renaissance africaine. Un concept qui a eu un écho dans la sphère politique continentale, mais dont l'opérationnalité demeure encore préoccupante en ce début du XXI^e siècle.

La marine française et l'archéologie du Pérou au XIX^e siècle

PASCAL RIVIALE

Résumé

De nombreux objets du Pérou préhispanique, présents aujourd'hui dans les musées français ont été rapportés par des marins, encouragés en cela tant par leur hiérarchie que par les institutions savantes. Cette importante contribution s'explique notamment par l'omniprésence de la marine française le long des côtes du Pérou durant tout le XIX^e siècle, induisant des relations soutenues avec les ressortissants nationaux établis sur place autant qu'avec les autorités et les élites locales.

Mots-clés : Pérou – Collecteurs – Antiquités – Fouilles archéologiques - Marine française.

Asbtract

French Navy and Archaeology in Peru during the XIXth Century

Many precolumbian artefacts from Peru can be found in french museums. Part of them were brought back by mariners encouraged in that by their hierarchy and by scientific institutions. This noteworthy contribution is due to the omnipresence of the french navy along peruvian coasts during the XIXth century, which induced a strong relationship with french residents or local authorities and elites.

Keywords: *Peru – Collectors – Antiquities – Archaeological excavations – French navy.*

Les antiquités péruviennes occupent une place considérable parmi les collections américanistes présentes dans les musées français¹ ; cela s'explique par la renommée du Pérou précolombien et l'intérêt tout particulier porté à ses vestiges depuis l'époque des Lumières. L'étude prosopographique des collecteurs/collectionneurs d'objets du Pérou préhispaniques au XIX^e siècle démontre que parmi eux ne se trouvaient pas seulement des explorateurs officiels, mais également des diplomates, des

¹ Pascal Riviale est docteur en histoire, chargé d'études documentaires aux Archives nationales et chercheur associé au centre EREA du LESC (CNRS-université Paris-Ouest-Nanterre) ainsi qu'à l'Institut français des études andines.

voyageurs indépendants, des négociants ou des artisans établis sur place². Les médecins et officiers de la marine ont eux aussi contribué à ces collectes archéologiques³, comme en témoignent les archives⁴ ou encore la littérature de voyage. Bénéficiant d'une solide formation dans les écoles navales et souvent encouragés dans leurs travaux scientifiques par le biais de recueils d'instructions rédigés par les grandes institutions savantes françaises (Muséum d'Histoire naturelle, Institut, sociétés savantes), les membres du corps de la marine nationale constituaient des auxiliaires scientifiques très appréciés. Le Pérou fut pour eux un terrain d'action particulièrement remarquable et cela, dès les premiers moments de l'Indépendance. Rappelons que durant toute la période coloniale les Espagnols empêchèrent de toute leur force l'accès à leurs possessions américaines ; dès l'apparition des premières fissures dans cet empire, vers 1815, Britanniques, Nord-Américains et Français s'empressèrent d'envoyer sur place des navires afin de jauger la situation et de prendre les premiers contacts avec les nouvelles autorités.

Le contexte spécifique des collectes

Les expéditions maritimes menées autour du monde dans la première

² Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie française au Pérou (1821-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

³ Compte tenu de l'imprécision des sources disponibles, il est bien souvent impossible de distinguer ce qui était le résultat d'une véritable fouille archéologique de simples dons : ce n'est pas parce qu'un officier de marine a envoyé à un musée une série de vestiges avec la mention « trouvés dans une tombe à Trujillo » qu'il faut nécessairement considérer celui-ci comme l'inventeur de ces objets, qu'il avait tout aussi bien pu acheter. C'est pourquoi il nous semble plus prudent d'utiliser le terme générique de « collecte ».

⁴ Voir par exemple aux Archives nationales les dossiers de missions scientifiques dans la sous-série F/17, ou au Muséum national d'histoire naturelle les archives du département d'anthropologie biologique.

moitié du XIX^e siècle maintinrent la tradition initiée au siècle précédent par les Bougainville, Lapérouse, d'Entrecasteaux, etc. Dès les premières années de la Restauration, la France entreprit ainsi de reprendre sa place de grande puissance politique, diplomatique, militaire. Une manière d'affirmer ce retour au premier plan fut notamment d'organiser une succession de grandes expéditions navales. Les objectifs pouvaient varier d'une expédition à l'autre, mais globalement ils tournaient plus ou moins autour des mêmes missions : tester les navires, assurer la formation des équipages et des officiers, prendre autant que possible des contacts avec les autorités locales et « montrer le pavillon français » (et donc manifester partout dans le monde la présence militaire française), et bien sûr remplir diverses missions d'ordre scientifique. Il fallait en effet achever la découverte du globe, compléter les relevés cartographiques, collecter des spécimens naturels ainsi que des artefacts susceptibles d'illustrer l'état de « civilisation » des populations rencontrées⁵. Cette masse de documentation – manuscrite, visuelle ou matérielle – était, au retour, destinée à alimenter les cabinets d'études scientifiques et contribua à accroître les collections de divers musées, tant dans la capitale qu'en province⁶. L'une des toutes premières expéditions à aborder le Pérou (avant même que le pays ait entièrement acquis son indépendance) fut celle de la corvette *La Coquille*, commandée par le capitaine Duperrey entre 1822 et 1825. Outre l'attrait historique et scientifique indéniable pour ce territoire, il paraissait important de prendre des contacts auprès des nouvelles autorités et d'affirmer ainsi la présence française face aux « concurrents » britanniques ou nord-américains.

C'est justement dans ce contexte agité et tendu des indépendances

⁵ Les grandes expéditions maritimes de circumnavigation organisées entre 1770 et 1850 contribuèrent à révéler une diversité ethnique des populations humaines jusqu'alors insoupçonnée, ce qui remit totalement en cause la conception anthropologique du monde généralement acceptée : l'une des missions des navigateurs fut donc de réunir des observations et des matériaux d'étude afin de résoudre la question cruciale de « l'histoire naturelle de l'homme ».

⁶ Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 264 -302 et annexes 1 à 3.

américaines que fut mise en place une autre forme de présence de la marine française dans cette partie du monde : la station navale du Pacifique. Avec la déclaration d'indépendance vis-à-vis de la couronne espagnole, les nouvelles républiques sud-américaines avaient ouvert leurs portes au commerce international, mais tant que le conflit militaire perdurait la situation demeurait incertaine voire dangereuse pour les négociants se rendant sur place pour leurs affaires. La présence de corsaires le long des côtes sud-américaines, l'agitation sociale et politique générée par le conflit militaire et les tensions diplomatiques provoquées par les hésitations du gouvernement français à reconnaître les nouvelles autorités indépendantes avaient entraîné violence, instabilité et animosité vis-à-vis des résidents étrangers⁷. Afin de protéger les intérêts économiques de ses ressortissants et de faire éventuellement pression sur les autorités locales en cas de réclamations, le gouvernement français décida dès le début du conflit militaire entre patriotes et loyalistes d'envoyer une escadre navale chargée de patrouiller le long des côtes sud-américaines. Cette présence fut formalisée vers 1822 avec l'institution de la « station navale du Pacifique⁸ » : les navires de guerre se relayaient ainsi le long des côtes ou bien en haute mer, en fonction des ordres de mission qu'ils pouvaient recevoir. Passés les remous des guerres d'indépendance, il parut nécessaire au ministère de la Marine de maintenir cette division tout en s'adaptant à l'évolution du contexte géopolitique : la permanence d'une présence militaire permettait d'affirmer la puissance française et de réagir en cas de danger pour ses ressortissants en Amérique du Sud. Par ailleurs, la concurrence avec les Anglais pour le contrôle des îles océaniques était devenu un enjeu majeur.

⁷ Les rapports des officiers de la marine et les premiers diplomates renvoyés sur place signalent divers actes de violence ou malveillance sur des ressortissants français, parfois considérés comme des ennemis de la cause indépendantiste. Au-delà de ces motivations plus ou moins rationnelles, il convient de souligner que l'état de déliquescence du pouvoir en place facilitait les actions crapuleuses de toutes sortes.

⁸ Durant ses premières années cette escadre navale varia dans sa dénomination : « station des mers du Sud », « Station de l'Amérique méridionale », « station du Pacifique ».

Les modalités de la collecte archéologique

C'est cette présence régulière de leur navire le long des côtes du Pérou qui offrit aux officiers de la marine française de fréquentes occasions de collectes archéologiques et ce, dès l'Indépendance. On le constate au travers de plusieurs entrées de vestiges précolombiens dans les collections publiques françaises : en 1828, le capitaine Dongrace de Rossi, commandant du *Lancier*, navire faisant partie de la station navale « de la mer du Sud », faisait don au Muséum national d'histoire naturelle d'un crâne recueilli au début de l'année 1825 dans une tombe située aux environs de Quilca⁹, sépulture antique préalablement fouillée par l'équipage du navire américain *Franklin*. Les recommandations faites par certaines institutions scientifiques¹⁰ pour pousser cet officier à prendre le temps de recueillir ce vestige anthropologique, alors que la situation politique était encore assez confuse et tendue sur place, sont révélatrices de leur puissance. En effet, la reddition espagnole venait juste d'avoir lieu et le capitaine de Rossi avait notamment été chargé de se rendre à Quilca afin de protéger et de porter assistance aux navires de commerce français évoluant dans les parages, certains de ces navires ayant embarqué à leur bord de nombreux partisans du vice-roi déchu afin de les rapatrier en Espagne¹¹. Il ne fut pas le seul à se montrer actif sur le plan archéologique

⁹ Ce port situé au sud du Pérou était alors l'un des principaux débouchés de la ville d'Aréquipa, capitale régionale du sud du pays, très active par son commerce d'exportation.

¹⁰ Le Muséum national d'histoire naturelle rédigea à leur attention des instructions régulièrement mises à jour ; les recommandations publiées par l'Académie des sciences, la Société de géographie et la Société d'anthropologie de Paris furent également amplement utilisées par la Marine. Voir notamment *Instructions pour les voyageurs et pour les employés des colonies sur la manière de recueillir, de conserver et d'envoyer les objets d'histoire naturelle*, Paris, différentes éditions entre 1818 et 1860.

¹¹ Service Historique de la Défense, BB/4/470. Rapport de Louis Dongrace de Rossi (Quilca, 29 janvier 1825).

durant cette période particulière, puisqu'à leur retour en France l'amiral Ducampe de Rosamel, commandant de la station navale, et l'un des officiers de son état-major offrirent eux aussi des céramiques antiques à d'autres institutions muséales¹². Comme nous l'avons souligné, la situation était pourtant complexe et agitée (relations diplomatiques tendues entre la France et le Pérou indépendant ; actes de piraterie nécessitant parfois l'intervention armée des navires de la station), néanmoins, certains de ces officiers trouvèrent le temps de recueillir des antiquités destinées aux musées français.

La contribution à l'œuvre scientifique en marche tout au long du XIX^e siècle et dans un contexte de compétition internationale – y compris dans ce champ d'étude – était apparemment une motivation très forte, quelles que fussent les conditions d'exercice et ce bien au-delà de la période de l'Indépendance. Nous en voulons pour preuve un autre exemple se situant cette fois-ci dans le contexte de la guerre du Pacifique opposant le Chili au Pérou. En 1879 le docteur Guérard de la Quesnerie, médecin-major de la Marine, se trouvait avec son navire, *Le Chasseur*, devant le port d'Arica alors sous le feu de la flotte chilienne. Voici ce qu'il note :

« Je ne faisais qu'une reconnaissance ; aussi, après quelques recherches superficielles qui me permirent toutefois de rapporter ce que je pouvais cacher dans le sac de l'infirmier, trois têtes momifiées abondamment garnies de cheveux, quelques os épars et quelques objets caractéristiques d'une population de pêcheurs, tels que hameçons et aiguilles en cuivre, fil, épissoir en os, etc. je rentraï à

¹² L'amiral de Rosamel remit en 1827 au musée de Boulogne-sur-Mer une série de vases de style nazca. Ce don était d'autant plus exceptionnel que ces vases provenant de la côte sud du Pérou appartenaient à une culture céramique demeurée longtemps méconnue sur le plan archéologique, cf. Gaëlle Étesse, « La contribution d'Ernest Hamy dans l'enrichissement de la collection de céramique péruvienne du Château-musée de Boulogne-sur-Mer », mémoire de Master 1 de l'École du Louvre, 2007, p. 15. Quant à Edouard de Champeaux La Boulaye, officier à bord du même navire amiral la *Marie-Thérèse*, il fit don au musée de la céramique à Sèvres en 1831 d'un vase supposément trouvé à Trujillo (côte nord du Pérou), cf. Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, op. cit., p. 370.

bord, bien résolu à faire une exploration sérieuse ultérieurement [...]. Les circonstances, nées de la guerre, ne le permirent pas. Tout ce que je pus faire, en quittant Arica précipitamment, fut de prier un de mes amis, M. Meslier, négociant et agent consulaire à Arica, de me procurer, coûte que coûte, dans l'éventualité d'un retour prochain, une momie entière, sans oublier les objets qui se trouvent habituellement dans les sépultures. Ce monsieur exécuta ponctuellement ce que je lui avais demandé, et à notre retour à Arica, le 27 février 1880, j'eus le temps strictement nécessaire d'aller, entre deux bombardements, chercher la momie à terre et la mettre en sécurité à bord¹³. »

Les momies étaient particulièrement appréciées des anthropologues car leur examen pouvait être riche d'enseignement sur leur population d'appartenance : outre l'avantage d'offrir le squelette dans son entier, les corps – exceptionnellement bien conservés grâce à la nature du sol et la sécheresse de l'air dans ces régions au climat quasi désertique – possédaient souvent encore une peau bien visible (portant même parfois des traces de tatouage !), des cheveux et des vestiges de vêtements. Si l'on exhumait souvent des momies lors du pillage de sépultures, il fut longtemps très difficile d'en rapporter en France. Le docteur Liautaud, chirurgien à bord de *La Danaïde*, écrivait ceci à ce sujet au Muséum national d'histoire naturelle :

« Plusieurs de mes collègues ont tenté à diverses reprises de transporter en France quelques-unes de ces momies péruviennes. Mais malgré les précautions les plus minutieuses ils n'ont jamais pu les soustraire à l'humidité de l'atmosphère intérieure du navire qui pénètre ces tissus spongieux au bout de peu de temps et les transforme en une espèce de boue informe et déliquescence. Aucun du moins que je sache n'a réussi jusqu'à présent, et mes efforts n'ont pas été plus heureux¹⁴. »

¹³ « Don à la société d'anthropologie de Paul Broca de divers vestiges de l'ancien Pérou par le Dr de la Quesnerie », *Bulletin de la société d'anthropologie de Paris*, 1881 : 552.

¹⁴ Archives du laboratoire d'anthropologie biologique, Muséum national d'histoire naturelle. « Notes relatives aux crânes recueillis lors du voyage de

Pourtant, quelques années plus tard seulement, en 1848 puis en 1849, le Muséum reçut ses premières momies péruviennes par l'entremise de Jules Fauché, un négociant bordelais qui avait un contrat avec la Marine pour les fournitures et le ravitaillement des navires. Ses courriers accompagnant les spécimens anthropologiques insistent précisément sur la fragilité de ces momies et les précautions qu'il avait fait prendre pour les emballer avant expédition depuis le Pérou¹⁵.

L'intérêt des médecins et officiers de la Marine ne se portait pas seulement sur les vestiges anthropologiques, mais aussi bien entendu sur les artefacts ; dans ce même rapport accompagnant son envoi au Muséum le Dr Liautaud soulignait l'utilité documentaire que pouvaient avoir les objets – même les plus humbles – que l'on découvrait fréquemment dans les tombes lors de leur ouverture :

« Indépendamment de l'intérêt qu'ils présentent sous le point de vue des sciences naturelles, les huachas [huacas] sont d'autant plus dignes d'attirer l'attention des voyageurs qu'ils renferment toujours des outils, des ustensiles et des ornements de peu de valeur mais bien précieux en ce qu'ils sont avec les momies qu'ils accompagnent les seules reliques d'une civilisation intéressante engloutie depuis longtemps dans le fleuve de l'oubli¹⁶. »

Mais au-delà de cette utilité ethnographique, on peut supposer que la plupart des officiers de marine (comme la plupart des collecteurs, d'ailleurs) étaient surtout attirés par le caractère très curieux de certains de ces vestiges : les formes et les couleurs si variées des céramiques (les vases

circumnavigation à bord de *La Danaïde*, par le Dr Liautaud » (1843). Liautaud découvre lui-même deux momies à Huacho (côte centrale), lors de ses fouilles, mais il ne put en sauver que les crânes, qu'il offrit au Muséum (Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 236).

¹⁵ Archives nationales, AJ/15/546 : correspondants du Muséum ; dossier Fauché (1848-1849).

¹⁶ « Notes relatives aux crânes... », *op. cit.*

« érotiques » de la civilisation mochica constituèrent très tôt un grand classique de l'attrait pour les objets archéologiques péruviens auprès des touristes), les textiles, les vanneries, les objets en bois merveilleusement conservés grâce à la nature du sol et au climat. Les amateurs d'antiquités étaient d'autant plus séduits par le Pérou qu'il n'était pas rare de découvrir au cours de ces fouilles des objets en métaux précieux parfois très spectaculaires. D'une manière générale, il était extrêmement facile de s'y procurer des objets archéologiques – qu'on les ait trouvés soi-même au cours de fouilles improvisées ou bien qu'on les ait achetés aux *huaqueros*, les pilleurs de tombes locaux, qui abordaient fréquemment les voyageurs de passage dans les ports ou bien en ville. Paul-Émile Lafontaine, lieutenant de vaisseau à bord du *Seignelay*, un croiseur affecté à la station du Pacifique entre 1875 et 1879, évoque le fait dans son journal intime :

« Il y a à Ancón de nombreuses sépultures d'Incas ou tout au moins d'Indiens d'avant la conquête, lesquels avaient l'habitude de se faire enterrer dans leurs plus beaux costumes et avec toutes leurs richesses, qui consistaient en vases et en bijoux, de terre cuite, de métaux. Le *La Galissonnière*, dans les fouilles qu'il y fit, recueillit plusieurs vases en or, en argent et en bronze. Dans tous ces tombeaux, les ustensiles en terre cuite sont très abondants ; aussi les habitants d'Ancón, connaissant l'avidité des étrangers pour ces objets d'antiquité, s'empressent-ils de venir leur en offrir à des prix fabuleux. Mais ils baissent très vite leurs prétentions, pour peu qu'on n'ait pas l'air trop enthousiaste, et en définitive on finit par avoir pour quelques centavos des *huacos* authentiques (on nomme ainsi tous ces divers objets trouvés dans les sépultures indiennes¹⁷). »

Il est cependant illusoire de croire qu'il suffisait de s'arrêter à un endroit réputé riche en vestiges archéologiques pour en découvrir au premier coup de pelle. Mieux valait compter sur l'aide de ces fameux *huaqueros*, rémunérés de quelques pièces, ou bien sur les conseils avisés d'érudits locaux ou de compatriotes connaissant les lieux pour savoir où creuser. Le

¹⁷ Paul-Émile Lafontaine, *Campagnes des mers du Sud*, édition établie, préfacée et annotée par Dominique Delord, Paris, Mercure de France, 2006, p. 365-366.

plus simple était encore de se faire offrir, par une personnalité rencontrée sur place, une collection toute faite d'antiquités. C'est ainsi qu'en 1838 Dionicien Boulanger, ancien officier de marine établi comme négociant à Paita, offrit au capitaine du Petit-Thouars, lors de son voyage de circumnavigation à bord de *La Vénus*, une collection de vases de la culture mochica¹⁸. De même en 1865 l'amiral Didelot, de retour d'une mission dans le Pacifique, fit don à la Société de géographie de Paris, dont il était alors le vice-président, d'une collection d'objets archéologiques du Pérou qui en fait avait été formée par Hector Davelouis, chimiste employé comme essayeur à l'hôtel de la monnaie à Lima¹⁹.

Le plus souvent ces collectes archéologiques n'étaient pas préméditées et encore moins planifiées et élaborées scientifiquement ; il s'agissait souvent de découvertes fortuites. C'est ainsi que le docteur Bourru, médecin à bord du *Duchayla*, recueillit à Arica divers vestiges antiques réapparus à la surface du sol à la suite du terrible tremblement de terre qui secoua une grande partie de la côte du Pérou en août 1868²⁰. De même, l'exploitation du guano sur les îles situées au large du Pérou occasionna la découverte de divers artefacts et spécimens anthropologiques qui se trouvaient enfouis sous l'épaisse couche de dépôts de guano. Ces déjections d'oiseaux de mer, qui servaient alors de fertilisants pour l'agriculture, faisaient depuis les années 1840 l'objet d'une intense et fructueuse exportation vers l'Europe et les États-Unis. C'est dans ce contexte que le capitaine Barreyre, commandant d'un navire bordelais qui, en 1868, chargeait du guano sur l'île Macabi, fit la découverte de rares

¹⁸ Du Petit-Thouars fit don de ces objets pour partie au musée de Sèvres et au musée de Boulogne-sur-mer, cf. Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 366 ; Gaëlle Étesse, « La contribution d'Ernest Hamy... », *op. cit.*, p. 15.

¹⁹ Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, 374-375 ; *Bulletin de la société de géographie de Paris*, 1865, p. 335-336.

²⁰ *Ibid.*, p. 367.

sculptures en bois remontant à la période chimu²¹. Cette même année, le capitaine Bolibo, commandant du *Gladiateur*, navire transportant aussi du guano, rapporta également à Bordeaux un vase probablement découvert dans les mêmes conditions²². Il convient d'ailleurs de souligner à travers ces derniers exemples que l'on comptait donc aussi des capitaines de la marine marchande parmi les navigateurs actifs dans le domaine archéologique.

Si les officiers faisaient volontiers des collectes naturalistes, ethnographiques ou archéologiques pour leur propre compte ou bien pour remplir les objectifs fixés dans le cadre de leur mission, ils étaient également susceptibles d'intervenir en soutien à d'autres explorateurs. C'est ainsi que l'amiral Périgot, commandant de la station navale du Pacifique fut amené à venir au secours d'un voyageur chargé d'une mission officielle par le gouvernement français. Charles Wiener avait été chargé par le ministère de l'Instruction publique d'une mission archéologique et ethnographique au Pérou ; arrivé à Lima en février 1876, il comprit vite que ses ressources financières s'épuiseraient rapidement s'il devait continuer à rétribuer des *huaqueros*. Aussi, se présenta-t-il à l'amiral Périgot et fit vibrer habilement sa fibre patriotique :

« Je lui exposai ma situation financière, l'ennui qui en résultait pour ma mission, le dommage que cet état de choses portait aux collections françaises [...]. Je lui citai notamment la richesse des collections qu'ils [Reiss et Stübel]²³ avaient recueillies à Ancón même, des collections destinées à des musées allemands [...]. Je lui montrai toutes ces richesses au-delà du Rhin et nos musées

²¹ Jacques Faublée, « Sculptures Mochica des îles Macabi », *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 45, 1954, p.149-150.

²² Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 396.

²³ Wilhelm Reiss et Alphons Stübel étaient deux géologues allemands qui parcoururent l'Amérique du Sud durant plusieurs années ; en 1874 ils se trouvaient au Pérou et passèrent plusieurs jours à fouiller intensivement le site de Ancón. Wiener entendit vraisemblablement parler de ces deux archéologues par un résident français de Lima du nom de Théodore Ber, qui les avait rencontrés sur ce site.

dépourvus de ces spécimens curieux du passé américain²⁴. »

Ému par cet appel, l'amiral mit à sa disposition pendant une quinzaine de jours l'équipage du *La Galissonnière*, grâce à quoi Wiener put envoyer à Paris plusieurs caisses enfermant ses riches trouvailles.

Un prototourisme « scientifique » face à une législation souvent peu appliquée

On a vu combien il était aisé aux voyageurs de passage, navigateurs ou autres, de se procurer des vestiges antiques, que ce soit en pratiquant des fouilles sauvages ou bien en achetant des objets. Parallèlement à un pillage des tombes préhispaniques de plus en plus intensif, on devait assister dans le courant du XIX^e siècle au développement de l'industrie de la contrefaçon : pour répondre à une demande croissante de la part des marins, des voyageurs et amateurs de curiosités, certains artisans péruviens eurent l'idée de vendre des objets plus ou moins fidèlement inspirés d'antiquités précolombiennes, essentiellement des céramiques, puis dans le dernier quart du siècle, également, des objets en alliage de divers métaux. Certaines de ces céramiques furent d'ailleurs très tôt rapportées par des officiers de marine, sans que l'on soit vraiment sûr de l'intention de leurs producteurs ou marchands. Le port de Paita, sur la côte nord du Pérou, était très fréquenté par les navires nord-américains et européens depuis l'indépendance (d'abord des baleiniers puis très vite des navires de commerce et de guerre de différentes nations), car il avait la réputation d'être un très bon point de relâche pour se ravitailler en eau, en fruits et légumes frais. Son marché était par conséquent arpenté par de nombreux marins à la recherche de souvenirs pour leur famille et amis.

²⁴ Charles Wiener, *Voyage au Pérou et en Bolivie (1875-1877)*, introduction et notes par Pascal Riviale, Paris, Ginkgo éditeur, 2010, p. 97.

Parmi les objets qui y étaient proposés, l'on trouvait divers objets en terre cuite, dont des représentations de caïmans qui par leur aspect pouvaient effectivement rappeler des céramiques antérieures à la Conquête ; peut-être s'agissait-il plus dans l'esprit des artisans qui les avaient produits de simples curiosités que de véritables tromperies, toujours est-il que certains de ces objets achetés par des officiers de marine aboutirent dans nos musées²⁵. Alexandre Brongniart, directeur du musée de la céramique à Sèvres, n'était d'ailleurs pas dupe puisque dans son *Traité des arts céramiques*, publié en 1844, il écrivait : « on imite à Payta, sur la côte du Pérou, les poteries noires antiques²⁶ ». Par la suite, la fabrication de contrefaçons à part entière se fit plus effective et plus intensive.

La question se pose : ces navigateurs – comme tous les autres visiteurs de passage – avaient-ils donc toute latitude pour fouiller des sites antiques sur le sol péruvien et en emporter des vestiges ? Théoriquement non, puisqu'une loi avait été émise par le gouvernement péruvien dès 1821 afin de contrôler les fouilles et l'exportation du patrimoine archéologique national ; dans les faits, peu de personnes faisaient cas de cette législation (les voyageurs n'en font d'ailleurs jamais mention dans leurs récits). Pourtant, on trouve ponctuellement référence à des autorisations de fouilles sollicitées par des officiers de marine peut-être plus pointilleux. Dans son journal de voyage, René-Maurice du Kerret, un jeune homme de la noblesse bretonne qui s'était embarqué sur *La Forte*, se remémorait comment il fut amené à faire des fouilles archéologiques au Pérou :

« L'amiral [Février des Pointes] ayant sollicité du Président Elias de

²⁵ Lorsqu'il commandait *La Bonite* le vice-amiral Touchard acquit à Paita en 1836 l'une de ces céramiques (donnée par la suite à la bibliothèque publique de Versailles), puis en 1839 c'est le capitaine Laplace qui fit l'acquisition pour le musée de Sèvres d'objets similaires, à l'occasion d'une escale au même endroit de son navire *L'Artémise*. Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 318, 387, 406 ; François Reyniers, *Sèvres. Céramiques américaines. Musée national de céramique*, Paris, Éditions de la Réunion des musées nationaux, 1966.

²⁶ Cité dans Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, *op. cit.*, p. 318.

faire des fouilles pour le compte du gouvernement français, je fus détaché avec une escouade d'hommes, et nous fûmes réveillés ces malheureux morts dans le cimetière de Pachacamac [...]. Je rapportais à l'amiral ce que je trouvais. La mort de l'amiral fit qu'on me rendit partie de ces poteries²⁷. »

Il convient cependant de souligner le fait que les autorités locales n'étaient que rarement sensibles à ces questions patrimoniales. Voici comment le capitaine du Petit-Thouars relatait l'une de ses expériences archéologiques au Pérou vers 1833 :

« Me trouvant au mouillage d'Arica, et sachant par la tradition du pays que la grande vallée couverte de sable située au sud du Morro d'Arica avait été un lieu d'inhumation des anciens Péruviens, je demandai au gouverneur d'Arica l'autorisation d'exécuter quelques fouilles dans cette vallée des tombeaux. Il me répondit avec beaucoup de politesse que tous ces morts-là n'ayant pas été baptisés, je pouvais en faire ce que je voudrais²⁸. »

De par leur formation et forts d'une tradition savante bien entretenue, les officiers et médecins de la Marine ont donc joué un rôle notable dans les recherches scientifiques du XIX^e siècle. La côte du Pérou – et ses vestiges préhispaniques si réputés – fut pour eux un terrain d'action de prédilection. Le prestige de leur fonction – notamment quand il s'agissait de hauts gradés de la marine –, ou leur présence récurrente dans les parages, facilitaient probablement les contacts, voire les relations cordiales, avec des personnalités péruviennes ou françaises établies sur place, ce qui leur permettait plus aisément d'obtenir les renseignements nécessaires pour

²⁷ Tugdual Kerros, *Journal de mes voyages autour du monde, 1852-1855. Textes et illustrations de Jean-René-Maurice de Kerret, dessinateur sur « La Forte », frégate de la Marine Impériale*, Saint-Thonan, éditions du Cloître, 2004, p. 54. À noter que sur le même navire se trouvait le lieutenant Gauvain, qui participa peut-être lui aussi aux fouilles, puisqu'il plus tard fit don de ces objets au musée de Langres (Pascal Riviale, *Un siècle d'archéologie...*, op. cit., p. 383).

²⁸ *Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des Sciences*, juillet-décembre 1856, XLIII : 737.

localiser les endroits à fouiller, voire de se faire offrir par une tierce personne des antiquités qui seraient ensuite remises à une institution savante ou à un musée. Toutefois il s'agissait généralement d'une archéologie de circonstances, sans véritable planification ; la majorité des collectes archéologiques se produisaient d'ailleurs ainsi au Pérou au XIX^e siècle, quels qu'en fussent les acteurs. Enfin, il convient de souligner le rapport de subordination souvent instauré entre Péruviens et les grandes puissances politiques et militaires étrangères, qui se trouvaient être également les plus actives sur le plan scientifique. Celles-ci considéraient en effet que c'était à elles qu'il incombait d'étudier et d'expliquer l'histoire et l'ordonnement du monde. Les interprétations archéologiques et anthropologiques élaborées au cours du XIX^e siècle ne faisaient que valider « scientifiquement » des préjugés raciaux justifiant *a posteriori* la domination par quelques nations du reste de la planète.

Une discipline entre deux mondes

Entretien avec Pascal Butterlin

LAURENCE **BADEL**

Résumé

Dans cet entretien, Pascal Butterlin, directeur de la Mission archéologique française de Mari rapporte comment sa formation l'a conduit à s'intéresser au site de fouilles de Mari avant d'en prendre la responsabilité. Journal de bord, journal de mission, travail documentaire, contacts avec ses interlocuteurs syriens, il raconte le déroulement de cette mission en Syrie et son évolution dans le contexte de la guerre civile syrienne. Fouiller à l'étranger dans une société en guerre interroge, en retour, l'archéologue occidental confronté à ce monde « oriental ».

Mots-clés : Archéologie – Mari – Musée – Syrie – Proche-Orient.

Abstract

Discipline Between Two Worlds. Interview with Pascal Butterlin

In this interview, Pascal Butterlin, director of the French Archaeological Mission in Mari, reports how his training led him to take an interest in Mari's excavation site before assuming responsibility. Logbook, mission journal, documentary work, contacts with archeology contacts in Syria, he tells the story of this mission in Syria and its evolution in the context of the Syrian civil war. To search abroad in a society at war questions the Western archaeologist confronted with this "oriental" world.

Keywords: Archeology – Mari – Museum – Syria – Near East.

Laurence Badel. *Pascal Butterlin*¹, vous êtes professeur d'archéologie orientale à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne depuis 2010 et, depuis 2005, vous dirigez la Mission archéologique française de Mari en Syrie. Entre 2005 et 2010, vous avez effectué six campagnes de fouilles sur ce site qui fait l'objet d'un article du dossier de ce numéro 45 du Bulletin de

¹ Entretien de Pascal Butterlin, directeur de la Mission archéologique française de Mari, et de Laurence Badel, professeur d'histoire des relations internationales à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne qui s'est déroulé le 26 septembre 2017 à Paris.

l'IPR. Célia Rocaspana y présente en effet l'itinéraire d'André Parrot, l'archéologue qui authentifia les vestiges de l'antique Mari sur le site du tell² Hariri en janvier 1934 et devint le premier directeur de la Mission de 1933 à 1974.

Vos recherches de thèse sur la Mésopotamie à l'époque d'Uruk (4500-3000 avant notre ère) avaient été conduites sous la direction de Jean Margueron qui fut le deuxième directeur de ce site de 1979 à 2004. Vous êtes donc le troisième depuis son institution. Pouvez-vous nous dire, de manière liminaire, quelles furent les grandes étapes de votre formation et l'importance que l'on accorde, dans votre métier, à la transmission de l'expérience auprès d'un maître comme Margueron ?

Pascal Butterlin. J'ai une formation d'historien et d'archéologue, une formation d'enseignant surtout, comme mon maître Jean Margueron. La formation s'est faite essentiellement sur le terrain à partir de 1990, date de ma première mission à Mari. Je suis allé sur le site, presque chaque année, de 1990 à 2010. Margueron nous a transmis toute l'expérience acquise à Mari depuis les années 1930, un véritable esprit de mission qui se manifeste par l'unité et la continuité des archives sur les fouilles.

LB. Votre apprentissage de la langue arabe s'est-il fait pendant vos études universitaires ?

PB. Oui, à l'École normale supérieure, rue d'Ulm, puis au Caire comme coopérant. Mais l'essentiel s'est fait sur place au contact des ouvriers sur le terrain pour l'apprentissage de l'arabe dialectal de l'Euphrate.

LB. Le site de Mari s'identifie aux yeux d'un grand public éclairé à la petite statue d'albâtre aux grands yeux en lapis-lazuli d'un dignitaire de Mari : Ebih-Il, découverte par Parrot au tout début de ses fouilles et exposée aujourd'hui au musée du Louvre, à Paris. Quelles découvertes avez-vous faites et où sont-elles aujourd'hui conservées ?

PB. J'ai participé au long des fouilles de Mari à plusieurs découvertes extraordinaires. Du temps des fouilles dirigées par Jean Margueron, la

² Un tell est une « colline artificielle formée par les ruines superposées d'une agglomération ancienne », selon Larousse.

découverte des grands dépôts sous le temple de Ninhorsag a été un moment majeur (soixante vases de pierre, des coquillages géants du golfe Persique, une extraordinaire stèle). J'ai eu la chance de faire quelques belles découvertes, notamment en 2008 des dépôts de fondation accompagnés d'une inscription royale sur tablette de bronze, et en 2009 la cachette du temple du seigneur du pays avec ses 14 statuettes enterrées au pied d'une haute terrasse appelée massif rouge. Elles ont été conservées à Der es-Zor, et transférées à Damas du fait de la guerre ...



Figure 1. La carte de situation de Mari

LB. La période mandataire avait vu la mise en place en 1926 d'une législation de partage des objets trouvés dans les fouilles entre la France et l'État de Syrie, limitant très fortement la liberté d'action des Syriens à la fois dans l'acquisition des pièces, et également dans leur exploitation.

Comment les choses sont-elles précisément organisées aujourd'hui ? Et depuis quand ?

PB. L'indépendance de la Syrie en 1946 s'est accompagnée d'une nouvelle législation qui interdit l'exportation des antiquités (sauf accords de partage sur les fouilles de sauvetage). Dans le cas de Mari, les découvertes étaient remises aux musées, Damas, puis Der es-Zor, une fois mis en place le réseau régional de musées en Syrie. On ne conservait aucune pièce majeure sur le site, les représentants de la Direction générale des antiquités et des musées de Syrie (DGAMS) assuraient le suivi de toute l'opération, puis l'entrée au musée des pièces découvertes pendant la campagne.

LB. Une équipe de fouille sur un chantier archéologique est, par essence, une équipe multinationale ? Quelle est la part des ouvriers et archéologues syriens, irakiens de votre équipe ?

PB. La mission de Mari était depuis longtemps une équipe internationale, destinée à devenir une école de fouille. Elle l'est devenue pleinement avec Jean Margueron puis sous ma direction. Chercheurs et étudiants, venus à la fois de pays occidentaux et du Proche-Orient (Syrie, mais aussi Liban, Jordanie et les deux dernières années Irak), travaillaient ensemble sur la fouille et la restauration. En 2009-2010, les archéologues issus de la région représentaient un peu plus du tiers de l'équipe scientifique, et les ouvriers étaient tous syriens.

LB. En 1924, à lire le mémoire de Célia Rocaspana, le ministère de l'Instruction publique avait refusé de former des archéologues syriens ou libanais au prétexte assumé qu'à la fin du mandat, les conseillers français se retirant, les Français se trouveraient évincés. Qu'en est-il aujourd'hui ?

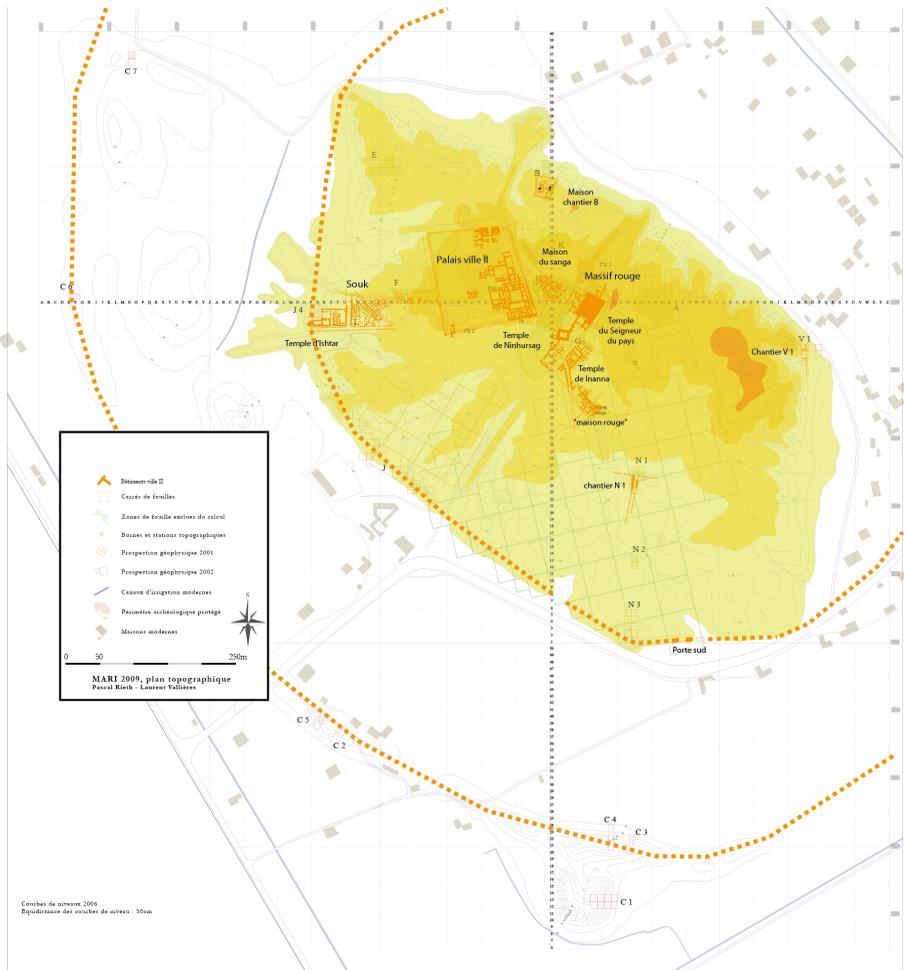


Figure 2. Le plan du site, avec les monuments reconnus datés de 2400 avant notre ère

PB. C'est également la politique inverse qui a été mise en œuvre dans le cadre des activités des missions de la commission des fouilles du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. En effet, la mission de formation des équipes est répétée dans tous les ordres de mission et la qualité de cette formation, le nombre de bourses notamment est un critère majeur d'évaluation des activités des missions.

LB. Avez-vous mis sur pied des programmes de formation conjoints avec vos collègues syriens ?

PB. Toute une série de programmes ont été mis en œuvre, dans les différents domaines d'expertise de la mission : archéologie, mais aussi recherche philologique et travaux de restauration de l'architecture de briques crues. Cela comprenait également des sessions de formation pour les guides touristiques qui avaient du mal à expliquer les vestiges aux touristes.

LB. L'expertise archéologique française est-elle requise, en tant que telle, par le Musée national de Damas ?

PB. L'expertise était requise et jouait un rôle majeur dans les activités de la mission de Mari dont les liens avec le Louvre n'ont jamais été rompus. Un programme sur la restauration des statues de Mari était en cours en 2010, la guerre a évidemment suspendu ces efforts, mais les liens n'ont jamais été rompus avec les autorités de la DGAMS.

LB. Avez-vous tenu un journal de bord depuis 2005 sur le travail de votre équipe à Mari ?

PB. Oui, un journal de bord pour chaque campagne, avec croquis et dessins, ce journal est distinct du journal de la mission qui enregistre uniquement les activités de terrain et les objets découverts jour par jour. Et tous les fouilleurs tenaient un carnet de fouille et un journal graphique où ils enregistraient les activités de terrain sur leur chantier.

LB. En Syrie, quels ont été vos interlocuteurs institutionnels tant dans le milieu archéologique, culturel que politique ?

PB. Nos interlocuteurs privilégiés étaient les fonctionnaires de la DGAMS, au niveau du Musée national à Damas et de la direction des antiquités à Der es-Zor. On avait et on a toujours des liens intenses avec les universitaires syriens, les archéologues et les intellectuels passionnés par leur patrimoine. Les liens avec les responsables politiques se faisaient systématiquement sous couvert de l'ambassade où nos interlocuteurs étaient le conseiller culturel et l'ambassadeur que, tradition de la mission oblige, le directeur saluait à son passage à Damas. Sur place, le représentant des antiquités était l'intermédiaire obligé avec les autorités locales, pour les formalités, la gestion des ouvriers ou en cas de difficulté.

LB. Pendant la période mandataire (1920-1946), le personnel militaire du Haut-Commissariat était très présent pour assurer la logistique des fouilles. Pendant votre travail là-bas, entre 2005 et 2010, l'armée syrienne était-elle présente ?

PB. Elle n'était pas présente sur le site, sauf en cas de découverte majeure pour en assurer la sécurité. Les contacts avaient lieu à l'occasion de la visite du gouverneur du district d'Abu Kemal ou du gouverneur de la province de Der es-Zor qui est venu à plusieurs reprises visiter la fouille. La logistique était gérée exclusivement par la mission avec des entreprises locales au besoin. La mission de Mari était, juste avant la guerre en cours, un employeur, elle participait activement aux travaux de restauration qui nécessitaient du gros matériel et avait entrepris avec le soutien de Total Syrie la construction d'un centre de visite sur le site. Ce centre était un petit musée de site (avec une réplique d'Ebih-II offerte par le Louvre à la Syrie), avec une billetterie, une cafétéria et des logements pour le gardien et les visiteurs. Il pouvait servir de centre de conférences. On l'a construit en matériaux traditionnels, briques crues et pisé, avec le financement de Total qui sponsorisait la restauration et la mise en valeur de Mari, au titre du mécénat.

LB. Avant l'éclatement de la guerre, aviez-vous des indices de la montée en puissance des tensions locales et des groupes djihadistes ?

PB. Les tensions locales dans la vallée de l'Euphrate étaient constantes, c'est une région de tradition tribale et la frontière un espace complexe d'échanges. Les incidents étaient donc courants, la mission se tenait à l'écart des affaires tribales. On a vu croître la tension au fur et à mesure du

développement du conflit irakien qui se déroulait à nos portes. On a surtout observé le conflit entre les groupes djihadistes et l'armée américaine qui s'est déployée sur la frontière en 2005, au moment de la première bataille de Fallujah que les ouvriers suivaient avec passion. L'intervention américaine à Abu Kemal en 2007 témoignait de toute évidence d'un malaise et la montée de l'intégrisme religieux était perceptible dans toute la vallée, mais il s'agissait de propagande, pas de lutte armée.

LB. Le début de la guerre civile irakienne au printemps 2011 entraîne la fermeture du site de Mari. Dans quelles circonstances ? Qui prend la décision ?

PB. La décision est venue du Quai d'Orsay qui a mis en place en 2001 des mesures conservatoires pour les activités des missions en France, le terrain étant exclu. La dernière mission sur place a eu lieu en avril 2011. Depuis lors, la commission des fouilles a soutenu le travail des missions en France, en termes de coopération, publication et mise en valeur des travaux. La collaboration s'est étendue au ministère de la Culture avec l'ouverture du portail patrimoine du Proche-Orient³ dans la collection des grands sites archéologiques. Le site dévolu à Mari a ouvert en juillet de cette année après deux ans de travail documentaire.

LB. Par-delà l'émotion qu'elle a suscitée, quel commentaire apportez-vous à la décapitation publique de Khaled al-Assaad, l'ancien directeur des antiquités de Palmyre, 82 ans, assassiné le 18 août 2015 par Daech ? C'était l'un de vos interlocuteurs ?

PB. C'est un drame terrible, j'ai eu la chance de rencontrer ce grand monsieur de l'archéologie syrienne qui nous accueillait volontiers à Palmyre sur notre route pour l'Euphrate. La mission ne travaillait pas directement avec lui mais des collègues syriens de Palmyre travaillent sur Mari.

LB. La France a-t-elle participé, au début du conflit, à la sauvegarde de sites et d'objets ?

³ [<http://archeologie.culture.fr/mari>] consulté en septembre 2017.

PB. Tant que les liens ont pu être maintenus sur le terrain et sans faire prendre de risques aux gardiens, on a soutenu le travail fait localement. La guerre a fait son œuvre, dans le cas de Mari, le *black-out* est tombé sur la vallée en 2014, mais les liens sont maintenus avec la DGAMS et tous les archéologues syriens qui œuvrent pour leur patrimoine.

LB. Dans un entretien accordé à France Info, le 9 décembre 2014, vous établissiez une distinction entre les grands sites touristiques, comme la mosquée des Ommeyyades dans la vieille ville d'Alep, atteints par des destructions parfois massives du fait de la guerre civile en Syrie et les tells archéologiques, marqués par les pillages et des fouilles clandestines. Votre propre site Mari, à une quinzaine de kilomètres de la frontière irakienne, en a été victime. Quelle est votre évaluation de l'ampleur des dégâts ?

PB. Les dégâts sont considérables, on les suit par télédétection. 1 500 fosses clandestines ont été comptées sur le site, elles ont été faites en un an. À 800 m du site, un autre tell que j'ai pu explorer a été rasé, lui, au bulldozer (probablement pour trouver un tombeau). Le désastre touche moins les monuments que nous avons dégagés, qui sont exposés à un climat déjà très rude, qu'à ce qui aurait pu, un jour, être étudié. En détruisant les monuments, on détruit un patrimoine inestimable qui a souvent été étudié, publié par les savants. On peut envisager (c'est un choix politique) des reconstructions quand on en a les moyens (ce n'est pas simple bien entendu). Quand on s'attaque à des zones non fouillées, c'est la recherche du futur que l'on hypothèque.

LB. Le responsable d'un champ de fouille à l'étranger parle-t-il à tout le monde dans une société en guerre ?

PB. Non, on est tenu à la fois à la réserve et à la plus grande des prudences avec nos interlocuteurs.

Donner des informations sur les sites de manière inconsidérée risque d'orienter les pillages et d'alimenter toutes les formes de récupération ou d'instrumentalisation du patrimoine à des fins politiques. Un lourd travail d'expertise s'impose et il doit être diffusé par les autorités compétentes sous l'égide de l'UNESCO. La priorité est en revanche de former au plus vite la nouvelle génération de chercheurs syriens car la reconstruction du pays demandera certes de l'argent mais surtout de l'expertise. Un

important programme de formation des chercheurs syriens s'est mis en place à échelle internationale et il est fondamental.

LB. Le métier d'archéologue s'est modifié, naturellement, depuis plus de soixante-dix ans. Une exposition récente au Grand Palais, « De Bâmiyân à Palmyre, Voyage au cœur des sites du patrimoine universel⁴ » valorisait, de manière inédite, le numérique comme outil devenu essentiel pour la connaissance et la préservation du patrimoine reconnu comme universel. Elle attirait en particulier l'attention sur l'appui que peut apporter la technologie des drones dans la collecte de l'information sur les champs de fouilles dévastés par les conflits. Pouvez-vous nous apporter votre commentaire et nous parler de la start-up Iconem, créée en 2013, et dont le travail de sauvegarde digitale des sites historiques, et de celui de Palmyre en particulier – 35 000 clichés réalisés en quatre jours –, était valorisé ?

PB. Le travail entrepris est fondamental, car il permet avec les nouvelles technologies de s'immerger dans des terrains qui nous sont souvent inaccessibles. Iconem a ainsi conduit, dans certains cas en collaboration avec mes étudiants, un travail de documentation et d'expertise des capitales assyriennes, occupées par Daesh, Khorsabad, Nimrud puis tout récemment Ninive (mosquée de Jonas). Ce travail a été réalisé avant les combats de la dernière année qui ont été ponctués de destruction (à Nimrud, Daesh a rasé la ziggurat⁵) ou d'affrontements comme à Khorsabad qui était sur la ligne de front. En Syrie, le travail mené avec la DGAM sur le Krak des chevaliers, gravement endommagé par les tirs d'artillerie, ou le temple de Bêl de Palmyre, constitue la base documentaire pour tout programme de gestion futur de ces sites. Le point essentiel est que ce travail est fait avec les populations locales, expertisé et diffusé sous couvert de l'UNESCO. C'est une opération de réappropriation de patrimoines menacés ou détruits pour une reconstruction de la mémoire de ces populations et de leurs États.

LB. Quelle conséquence cette technologie nouvelle a-t-elle sur l'exercice de votre métier ?

⁴ L'exposition s'est tenue du 14 décembre 2016 au 9 janvier 2017, au Grand Palais à Paris.

⁵ Il s'agit des fameuses terrasses à étages qui ont inspiré le récit de la tour de Babel.

PB. Les conséquences sont multiples, et elles permettent aujourd'hui de mener à bien des opérations qui prenaient autrefois des mois, voire des années. Cela ne dispense pas de la réflexion sur ces outils et leur usage patrimonial. Ils bâtissent un savoir neuf avec des questions et des interrogations sur son usage et son application. Au-delà des gadgets, ils permettent de s'approprier et de construire un objet d'étude nouveau. Cette appropriation graphique est cruciale car elle permet de poser d'autres problèmes, de dégager de nouvelles pistes de recherche, notamment pour la fouille. Car, qu'on ne s'y trompe pas, seule la fouille de terrain permet de trancher ces questions. Elle y gagne en ciblage, avec des questions bien posées et des intrusions légères, car on ne fouille plus, comme aux temps héroïques à l'aveuglette, avec des centaines d'ouvriers.

LB. La formation des étudiants archéologues dans une université comme Paris 1 Panthéon-Sorbonne en tient-elle compte ?

PB. À Paris 1, la formation intègre largement ces nouvelles technologies tant sur les objets que sur les sites. Dans le cas du Moyen-Orient, ce type de *start-up* recrute nos doctorants ou post-doctorants, dans des programmes conjoints de formation aux relevés de terrain, aux systèmes d'information géographique, aux cartes archéologiques et à l'expertise des dégâts des conflits, en Afghanistan, en Irak ou en Syrie notamment.

LB. Les recherches conduites par Célia Rocaspana ont mis au jour le rôle d'informateur privilégié sur l'évolution de la société locale tenu par Parrot auprès du Haut-Commissariat français dans les années 1930. On peut imaginer que votre connaissance du terrain a pu être mobilisée depuis le début des hostilités. Quels sont, aujourd'hui, vos interlocuteurs au sein de l'administration française ?

PB. J'ai travaillé depuis des années avec les autorités du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les responsables de la commission des fouilles et les directeurs successifs de la direction générale de la mondialisation du ministère. J'ai moi-même siégé dans cette commission et été le président de la commission Orient ancien pendant quatre ans au moment où le conflit syrien a éclaté. On a constamment fait remonter les informations dont on disposait au ministère, puis travaillé avec les représentants du ministère de la Culture à la suite de la mise en place de

comités transversaux sur les patrimoines en danger. Les liens sont étroits également avec l'Enseignement supérieur et la Recherche dans le cadre du programme Pause sur l'accueil des collègues réfugiés. Enfin, la mission a collaboré avec les instances de lutte contre le trafic illicite d'objets en France et au niveau international.

LB. Quelles sont les dernières informations dont vous disposez, en cette fin septembre 2017, sur l'état actuel du site de Mari ?

PB. Pour l'instant, il n'y a aucune information récente, le black-out est complet, la région est au cœur des combats violents qui opposent Daesh à l'armée syrienne qui a dégagé Der es-Zor. D'après les photos satellites, les pillages se sont arrêtés en 2015, on attend que des drones (civils) puissent survoler la région et nous ramener des informations plus précises, qui ne seraient pas soumises au secret-défense.

LB. Est-il possible de commencer à préciser le moment de la réouverture du champ de fouilles ?

PB. Non, cela paraît très lointain.

LB. Resterez-vous toute votre vie professionnelle à la tête de cette Mission ?

PB. Tant que cela sera possible, il faudra assumer l'énorme travail de publication des archives, et l'héritage que représentent sur le terrain 75 ans de fouilles françaises. Le tout est de savoir si les moyens seront là pour assumer cette tâche et si les conditions politiques le permettront.

LB. Professeur émérite à La Sapienza, à Rome, Paolo Matthiae, dont le nom est attaché aux fouilles d'Ebla, estime que l'archéologie orientale « telle que nous l'avons connue, aujourd'hui n'a plus d'avenir⁶. » Le

⁶ Paolo Matthiae, "Plaidoyer pour une archéologie universelle", *Qantara. Magazine des cultures arabe et méditerranéenne*, Paris, IMA, janvier 2015, p. 53-56. Il développe un argumentaire assez comparable à celui qui a soutenu la naissance du musée du Quai Branly, décidé par Jacques Chirac en 1996 et inauguré en 2006, puis la conclusion en 2007 de l'accord intergouvernemental entre la France et les Émirats arabes unis pour la création du Musée universel d'Abu Dhabi qui doit être inauguré en novembre 2017.

plaidoyer de Paolo Matthiae pour un "humanisme ouvert et unilatéral" postule la reconnaissance partagée de l'égalité des cultures pour assurer la protection commune des créations artistiques et du patrimoine universel. Que pensez-vous de son analyse qui fait écho au plaidoyer qui s'est développé, depuis une quinzaine d'années, dans le domaine des sciences humaines et sociales pour une approche globale et "à parts égales" des événements, phénomènes et processus observés ?

PB. Je partage entièrement les vues de mon collègue et ami directeur des fouilles d'Ebla, l'ancienne rivale de Mari. Nous savions, avant le conflit, on en a souvent parlé, que les temps changeaient radicalement et que notre discipline en particulier, sortie armée et casquée du colonialisme, allait connaître une nouvelle crise de croissance comparable à ce qu'elle avait connu dans les années 1960-1970. La formation d'une génération nouvelle de chercheurs syriens et irakiens est la pierre d'achoppement de l'avènement d'une nouvelle manière d'aborder ces patrimoines. Le développement d'un tel humanisme passe par un choix de civilisation qui se fait dans la douleur au Proche-Orient en ce moment même, à une époque de liquidation de l'héritage mandataire. Dans cet héritage, se trouvaient les institutions patrimoniales, passées par le prisme nationaliste. Cela implique une redéfinition des missions des acteurs du patrimoine à tous les échelons de la chaîne de production et d'exploitation des données. Et cela exige de toute urgence une gestion à l'échelle du patrimoine de l'humanité, en évitant à tout prix les pièges du paternalisme en matière de patrimoine et du néocolonialisme dans les pays dont les institutions étatiques sont affaiblies.

LB. À lire l'étude de Célia Rocaspana comme à vous écouter, on peut avoir le sentiment que l'archéologue est souvent écartelé entre plusieurs milieux, entre plusieurs mondes qui obéissent à des logiques différentes ...

Paolo Matthiae dénonce le tropisme évolutionniste et téléologique de la lecture des archéologues occidentaux qui menèrent les premières fouilles au Moyen-Orient, qu'atteste le journal de Parrot. Ce journal est empreint de références bibliques et reflète la culture théologique de ce fils de pasteur, qui entra en 1921 à la Faculté de théologie protestante de Paris avant de rejoindre l'école du Louvre (LB).

PB. La discipline est née entre deux mondes, d'ambitions intellectuelles contradictoires et elle continue d'occuper une place singulière, mais marginale dans la recherche historique. On évoque souvent le décalage entre les archéologues et le monde « oriental » dans lequel ils travaillent mais il faut aussi souligner le décalage massif entre ces savants et les milieux académiques occidentaux, qui n'ont jamais mesuré à quel point les découvertes menées sur ces terrains devaient perturber notre conception restée largement téléologique d'une histoire centrée sur le monde méditerranéen et l'expérience « occidentale ».

